

UNIVERSITÉ DU QUEBEC A MONTREAL

LES ENJEUX POLITIQUES DU  
MARIAGE GAI AU CANADA

MEMOIRE  
PRESENTE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAITRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
JENNIFER ASSAMBO ANTCHOUO

OCTOBRE 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## Remerciements

Je remercie mon directeur de mémoire, Lawrence Olivier, professeur de Science Politique à l'UQAM, qui a fait preuve d'une patience et d'une disponibilité sans pareille dans cette entreprise qui au début pouvait sembler peu probable à réaliser.

Je remercie mes sœurs Axelle et Cynthia pour tout le soutien qu'elles m'ont apporté et sans qui je n'aurais, sans nul doute, pas eu le courage de persévérer dans ce long périple.

Je remercie mes amis qui savaient mieux que moi, semble t-il, que je parviendrais à écrire ce mémoire. Tous vos encouragements et votre patience eu égard à mes inquiétudes angoissantes auront porté leurs fruits.

## Table des matières

Remerciements.....	i
Table des matières.....	ii
Résumé.....	iv
INTRODUCTION .....	1
Chapitre I	
LE MARIAGE COMME VOIE ET MOYEN LÉGAUX DE SÉCURITÉ	
FINANCIERE POUR LES COUPLES DE MÊME SEXE.....	28
1.1 Présentation des mouvements homosexuels Égale Canada et ANFD .....	30
1.1.1 Egale Canada.....	31
1.1.2 ANFD.....	33
1.2 Reconnaissance juridique des couples de même sexe.....	34
1.2.1 Les couples de même sexe face aux limites juridiques de la dépénalisation de	
l'homosexualité.....	35
1.2.2 Impact de la Charte dans la lutte en vue du mariage gai.....	38
1.2.3 Gouvernement fédéral, couples du même sexe et droit au mariage.....	41
1.3 Couples de même sexe, droit au mariage et privilèges économiques.....	46
1.3.1 Caractère universel des droits et privilèges revendiqués par les couples de	
même sexe.....	48
1.3.2 À responsabilité égale, traitement égal .....	50
Chapitre II	
IMPORTANCE DU MARIAGE GAI POUR LA COMMUNAUTÉ LGBT	
CANADIENNE .....	54
2.1 Symbolique et importance du mariage traditionnel.....	55
2.1.1 Origines et Définitions du mariage .....	57
2.1.1.1 Définitions du mariage.....	58
2.1.1.2 Origines du mariage.....	59

2.1.2 Lecture du mariage gai à la lumière des définitions et origines du mariage traditionnel .....	61
2.1.3 Société moderne et valeurs traditionnelles.....	63
2.2 Communautés homosexuelles, mariage et société.....	66
2.2.1 Procédé rhétorique, Charte des droits et libertés, et mariage gai .....	68
2.2.2 Mœurs, changements sociaux et mariage gai.....	70
2.2.2.1 Traumatisme de la Seconde Guerre mondiale et Mai 1968 : moteurs de luttes à la fin du 20 <sup>e</sup> siècle.....	70
2.2.2.2 Charte des droits et libertés, fin de la guerre froide et mouvements gais et lesbiens.....	73
2.2.3 Le mariage gai comme moyen de déconstruction de l'hétéronormativité .....	75
Chapitre III	
LES SPÉCIFICITÉS JURIDICO-LÉGALES AYANT PERMIS LE MARIAGE GAI AU CANADA .....	81
3.1 La gestion politique de la revendication sur le mariage gai par le palier judiciaire .....	83
3.2 L'impulsion décisionnelle donnée par la Charte aux tribunaux.....	88
3.3 L'État canadien, le judiciaire, impératif d'équilibre politique et le mariage gai .....	91
3.4 Réforme du rôle de l'État, principe de bonne gouvernance et mariage gai .....	96
CONCLUSION .....	102
BIBLIOGRAPHIE .....	110

## Résumé

Des mouvements gais et lesbiens décident de militer pour l'accès des membres de leur communauté à cette institution parce qu'elle est constituée de principes, droits et devoirs qui font l'objet d'une protection particulière. Ils avaient alors considéré le mariage comme pouvant être une plateforme instituant un cadre juridique les concernant. Les couples de même sexe y verront, de fait, un moyen de garantie et protection de leurs avoirs matériels. La crise du SIDA aura été le déterminant majeur entraînant la lutte pour cette cause.

Mots clés : citoyenneté, discrimination, égalité, mariage gai

## INTRODUCTION

Le mariage entre personnes du même sexe est dorénavant possible. Cette situation n'est pas encore universelle. Au cours des dernières années, ce sont notamment des sociétés occidentales, dont le Canada, qui ont autorisé, au sein de leur cadre national respectif, le mariage entre personnes du même sexe. Quelques pays seulement ont déjà osé aller plus loin que la dépénalisation de l'homosexualité. Le Canada fait ainsi partie des rares pays à avoir franchi le cap du mariage entre personnes du même sexe.

Au Canada, comme dans d'autres pays, l'adoption de textes de lois permettant le mariage entre personnes du même sexe semble mettre en évidence la maturité de la population quant au droit à la différence. Cette tolérance envers la différence peut être considérée comme l'illustration de l'évolution des mœurs dans ces pays. La dépénalisation de l'homosexualité a été accompagnée de plusieurs accommodements juridiques et sociaux garantissant sécurité et protection pour les membres de la communauté homosexuelle.

Cependant, les décisions politiques et juridiques ne semblent pas être le reflet de la volonté du peuple. Des auteurs tels que Gert Hekma (2006, p. 363), Colin Spencer (1998, p. 10) ou encore Gary Kinsman (1987, p. 16) énoncent que les sociétés occidentales actuelles sont plus réticentes à la diversité sexuelle que ne l'étaient celles des siècles passées.

En outre, la dépénalisation de l'homosexualité et la loi autorisant le mariage entre personnes du même sexe<sup>1</sup> ne sont pas les œuvres de revendications populaires (Smith, Miriam, «Social Movements and Judicial Empowerment» 2005, p. 327-328; Kinsman, 1987, p. 13-17). Ce sont les membres de ladite communauté, généralement constitués en mouvements de défense pour leurs droits et intérêts et quelques sympathisants qui ont milité

---

<sup>1</sup>Le mariage entre personnes du même sexe est communément appelé mariage gai. Nous ferons usage de la dénomination que l'on en fait communément, afin de favoriser une meilleure lecture de notre étude.

afin de permettre ces changements. Il ne s'agit donc dans ces deux cas de figure que des luttes acharnées d'une communauté militant pour la reconnaissance de son humanité.

La légalisation du mariage gai au Canada, à l'instar de nombreuses lois édictées en faveur des membres de la communauté gaie et lesbienne, nous apparaît être l'œuvre du militantisme et des luttes menées par les personnes concernées elles-mêmes. Ce fait souligne l'importance et la symbolique que le mariage gai peut constituer pour de nombreux gais et lesbiennes. Pour nous, contemporains à ce fait historique, il serait intéressant de l'analyser plus scrupuleusement. Il s'agira plus exactement de tenter de comprendre le mécanisme décisionnel qui a permis l'union civile entre partenaires du même sexe.

Nous nous engageons dans pareille étude parce que nous avons constaté que le dossier concernant le mariage entre personnes de même sexe, au Canada, a été notamment couvert par les médias. Quasi-inexistantes sont les recherches qui y ont été effectuées dans le champ de la Science Politique. Les écrits de ces derniers s'avèrent pour la plupart des rétrospectives relatant le processus ayant conduit à l'adoption de la loi sur le mariage gai : loi C-38.

Ce fait se veut assez surprenant, surtout lorsqu'il est comparé à la multiplicité des sources d'informations sur la question diffusées et disponibles via les médias publics et privés avant l'adoption de ladite loi. Depuis son adoption, peu de suivis a été fait sur la question, excepté peut-être par les concernés eux-mêmes.

Les faits sont sans doute jugés trop récents pour avoir le recul nécessaire pour les analyser. Cependant, un pays tel que la France qui, non seulement n'a pas adopté pareille loi mais encore se montre fort réticent à le faire, possède une pléiade de recherches effectuées sur le sujet. Dès lors, il devient évident qu'il y a un vide à combler quant à ce sujet dans le champ de la science politique au Canada.

Qui plus est, la science politique a pour objectif d'analyser tant des événements interétatiques que ceux de nature intraétatique. Le projet d'étude des enjeux entourant le mariage gai au Canada s'inscrit donc bien dans le mandat de ladite science.



Cette étude, en effet, tentera de comprendre les enjeux qui peuvent entourer les décisions politiques. Le but de l'exercice n'est pas de rechercher les motivations personnelles des décideurs. Il s'agit plutôt d'analyser à partir de diverses conjonctures nationales et internationales une explication qui justifierait l'inadéquation entre l'adoption du mariage de personnes du même sexe et les réticences populaires observées.

Avant d'effectuer l'analyse de notre sujet d'étude, nous jugeons nécessaire une mise en contexte. Elle se fera au moyen d'un énoncé récapitulatif à propos de l'histoire de l'homosexualité au Canada. Nous considérons faire mention de l'homosexualité seulement en ce qui concerne le Canada afin de circonscrire notre champ d'étude. Ce choix découle du fait que ce pays est notre sujet d'étude. Pour ne pas nous éparpiller dans l'inscription de notre étude dans le débat politique, nous décidons de nous centrer essentiellement sur le cas de ce pays qui fait partie des rares États dans le monde et même en Occident à avoir consenti à accorder le mariage aux personnes du même sexe. Cet état de fait nous apparaît une piste intéressante à suivre dans le but de savoir si l'histoire de l'homosexualité au Canada peut permettre d'expliquer qu'elle ait consentie au mariage entre personnes du même sexe.

Toutefois, retracer l'histoire de l'homosexualité est une démarche plutôt délicate. Il ne s'agira donc pas ici de répertorier dans les époques connues de l'histoire tous les pans homosexuels depuis les premières colonies européennes en terre canadienne à nos jours. Nous avons, également, décidé de ne pas faire de distinction formelle entre l'homosexualité masculine et féminine, excepté si certaines précisions le requièrent. L'homosexualité sera, de ce fait, énoncée dans une certaine globalité parce que cette étude porte sur le mariage gai selon une perspective de décisions politiques et n'est pas un historique exhaustif sur l'homosexualité au Canada. Le 19<sup>e</sup> siècle sera notamment la période à partir de laquelle nous commencerons notre historique sur l'homosexualité. Le choix de débiter notre historique à partir de cette période vient du fait que c'est durant ce siècle que la notion d'homosexualité apparaît<sup>2</sup> (Rupp, 1999, p. 79-80; Kinsman, 1987, p. 66), faisant ainsi passer les relations

---

<sup>2</sup> Il est à souligner que le comportement sexuel impliquant des personnes du même sexe était observable bien avant cette période de l'histoire (Aldrich, 2006, p. 7; Hupperts, 2006, p. 29-34). Il n'existait pas de notions officielle ou spécifique pour désigner ce comportement (Aldrich, 2006, p. 7; Hupperts, 2006, p. 29-34).

sexuelles entre personnes du même sexe de l'état de péché à celui de maladie (Tamagne, 2006, p. 167; Spencer, 1998). Le comportement sexuel existait déjà mais sa catégorisation comme maladie mentale va avoir de nombreuses conséquences qu'il nous paraît intéressant d'étudier.

Nous allons dans ce qui suit, étudier le fait homosexuel au Canada. Cette démarche nous apparaît importante afin d'inscrire notre sujet dans le débat politique. Nous procéderons ensuite à la formulation de notre question spécifique de recherche pour enfin pouvoir élaborer notre hypothèse de recherche.

## L'homosexualité au Canada : état des connaissances

Retracer l'histoire de l'homosexualité au sein de l'État canadien ne consistera pas à discourir sur l'émergence ou l'origine dudit comportement sexuel. Nous pensons que ce récapitulatif historique peut nous servir de repère spatio-temporel pouvant aider à mieux appréhender le rapport des institutions publiques et des populations avec ce fait.

Il sera dans les lignes qui suivent fait état des moments de l'histoire que nous avons jugés comme faits saillants à mentionner afin de favoriser une meilleure approche analytique quant à notre sujet d'étude. Nous commencerons tout d'abord par définir la notion d'homosexualité.

## Définition du concept d'homosexualité

Les actes sexuels entre partenaires de même sexe sont catalogués sous la dénomination d'homosexualité au 19<sup>e</sup> siècle. À ce moment, cette notion fait référence à un individu (homme ou femme) dont «l'état mental général est celui du sexe opposé» (Rupp, 1999, p. 79-80). Le concept prend son essor essentiellement du domaine médical européen (Randa, 2004, p. 9;

Beemyn, 2006, p. 162; D'Émilio, «Sexual Politics, Sexual Communities», 1983, p. 13-15). Il se popularisera jusqu'en Amérique dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle par le biais des textes médicaux, soit vers 1892 (Rupp, 1999, p. 79-80; D'Émilio, «Sexual Politics, Sexual Communities», 1983, p. 15).

Le domaine médical peut à cet égard être considéré comme la principale source des condamnations païennes des relations physiques entre personnes du même sexe. Cet état de fait (la "pathologisation" de l'homosexualité) va conduire à l'insertion de ce comportement dans le registre du code criminel<sup>3</sup> (Kinsman, 1987, p86; D'Émilio, «Sexual Politics, Sexual Communities», 1983, p. 13-15). Afin de décrire la "pathologisation" des relations physiques entre personnes du même sexe, des attitudes nouvelles font leur apparition. Ce comportement qui, depuis l'antiquité s'accompagnait généralement de l'hétérosexualité<sup>4</sup>, devient une tendance sexuelle exclusive; en découleront dans les décennies suivantes la formation et l'édification de l'identité homosexuelle (Kinsman, 1987, p. 95-98; Bernstein, 2002, p. 531-533).

De nos jours, la notion d'homosexualité fait notamment référence à un comportement sexuel impliquant des partenaires de même sexe (Tamagne, 2000, p. 10-14; Chamberland, 1997, p. 5-20). Cette attitude sexuelle serait une des diverses variantes et composantes de la sexualité. Il est dorénavant considéré comme homosexuelle toute personne ayant entretenu une relation physique avec un membre de son sexe de façon ponctuelle ou sur une longue période (Tamagne, 2000, p. 10-14; Chamberland, 1997, p. 5-20). Les relations entre partenaires du même sexe sont maintenant perçues comme un comportement naturel qui peut être adopté par quiconque dans la mesure où il s'agit d'un «fait social constant dans toute société» (Spencer, 1998, p. 10-12).

---

<sup>3</sup> L'homosexualité est insérée dans le registre du code criminel en 1892, considérée alors comme comportement à caractère de grossière indécence : "gross indency" (Kinsman, 1987, p. 86; D'Émilio, «Sexual Politics, Sexual Communities», 1983, p. 13-15).

<sup>4</sup> Terme qui lui aussi fait son apparition au 19<sup>e</sup> siècle. Il est intéressant de constater via nos recherches que la notion d'hétérosexualité découle de celle d'homosexualité et non l'inverse.

La bisexualité était donc la tendance la plus connue. L'hétérosexualité servant dans bien des cas à dissimuler l'attirance envers les personnes du même sexe.

Ayant établi les circonstances de la formulation de la notion d'homosexualité dans le monde occidental, nous allons maintenant étudier l'impact de la pathologisation de ce comportement dans le rapport entre les institutions publiques et les membres de la population qui adoptaient ce comportement. Nous pensons que procéder de la sorte est utile à savoir parce que dans les pays occidentaux et à cette époque déjà les institutions politiques étaient en charge de gérer les populations. Nous pensons donc que la définition du fait homosexuel comme comportement anormal aura eu, sans nul doute, une incidence sur la vie de cette nouvelle minorité.

### La pathologisation de l'homosexualité cause de l'insertion du fait dans le code criminel canadien

Avant sa catégorisation comme maladie mentale, les condamnations à l'encontre de l'homosexualité en Occident avaient, essentiellement, pour origines la religion. Le religieux et la politique étant à cette période intrinsèquement liés, les ordres politique et juridique des pays occidentaux condamnaient, également, ledit comportement (Kinsman, 1987, p. 75-79; Beemyn, 2006, p. 149). Les colonies européennes d'Amérique du Nord n'échappaient pas à cette réglementation. La particularité des condamnations dans cette partie du monde à cette époque est que les condamnations étaient beaucoup plus d'ordre moral que juridique (Kinsman, 1987, p. 75-79; Beemyn, 2006, p. 149).

Nous pensons que ce sont les condamnations des corps médicaux qui édifieront et influenceront la dynamique répressive entourant l'homosexualité dans le monde occidental et plus précisément au Canada (Tamagne, , 2006, p. 167; Kinsman, 1987, p. 75-79). Jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle, les colonies d'Amérique du Nord étaient moins rigoureuses que celles d'Amérique latine quant aux condamnations concernant les cas de rapports physiques entre personnes du même sexe (Beemyn, 2006, p. 149; Kinsman, 1987, p. 48-51).

En effet, les colonies européennes d'Amérique du Nord n'enregistrent que cinq condamnations à mort pour sodomie entre le milieu du 16<sup>e</sup> siècle et la fin du 17<sup>e</sup> siècle

(Beemyn, 2006, p149; Kinsman, 1987, p. 48-51). Ceci s'explique certainement par le fait que ces colonies avaient des lois à l'encontre de l'homosexualité assez complexes. Ces lois anti-sodomie

*exigeaient la preuve de la pénétration et souvent deux témoins afin de pouvoir poursuivre quelqu'un pour crime. Mais ces relations étant généralement clandestines et consentantes, il était difficile de réunir ces conditions; ainsi, même lorsque des pratiques homosexuelles étaient portées à la connaissance des autorités, les preuves n'étaient pas suffisantes pour constituer un motif de poursuites (Beemyn, 2006, p. 150).*

En Nouvelle-Angleterre, il suffisait parfois que les inculpés avouent leur faute et s'en repentent pour que les autorités les fassent bénéficier de remise de peine car ces dernières estimaient que les pratiques homosexuelles étaient une espèce de péchés auxquels tout le monde pouvait succomber (Beemyn, 2006, p. 150; Kinsman, 1987, p. 48-51).

Dans certains milieux tels que «dans la vie de la mine, de l'exploitation et des chantiers de construction du chemin de fer de la frontière des États-Unis et du Canada» (Beemyn, 2006, p. 159), les relations homosexuelles étaient plutôt tolérées. Les relations, que certains de ces travailleurs entretenaient, étaient souvent connues, mais les autorités étaient réticentes à porter des sanctions à leur encontre (Spencer, 1998, p. 380-382; Beemyn, 2006, p. 159). Dans les camps de travail de l'Ouest canadien, il avait été mis en place des systèmes de réglementation officieux avec lesquels, lorsque venait le temps de décider lors d'accusations pour sodomie les juges et jurés avaient tendance soit à fermer les yeux sur les accusations soit à prononcer des peines peu sévères (Beemyn, p159; Rupp, 1999, p. 12-71). Cette indulgence à l'égard de l'homosexualité dans cette partie du Canada décrut progressivement lorsque les familles blanches de classe moyenne commencèrent à s'installer dans la région au début du 20<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup> (Kinsman, 1987, p. 81-98; Rupp, p. 73-101).

---

<sup>5</sup> Soit quelques années après que les relations physiques entre personnes du même sexe aient été déclarées comme une attitude dégénérante.

Ce point est important parce qu'il souligne, peut-être pas de façon évidente, l'influence de l'économie dans les sociétés occidentales (Gluckman; 1997, p. XI-XXIV; Kinsman, 1987, p. 81-98; D'Émilio «Capitalism and gay identity», 1983, p. 100-113).

Selon Gary Kinsman (1987, p. 81-98), l'influence marquée de l'économie se justifie au Canada par le fait que l'édification de l'État s'est faite simultanément avec l'émergence des structures industrielles. Il énonce également que la nouvelle catégorie sociale, que constituait la classe moyenne, cherchait impérativement à se démarquer des classes populaires. Elle les accusera d'être les principales, sinon les seules catégories sociales, à adopter des comportements immoraux et indécents (allusions faites aux relations physiques entre personnes du même sexe).

Quelques décennies plus tard, les condamnations à l'endroit de l'homosexualité prennent une envergure de sécurité nationale dans plusieurs pays capitalistes dans le contexte de la guerre froide (Rizzo, 2006, p. 202-203; Adam, 1999, p. 12-29; Kinsman, 1987, p. 81-98). Cette période intervient essentiellement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le Canada est alors membre du bloc de l'ouest qui est également le bloc capitaliste. Ce dernier s'oppose au bloc communiste sur le plan idéologique et militaire à travers le monde. Les principes ainsi que les valeurs des rivaux sont l'objet de rejet et condamnation. Nous allons faire état de ce point plus en détails dans les lignes ci-après.

## L'homosexualité comme risque pour la sécurité nationale durant la guerre froide

Nous venons d'énoncer que c'est dans une visée de sécurité nationale durant la guerre froide que les homosexuels vont être considérés dans les pays capitalistes comme les ennemis de la société en général et du capitalisme en particulier. Dans le bloc capitaliste, trois raisons étaient principalement invoquées pour condamner les homosexuels (Kinsman, 1987, p. 81-98; Rizzo, 2006, p. 202-203) :

- La première raison : les homosexuels s’opposaient, dans les sociétés occidentales-capitalistes, au caractère hégémonique de l’hétérosexualité. Ceci sous-entendait pour les autorités de ces pays que les homosexuels étaient contre la bourgeoisie et automatiquement contre les intérêts capitalistes<sup>6</sup>. Cette opposition à l’hégémonie hétérosexuelle faisait des homosexuels des anti-capitalistes même s’ils n’étaient ni des marxistes ni des communistes (Kinsman, 1987, p. 81-98; Rizzo, 2006, p. 202-203).
- La deuxième raison : le monde se scindant en deux camps, il fallait nécessairement intégrer les rebelles et parias dans une des catégories. Les homosexuels s’érigeant contre l’ordre hétérosexiste établi dans le camp capitaliste, ils constituaient théoriquement une menace à son encontre. En outre, la multiplicité des partenaires sexuels les rendait instables, indécis et vulnérables aux chantages parce que l’homosexualité était illégale dans les pays du bloc capitaliste au début de la guerre froide<sup>7</sup> (Kinsman, 1987, p. 81-98; Rizzo, 2006, p. 202-203).
- Le troisième raison : de nombreux homosexuels étaient issus de la classe prolétaire, ce qui les rapprochait prétendument de la classe prolétaire mondiale à laquelle s’identifiait le bloc communiste; "créant" hypothétiquement des liens étroits avec l’ensemble des classes prolétaires mondiales, et de facto avec le camp communiste.

Tous les points qui précèdent faisaient de l’homosexualité un comportement dont il fallait purger la société par nécessité prétendument politique. Au Canada, la guerre froide viendra resserrer l’étau anti-homosexualité. Les mesures politiques à vocation anti-communistes, dans ce pays, sont considérées moins radicales et violentes que celles qui étaient alors en vigueur dans d’autres pays du bloc capitaliste.

---

<sup>6</sup> C’est la bourgeoisie qui détient les moyens de productions et le capital nécessaire à son utilisation et à son exploitation. Cette catégorie représente la symbolique du capitalisme et sans nul doute à cette époque à des fins de guerre idéologique le maillon capitaliste à protéger de l’ennemi communiste.

<sup>7</sup> L’homosexualité étant encore proscrite, il ne fallait pas pour les homosexuels non avoués se faire dénoncer au risque de perdre emploi et respectabilité.

Cependant, elles ont existé et méritent dans le cadre de notre étude que nous en fassions état. Dans la perspective de plan de défense anti-communiste, les mesures prises dans ce pays laissaient penser qu'il était plus question de mesures contre l'homosexualité. Sous prétexte de concourir à la sécurité nationale, des centaines d'homosexuels vont être licenciés dans les premières décennies de la guerre froide (Spencer, 1998, p. 407-416; Smith, Miriam, 2005, p. 333-335; Kinsman, 1987, p. 121). Les accusations portées au sujet de l'homosexualité n'étaient pas toujours fondées, ce qui ne sera pas sans conséquence dramatique (Spencer, 1998, p. 407-416; Smith, Miriam, 2005, p. 333-335; Kinsman, 1987, p. 121). Des familles vont être détruites et plusieurs hommes se donneront la mort par culpabilité ou par honte (Smith, Miriam, 2005, p. 333-335; Spencer, 1998, p. 407-416; Kinsman, 1987, p. 121). Une véritable chasse aux sorcières avait alors cours à cette époque (Spencer, 1998, p. 407-416; Smith, Miriam, 2005, p. 333-335).

Afin de combattre le communisme sur son territoire, les autorités canadiennes de l'époque vont mettre sur pied une agence anti-gais et lesbiennes visant à la sécurité nationale : RCMP, département canadien anti-homosexuels. Ce département créé durant la période de guerre froide dans les premières décennies d'hostilités poursuit ses activités jusqu'en 1986 (Kinsman, 1987, p. 122; Rizzo, 2006, p. 202-203), soit près de deux décennies après la décriminalisation de l'homosexualité entre personnes adultes<sup>8</sup> (Smith, Miriam, 2005, p. 333-334; Kinsman, 1987, p. 121).

Les sévères directives politiques formulées et mises en pratique pour lutter contre l'homosexualité vont susciter l'émergence, notamment entre les années 1960 et 1970, de mouvements revendiquant droits et libertés pour les homosexuels<sup>9</sup> (Hekma, 2006, p. 351; Spencer, 1998, p. 422; Kinsman, 1987, p. 144-147). Les conditions d'existence de nombreux membres de cette communauté s'étaient compliquées davantage dans les années post-Seconde Guerre mondiale. Leurs lieux de rencontre étaient aux prises avec de fréquentes descentes de police (Hekma, 2006, p. 351; Spencer, 1998, p. 422; Kinsman, 1987, p. 144-

---

<sup>8</sup> La décriminalisation de l'homosexualité au Canada est promulguée en 1969 (Kinsman, 1987, p. 121; Smith, Miriam, 2005, p. 333-334).

<sup>9</sup> Ces années correspondent également à la période de révolution sexuelle qui survint dans de nombreux pays occidentaux.



147). Cette dernière avait également mis en place des tactiques d'intervention visant à infiltrer des policiers en civil dans les lieux de rencontre gais et lesbiens afin de les arrêter pour racolage (Hekma, 2006, p. 351; Spencer, 1998, p. 422; Kinsman, 1987, p. 144-147). Les persécutions contre les membres de cette communauté étaient permanentes, créant un climat d'insécurité constant à leur égard.

Une montée de résistances homosexuelles est alors observée; eu égard aux persécutions dont ces homosexuels étaient victimes. Elles sont à mettre en lien avec l'accroissement des membres de cette communauté (D'Émilio, «Capitalism and gay identity», 1983, p. 23-39; Kinsman, 1987, p. 147; Smith, Miriam, 2005, p. 327). Les deux guerres mondiales y ont considérablement contribué. L'homosexualité bien que proscrite dans les corps d'armées, les soldats au combat expérimentent de nouveaux champs sexuels dont ils n'avaient parfois pas eu conscience auparavant. Durant cette période, de nombreux homosexuels s'apercevront qu'ils ne sont pas seuls et qu'il existe de nombreuses autres personnes qui ont cette orientation sexuelle (Spencer, 1998, p. 403; D'Émilio, «Capitalism and gay identity», 1983, p. 23-39).

Le militantisme gai et lesbien a pour origine les réseaux clandestins de rencontre pour partenaire du même sexe. Cette vie clandestine au fil du temps fera naître et suscitera de nombreuses attentes et malaises qui les obligeront à sortir de la clandestinité (Smith, Miriam, 2005, p. 333-336; Bernstein, 2002, p. 532-533).

C'est cet aspect qui est l'objet du prochain point que nous nous apprêtons à étudier.

### Militantisme gai et lesbien au Canada comme riposte aux persécutions incessantes des autorités

Les deux guerres mondiales peuvent être considérées comme ayant concouru à construire, solidifier et fixer l'identité homosexuelle. L'identité homosexuelle au Canada se forme entre

la fin du 19<sup>e</sup> siècle et la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup> (Kinsman, 1987, p. 109-133; D'Émilio, «Capitalism and gay identity», 1983, p. 23-39). Cette identité<sup>11</sup> se forge via l'établissement et l'accroissement des réseaux homosexuels clandestins et illicites dédiés exclusivement à la rencontre de partenaires de même sexe (Bernstein, 2002, p. 532-533; D'Émilio, 1983 «Capitalism and gay identity», p. 23-39). Des œuvres d'auteurs tels que Line Chamberland (1997) ou Gary Kinsman (1987) indiquent les divers lieux de rencontre clandestins existant dans des villes telles que Montréal, Ottawa et Toronto. Les mouvements canadiens pro-homosexuels, qui émergent aux alentours des années 1960, sont généralement issus de ces réseaux (Kinsman, 1987 : p. 198; D'Émilio, «Sexual Politics, Sexual Communities», 1983, p. 23-39; Smith, Miriam, 2005, p. 333-336). Ces groupes de défense des droits civiques des gais et lesbiennes permettront d'obtenir la dépénalisation de l'homosexualité en 1969 (Kinsman, 1987, p. 109-133; Smith, Miriam, 2005, p. 327).

Les mouvements de défense homosexuels sont des regroupements d'individus dont l'orientation sexuelle est généralement de type homosexuel. Ils ont vocation de militer et de lutter ensemble pour la reconnaissance des droits humains (ou droits fondamentaux) des gais et lesbiennes canadiens. Ces derniers décident de se constituer en groupes afin d'unir leurs forces face aux condamnations hétérosexistes à leur encontre dans les sociétés au sein desquelles ils vivent. Le militantisme de ces mouvements constitue l'émergence sur la scène publique des communautés homosexuelles (Smith, Miriam, 1999; Demczuk et Remiggi, 1998; Cruikshank, 1992). Depuis la pathologisation du comportement homosexuel, rappelons-le, les gais et lesbiennes vivaient dans la clandestinité.

La création de ces mouvements de défense les pousse à être plus présents sur la place publique afin que leurs causes soient entendues par les pouvoirs publics (Smith, Miriam, 1999; D'Émilio, «Sexual Politics, Sexual Communities», 1983). Le premier mouvement canadien ayant officiellement milité pour les droits civiques des homosexuels dans le pays

---

<sup>10</sup> Ce laps de temps correspond à la période à laquelle la notion d'homosexualité est formulée et l'éveil d'une "conscience homosexuelle". L'identité homosexuelle est construite relativement aux expériences vécues par les hommes à la guerre et les femmes travaillant pour l'effort de guerre. Après la Deuxième Guerre mondiale, des hommes et des femmes continueront à fréquenter le milieu homosexuel (Smith, Miriam, 2005, p. 333-336; Bernstein, 2002, p. 532-533).

<sup>11</sup> L'édification de l'identité gaie et lesbienne servira dans la prise de conscience de la nécessité de lutter pour la défense et la reconnaissance de leurs droits (Smith, Miriam, 2005, p. 327-328; Bernstein, 2002, p. 531-532).

était Association for social Knowledge<sup>12</sup> (ASK) qui fut mis sur pied sur la côte pacifique du pays à Vancouver<sup>13</sup>. Cette structure s'inspirait du mouvement homophile américain Matachine (Blasius, et Phelan, 1997, p. 283-284; Kinsman; 1987, p. 109-133). ASK est un mouvement pacifiste pro-homosexuel canadien qui milita pour des causes telles que la décriminalisation de l'homosexualité (Kinsman, 1987, p. 109-133; Blasius, et Phelan, 1997, p. 283-284). Matachine était un mouvement des États-Unis. Il inspira la formation de nombreux mouvements pro-homosexuels notamment dans le monde occidental. Matachine est l'un des premiers mouvements nord-américains à avoir milité en faveur des droits des homosexuels. Ses activités étaient assez virulentes et ne cadraient pas vraiment avec l'image que les homosexuels voulaient que le monde hétérosexuel ait d'eux.

Les mouvements de libération gais et lesbiens mis en place essentiellement dans les années 1960-1970 militent pour de nombreuses causes en faveur des homosexuels afin de permettre et favoriser le respect de leurs droits civiques (Smith, Miriam, 2005, p. 327-328; Bernstein, 2002, p. 534-540). A cette période, ils regroupent autant des gais que des lesbiennes (Smith, Miriam, 2005, p. 334; Kinsman, 1987, p. 147-150). Les lesbiennes quitteront ces mouvements mixtes notamment à partir de 1969, date de la décriminalisation de l'homosexualité. Elles jugeront alors que les mouvements mixtes ne prenaient pas assez en compte plusieurs de leurs maux relatifs surtout à des préoccupations d'ordre pécuniaires<sup>14</sup> (Kinsman, 1987; Cruikshank, 1992). Les hommes étaient économiquement plus indépendants et n'étaient pas obligés de dépendre des avantages économiques de leurs partenaires puisque ces derniers étaient dans bien des cas les leurs, les préoccupations et maux affectant les lesbiennes ne constituaient donc pas un intérêt de luttés pour les homosexuels (Kinsman, 1987, p. 183-185; D'Émilio, «Sexual Politics, Sexual Communities» 1983; Demczuk et Remiggi, 1998).

---

<sup>12</sup> ASK bien que s'étant inspiré du mouvement homosexuel Matachine n'y était pas affilié (Kinsman, 1987, p. 109-133; Blasius, et Phelan, 1997, p. 283-284). Comme autres mouvements canadiens, nous pouvons citer ; the Community Homophile Association of Toronto, the Vancouver gay liberation Front (premier mouvement canadien en faveur des droits des homosexuels) ou encore le Front de Libération Homosexuelle (FLH) qui deviendra par la suite le Front de libération pour le Québec (FLQ) (Kinsman; 1987, p. 109-133; Blasius, et Phelan, 1997, p. 283-284).

<sup>13</sup> Vancouver se trouve sur la côte pacifique du Canada à quelques kilomètres seulement de San Francisco qui depuis plusieurs décennies et déjà à cette époque constituait un des points forts des luttes gaies et lesbiennes.

<sup>14</sup> Nous pouvons citer à titre d'exemple la nécessité de bénéficier des assurances familiales ou encore des assurances du conjoint ou de la conjointe. Ces préoccupations étaient quasi-exclusivement celles affectant les femmes (Kinsman, 1987; Cruikshank, 1992).

La crise du SIDA donne une nouvelle envergure à quelques unes des revendications féministes. Certains gais se sentiront "obligés" de les rejoindre quant à leurs requêtes d'ordre économique (Smith, Miriam, 2005, p. 336-338; Kinsman, 1987, p. 211-212).

En énonçant que la crise du SIDA est un tournant important dans la formulation des revendications d'ordre économiques de certains des membres de cette communauté, nous n'établissons pas clairement le lien de ce fléau avec ce type de revendication.

Nous pensons que pour le faire, une analyse bien spécifique devrait être effectuée.

## Les gais et lesbiennes au prise avec la crise du SIDA

Le SIDA va être un nouveau biais de condamnation de l'homosexualité (Hekman, 2006, p. 342-346; Kinsman, 1987, p. 211). Toutefois, l'épidémie du SIDA survient à un moment de l'histoire de l'homosexualité où les membres de cette communauté sont mieux organisés que dans les périodes antérieures<sup>15</sup> (Hekma, 2006, p. 342-346; Kinsman, 1987, p. 211). Les grandes pertes en vies humaines causées par cette maladie vont être la source d'autres types de revendications de la part de la communauté gaie et lesbienne.

Dans les années 1960-1970, de nombreux changements sociaux avaient eu cours dans les sociétés occidentales suite à la Seconde Guerre mondiale. Le modèle hétérosexuel de promotion sociale et professionnelle dépeignant un cadre professionnel marié et père de famille était désormais désuet quelques décennies après la fin de la guerre (Kinsman, 1987, p. 139-172; D'Émilio, «Capitalism and gay identity» 1983, p. 129-240). Les femmes pouvaient désormais travailler et bénéficier de leurs propres revenus. Elles n'étaient plus exclusivement

---

<sup>15</sup> Nous faisons ici allusion aux mouvements de défense gais et lesbiens qui militent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour que soient octroyés et reconnus aux membres de cette communauté les mêmes droits et libertés qu'aux hétérosexuels.

confinées à la gestion des foyers. Les hommes et les femmes n'étaient plus obligés de se marier pour se garantir un statut social pour se conformer aux normes hétérosexistes édictées par la société. Le célibat était donc plus toléré. Cet état de fait a érigé les homosexuels comme une frange de la société avec un pouvoir d'achat important (Gomez-Wiuckstern, 1999, p. 8-12; Kinsman, 1987, p. 139-172). Les économistes se sont mis à penser les voies et moyens de répondre aux besoins de cette nouvelle catégorie sociale (Gomez-Wiuckstern, 1999, p. 8-12; Kinsman, 1987, p. 139-172).

À cette époque, c'est essentiellement le célibat des hommes qui était plus ou moins toléré. L'accès à l'autonomie financière les concernait donc essentiellement. Les femmes, pour la plupart, restaient encore enfermées dans le modèle type traditionnel les obligeant à se marier. Les hommes et rares femmes célibataires constituaient une catégorie à séduire par les milieux d'affaires. Ces derniers n'avaient ni enfant ni mari ni femme à charge. Ils disposaient donc d'un capital assez important. D'ailleurs les milieux d'affaires stipulaient que c'était le capital des homosexuels qui les intéressait et non de favoriser leur intégration dans la société canadienne (Hekma, 2006, p. 333-339; Kinsman, 1987, p. 139-172). Le profil type de l'homosexuel, dont le capital pouvait être investi dans l'économie, était le cadre moyen, blanc et sans enfant (Hekma, 2006, p. 333-339; Kinsman, 1987, p. 139-172).

Ces gais et lesbiennes "nantis" vont avoir via leurs moyens financiers une certaine influence dans la société (Bernstein, 2002, p. 531-534; Kinsman, 1987, p. 212-215). En effet, durant l'épidémie du SIDA, c'est cette élite homosexuelle nantie et éduquée qui va s'insurger contre l'immobilisme des pouvoirs publics<sup>16</sup> (Hekma, 2006, p. 342-346; Smith, Miriam, 2005, p. 336). C'est elle qui encore va plaider pour des campagnes de sensibilisation et de prévention auprès des membres de la communauté (Hekma, 2006, p. 342-346; Smith, Miriam, 2005, p. 336-338). Elle va également investir des sommes considérables pour la recherche de palliatifs et remèdes contre le SIDA (Hekma, 2006, p. 342-346; Smith, Miriam, 2005, p. 336-338). Cette crise érigera formellement les homosexuels comme un lobbying non négligeable (Hekma, 2006, p. 342-346; Kinsman, 1987, p. 212-215).

---

<sup>16</sup> Leur immobilisme est à mettre en lien avec le fait que dans les premiers tant de l'épidémie de la crise du SIDA, les autorités canadiennes pensaient qu'il s'agissait d'une maladie qui ne touchait que les homosexuels.

Toujours est-il que l'épidémie du SIDA confronta les homosexuels aux limites des libertés et droits acquis depuis la révolution sexuelle débutée dans les années 1960-1970. La décriminalisation des relations homosexuelles dans la sphère privée avait favorisé la vie en couple de nombreux homosexuels. Des engagements financiers avaient découlé de ces relations. L'épidémie du SIDA avait emporté précipitamment des milliers d'homosexuels impliqués dans ces relations de couple. Ces disparitions laissaient les conjoints sans aucun droit légal<sup>17</sup>. Confrontés à ces impasses juridiques, les homosexuels se mirent à revendiquer la reconnaissance manifeste (juridique) de leurs relations. C'est dans cette dynamique que La revendication pour le droit des couples de même sexe à se marier (mariage gai<sup>18</sup>) émerge.

Nous venons d'identifier comme facteur d'impulsion de la revendication sur le mariage gai la crise du SIDA. Elle éclate sensiblement à la période où au Canada s'effectue le rapatriement de la Charte des droits et libertés. Son émergence "inattendue" dans le système politique canadien offrira, aux requérants du mariage gai, la possibilité juridique et légale de réclamer le droit d'accès à l'institution du mariage pour les couples de même sexe (Smith, Miriam, 2005, p. 336-338; Kinsman, 1987, p. 211-212).

Nous venons de retracer de façon succincte les périodes et faits historiques qui selon nous devraient nous permettre de comprendre la légalisation du mariage gai au Canada. Ces éléments de recherches compilés nous allons tenter ci-dessous d'en dégager une réflexion objective quant à notre sujet de recherche.

---

<sup>17</sup> Aucune mesure officielle ne permettait aux partenaires survivants de réclamer les biens et avoirs de son conjoint défunt.

Nous tenons à signaler que l'utilisation du genre masculin tout au long de ce travail concernant les mots conjoints, homosexuels concerne les gens des deux sexes, tel que le stipule la règle sur les genres en grammaire française.

<sup>18</sup> Le mariage gai est aussi appelé mariage égal. Au cours de notre mémoire, les deux appellations seront utilisées. Le mariage égal désigne le droit des couples de même sexe à accéder à l'institution du mariage tout autant que les couples hétérosexuels. Le mariage gai fait référence au fait que les couples de même sexe soient de plausibles contractants au mariage. Ces notions désignent un seul et même fait : le mariage des partenaires de mêmes sexes.

## Bilan de l'historique sur le fait homosexuel au Canada

Les revendications des mouvements de libération homosexuels sont à considérer selon deux périodes. Nous considérons comme première période, celle allant de la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la décriminalisation de l'homosexualité en 1969. L'autre période est celle allant de 1969 à nos jours. Cet historique nous a fait constater que les revendications de ces mouvements se distinguent assez d'une période à l'autre. La décriminalisation de l'homosexualité a ouvert la voie à d'autres types de revendications. Nous estimons que les revendications de la première période sont de l'ordre des droits humains : la reconnaissance de leur humanité via la possibilité d'être homosexuel sans subir de préjudices sociaux et juridiques (l'internement en milieu psychiatrique, les arrestations policières, les licenciements, le regard accusateur de la société etc.) (Smith, Miriam. 2005, p. 327-330; D'Émilio, and Freedman, 1997, p. 391-394; Kinsman, 1987, p. 116-121). Dans la deuxième période qui débute formellement dans les années 1980, lorsque la crise du SIDA survint, nous avons considéré que ce type de revendications était d'ordre économique (Smith, Miriam, 2005, p. 327-330; D'Émilio, and Freedman, 1997, p.391-394; Kinsman, 1987, p. 116-121).

Nous pensons que ces périodes sont à distinguer l'une de l'autre par le type de revendications que ces groupes adressent aux pouvoirs publics. Dans la période précédant la décriminalisation de l'homosexualité, les revendications sont notamment de nature sociale ou de droits humains. La décriminalisation de l'homosexualité induit, par exemple, comme acquis légaux pour les homosexuels canadiens : le retrait de tout comportement et acte homosexuel du registre criminel; de fixer un âge légal de consentement aux rapports sexuels de ce type; de respecter et de garantir les droits civiques des homosexuels; la possibilité pour les gais d'entrer dans les forces armées canadiennes; élimination de discrimination dans les critères d'immigration, l'emploi, la garde et l'adoption et le logement etc. (Adam, 1999, p. 12-29; Kinsman, 1987, p. 116-121).



Les acquis des mouvements homosexuels à cette période peuvent être considérés comme de l'ordre des droits humains. Les membres de ces mouvements cherchaient à ce que leur différence quant au choix de leur orientation sexuelle soit respectée.

La décriminalisation de l'homosexualité ne signifiait pas et ne garantissait pas non plus la parité entre les couples homosexuels et hétérosexuels. De cette iniquité survinrent les revendications d'ordre économique. La parité en tant qu'être humain était atteinte, faisant des homosexuels des citoyens à part entière. Leur droit en tant que citoyen n'était pas respecté dans la mesure où les unions de même sexe ne bénéficiaient pas des mêmes droits que ceux des couples hétérosexuels. La crise du SIDA va faire croître la nécessité pour certains homosexuels que soient reconnues leurs unions. Les revendications, dès lors, vont être de nature plus économique.

Ce qui précède indique que les préoccupations de ces mouvements ont beaucoup évolué. La reconnaissance de leurs droits humains les a établis en citoyens à part entière et leur a permis de créer une "brèche" pour d'autres revendications afin d'améliorer leurs conditions de vie. Les requêtes des mouvements homosexuels, pour le droit au mariage gai, apparaissent avec les revendications d'ordre économique.

L'énoncé, à propos des diverses luttes gaies et lesbiennes à travers les époques, met en évidence qu'ils sont les principaux instigateurs des lois et libertés qui leur ont été et leur sont reconnues et accordées au sein de la société canadienne.

Selon un auteur tel que Gert Hekma (2006, p. 363), le bilan des luttes homosexuelles est qu'il y a certes de nombreux acquis enregistrés par ladite communauté mais que «la liberté qu'ils ont acquise n'a pas ébranlé les fondements de l'idéologie sexuelle occidentale» de nature hétérosexiste. Selon lui, «le monde a changé, mais l'idéologie hétérosexiste dominante demeure. L'espace gai reste limité aux chambres à coucher, aux bars et aux médias» (Hekma, 2006, p. 363).



Nous nous rendons bien compte que cet historique, trop bref, ne fait pas suffisamment ressortir à la hauteur de leur portée les divers acquis des luttes homosexuelles. Il nous permet, néanmoins, de soulever plusieurs questionnements :

1) Outre le prétendu respect des droits des membres de la communauté homosexuelle, existe-il d'autres intérêts à faire adopter des mesures à l'endroit des membres de cette communauté?

2) Les évolutions sociales seraient-elles postérieures aux décisions politiques?

3) Les évolutions des mœurs et de la société, seraient-elles des constructions politique et juridique?

Notre historique avait pour but de fixer notre sujet dans le débat politique. Les interrogations que nous venons relever mettent l'accent sur la représentation et l'implication des gais et lesbiennes pour leur propre cause.

Notre historique nous permet de voir que ce sont notamment les membres de cette communauté qui ont œuvré pour leurs droits et libertés. Les revendications homosexuelles, dont le mariage gai, sont des préoccupations propres à cette communauté. Il est clair que la loi C-38 autorisant le mariage entre partenaires du même sexe est sans le moindre doute une victoire de plus à inscrire au rang des accomplissements des mouvements de défense homosexuels.

Cependant, nous pouvons prétendre pouvoir relever à l'aide de ce succinct historique au sujet de l'homosexualité au Canada que les revendications gaies et lesbiennes ne s'inscrivent pas dans les luttes nationales du pays. La souveraineté du Québec, par exemple, est une question nationale pour la nation québécoise, du moins pour les ressortissants de la province qui adhèrent à la cause souverainiste.

Le sentiment d'appartenance à la cause de l'indépendance de cette province n'est pas déterminé ni par la classe sociale ni par des déterminants de genre. C'est un sentiment d'appartenance transcendant toutes les barrières sociales qui font la nation québécoise. La

souveraineté est une question qui interpelle les québécois en général, même s'ils ne sont pas tous des souverainistes. L'explication que nous tentons de développer est qu'il est plus facile de trouver des québécois se sentant interpellés par la question d'indépendance du Québec d'orientation sexuelle variée que des Québécois ou Canadiens se sentant concernés par les questions de droits et libertés des homosexuels. Les préoccupations homosexuelles sont notamment des préoccupations homosexuelles.

Dans le cas du mariage gai, c'est l'orientation sexuelle des couples de même sexe qui les unit dans leurs luttes. Les autres citoyens Canadiens ne se sentent pas nécessairement concernés par leurs revendications parce que ces dernières ne les atteignent pas directement. Ce type de préoccupations n'affecte pas directement leurs existences.

Les revendications homosexuelles sont à inscrire dans une perspective de luttes sociales et politiques de libéralisation dont fait mention Michel Foucault (1997) dans son œuvre *Il faut défendre la société*. Nous nous servons de la dimension de luttes sociales et politiques énoncée et définie par cet auteur pour mieux comprendre la démarche de libéralisation homosexuelle au Canada.

Nous utiliserons, en outre, cet ouvrage, pour formuler notre cadre théorique. Nous allons dans ce qui suit mettre la perspective de luttes sociales et politiques formulées par Foucault en lien avec notre sujet de recherche.

### Orientation analytique, Cadre d'analyse et Question spécifique de recherche

Notre historique sur l'homosexualité au Canada nous a fait montrer le pays comme étant un État capitaliste régi selon un modèle hétéronormatif. Le mariage gai va, en principe, à l'encontre des principes et préoccupations de ce modèle.

Cette démarche nous a également permis de constater, dans le laps de temps que nous avons parcouru, que le mariage gai n'est pas une revendication des premières heures pour les

homosexuels canadiens. La conjoncture du SIDA, notamment, l'a impulsée comme telle; du moins pour certains d'entre ces membres.

Au début de la décennie 1990, en même temps que prenait fin la guerre froide, les autorités canadiennes changent leur position à l'égard des droits et revendications des homosexuels et commencent à modifier leur approche au sujet du mariage gai. La fin de la guerre froide certainement ne nécessitait plus de les combattre au même titre que le communisme. Par contre, la mésestime à l'égard de l'homosexualité n'avait pas débuté à cette période. Les sphères ecclésiastiques et médicales l'avaient auparavant condamnée quelques décennies et siècles plus tôt.

La fin de la guerre froide survient entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, soit en pleine crise du SIDA et du regain de tensions vis-à-vis la communauté homosexuelle rendue responsable de "l'épidémie". En considérant que les pourparlers sur la question du mariage gai prennent un tournant favorable pour les requérants à ladite cause à cette période, nous pouvons nous demander quels types d'enjeux le mariage gai représente, lorsqu'on sait que le mariage est une institution importante du modèle hétéronormatif.

Nous allons répondre à cette interrogation au moyen de notre hypothèse de recherche qui requiert au préalable la formulation de notre cadre d'analyse que nous allons ci-dessous libeller.

### Cadre d'analyse : les rapports de force entre le pouvoir politique et la société

Afin de formuler notre cadre d'analyse nous aurons recours à l'œuvre de Michel Foucault (1926-1984) *Il faut défendre la société* (1997). À partir de la lecture de cet ouvrage, avons retenu deux concepts : tactique et stratégie. Ces notions nous intéressent dans la mesure où elles nous permettent de mettre en évidence le rapport de force opposant le pouvoir politique et la communauté homosexuelle.

*La stratégie est la théorie des grandes opérations au cours d'une guerre. Par opposition, la tactique est l'utilisation immédiate du terrain dans un engagement particulier des opérations d'ensemble. Par analogie, en politique, la tactique concerne l'action immédiate d'un gouvernant ou d'un parti à un moment donné [...] La stratégie prévoit l'ensemble. La tactique adapte le plan selon les réactions de l'adversaire (Akoun, 1979, p. 320).*

La stratégie serait donc la conceptualisation d'une ligne de conduite ou plutôt d'un programme d'action par un groupe et la tactique serait son application dans la réalité. Ce procédé est celui suivi par les requérants gais et lesbiens en faveur du mariage gai dans leur lutte pour sa légalisation. Ils ont formulé une revendication sous-tendue par un plaidoyer argumentaire et une stratégie d'action qui devaient leur permettre d'obtenir gain de cause. Leur stratégie mise en place et leur ligne de défense établie, ils ont soumis leurs requêtes aux autorités politiques.

Le recours à l'ordre politique pour les changements sociaux s'explique par le fait que l'organisation de la société «s'articule autour du pouvoir comme droit originaire que l'on cède, constitutif de la souveraineté, et avec le contrat comme matrice du pouvoir politique» (Foucault, 1997, p17). Au moyen de cette citation, nous comprenons que le pouvoir politique est investi et légitimé par les membres de la société qui lui concèdent le droit d'organiser la vie en communauté afin de concourir à leur sécurité et bien-être.

Cette citation n'indique, cependant, pas que le pouvoir politique a tendance à favoriser essentiellement certains des membres de la communauté, ce qui crée des laissés-pour-compte. La gestion de la communauté devient alors tributaire d'intérêts singuliers. Ceci crée des inégalités de nature diverse<sup>19</sup>, ce qui n'est pas sans causer des tensions et des revendications de la part de citoyens lésés qui ont l'impression que leurs droits sont bafoués.

Les revendications et mécontentements de la part du peuple surviennent lorsque le pouvoir politique «se dépasse lui-même, c'est-à-dire lorsqu'il déborde les termes du contrat»

---

<sup>19</sup> Il fait, entre autre, état «d'inégalités économiques» (Foucault, 1997 : p16). Nous avons décidé de mentionner seulement les inégalités économiques énoncées par Foucault parce qu'elles sont celles autour desquelles notre analyse du mariage gai va s'articuler.

(Foucault, 1997, p17) et devient oppressif. «Pouvoir-contrat, avec comme limite, ou plutôt, comme franchissement de la limite, l'oppression» (Foucault, 1997, p17).

Cette attitude du pouvoir politique a pour incidence l'émergence de contestations populaires que Foucault dépeint selon

*le schéma guerre-répression. Et à ce moment-là, la répression, ce n'est pas ce qu'était l'oppression par rapport au contrat, c'est-à-dire un abus, mais au contraire, le simple effet et la simple poursuite d'un rapport de domination. La répression ne serait autre chose que la mise en œuvre, à l'intérieur de cette pseudo-paix que travaille une guerre continue, d'un rapport de force perpétuel. Donc, deux schémas d'analyse du pouvoir : le schéma guerre-oppression, qui est, si vous voulez, le schéma juridique, et le schéma guerre-répression, dans lequel l'opposition pertinente n'est pas celle du légitime et de l'illégitime, comme dans le schéma précédent, mais l'opposition entre lutte et soumission.*  
(Foucault, 1997, p17).

Les notions de stratégie et de tactique nous permettent d'expliquer le rapport de force entre les strates politiques dirigeantes et les communautés homosexuelles. Nous pensons que les luttes gaies et lesbiennes, dont celles à propos du mariage gai, sont effectivement à percevoir dans une dynamique de rapport de force dans laquelle certains membres de cette communauté ont usé de stratégie et tactique comme ligne de défense devant leur permettre d'obtenir gain de cause. A partir de l'analyse de ces notions, qui sont d'ailleurs empruntées au domaine militaire (Akoun, 1979, p320), nous identifions les relations entre les autorités politiques et les requérants au mariage gai comme une guerre que mèneraient ces citoyens contre le pouvoir public. Selon nous, cette analogie laisse sous-entendre que le but de ces manœuvres de la part du pouvoir politique est de maintenir le statut quo, tandis que, pour la communauté homosexuelle, il s'agit de pouvoir bénéficier de droits et privilèges qui étaient seulement accordés aux hétérosexuels<sup>20</sup>.

---

<sup>20</sup> Nous faisons ici allusion aux droits de succession, à l'impossibilité de bénéficier des privilèges sociaux des conjoints pour les couples de même sexe, etc.

Dans cette œuvre, Foucault (1997, p. 9-12) énonce que le pouvoir politique est sans cesse confronté à des rapports de force avec la population. D'un côté, il ne veut pas céder aux revendications populaires afin de maintenir le statu quo qui vise à uniformiser les intérêts sociaux pour des justifications entraînant l'adhésion du grand nombre. D'un autre côté, les citoyens se sentant lésés dans leurs droits ne démordent pas parce qu'ils veulent que leurs requêtes aboutissent et veulent mettre un terme à cette domination réductrice. Ils se révoltent contre les normes contraignantes qui ne prennent pas en compte leur bien-être. Cette opposition crée donc un climat de rapport de force<sup>21</sup>. Chaque camp, afin de concourir à sa victoire va user de stratégie et tactique.

En appliquant le schéma guerre-répression énoncé par Foucault à notre sujet d'étude, nous obtenons comme explication analytique de la revendication à propos du mariage gai que dans l'optique d'accéder à certaines ressources économiques, certains membres de la communauté homosexuelle<sup>22</sup> canadienne vont s'insurger contre le modèle hétéronormatif les excluant d'un grand nombre d'avantages et privilèges. Pour y avoir accès, ils useront de tactiques et stratégies sous-tendues par des dispositions institutionnelles en vigueur au sein de la société canadienne pour faire bouger les choses en leur faveur. Elles (les dispositions institutionnelles) serviront de socle de référence et d'argumentation pour plaider leur cause auprès des autorités politiques.

Notre cadre théorique formulé, nous pouvons libeller notre hypothèse de recherche.

---

<sup>21</sup> La non-utilisation d'armes en fait des conflits pacifiques puisque c'est par des biais de pourparlers que les conflits sont menés.

<sup>22</sup> Nous tenons à spécifier un fait que nous avons pas explicitement énoncé dans les pages antérieures. Ce ne sont pas tous les homosexuels qui ont souhaité l'accès au mariage gai. Les revendications et luttes homosexuelles sont poursuivies par certains membres de ladite communauté. Tous les homosexuels ne sont pas en accord avec ce genre de revendications. Le respect de leurs droits et libertés est le point principal sur lequel ils se rejoignent. Quant à la nécessité pour les personnes du même sexe d'être mariées, ce point ne fait pas l'unanimité, pas plus que de la part des hétérosexuels.

## Proposition de recherche

Nous venons de mettre en lumière que ce ne sont pas tous les homosexuels canadiens qui étaient en faveur du mariage gai. Dans le cadre de notre étude, nous ne ferons pas allusion à tous les groupes qui ont milité pour rendre le mariage accessible aux couples de même sexe.

Nous pouvons, néanmoins, citer quelques uns d'entre eux à titre d'informations à propos de certains des acteurs qui auront contribué à la légalisation du mariage gai : Rainbow BC, Égale Canada, les Canadiens et Canadiennes pour le droit égal au mariage (CCDÉM) et Condition féminine Canada (CFC). Il en existe plusieurs autres mais nous avons préféré limiter notre énumération à ces derniers. Dans le cadre de notre étude, nous nous appuierons essentiellement sur deux groupes : Egale Canada<sup>23</sup> et l'ANFD (l'Association Nationale Femme et Droit). Ces deux groupes et ceux mentionnés ci-dessus dans leurs stratégies et tactiques en vue de la légalisation du mariage gai se rejoignent sur des points que nous souhaitons étudier.

L'étude des deux mouvements se fera de façon quasi-conjointe. Il ne sera pas fait de distinction entre les revendications d'un groupe ou d'un autre parce que ces dernières se rejoignent généralement. Ces groupes nous servent de bases d'analyse des revendications homosexuelles à propos du mariage gai. Ce ne sont donc pas ces groupes en tant que tels qui sont analysés mais les arguments qu'ils ont défendus et avancés afin que soit autorisé le mariage entre personnes du même sexe sur l'ensemble du territoire.

Notre choix s'est porté sur ces deux groupes parce que nous avons estimé qu'ils regroupaient assez bien les préoccupations des groupes homosexuels canadiens que notre revue de la littérature nous a permis d'étudier. Ces deux groupes sont des mouvements qui ont été très impliqués dans la cause du mariage gai. Egale Canada est un mouvement qui siège au fédéral. Il a, de fait, un statut légal et politique qui l'instaure à l'avant-scène des négociations entre les membres de la communauté homosexuelle et la strate politique. Les

---

<sup>23</sup> Cette organisation de défense homosexuelle est souvent nommée dans les textes sous l'appellation d'Égale. Cette dénomination ne change en rien ses mandats et missions. Nous tenions à préciser ce fait par souci de clarté et de cohérence. Nous pourrions dans la suite de notre recherche avoir recours aux deux appellations.

causes défendues par cet organisme sont variées. Le mariage gai faisant partie des causes défendues par ledit organisme, nous avons jugé significatif de nous appuyer sur l'argumentaire qu'il a invoqué pour réclamer le droit au mariage pour les membres de la communauté gaie et lesbienne.

La lecture des arguments formulés par ces groupes et notre revue de la littérature nous a permis de dégager deux enjeux importants pour les homosexuels canadiens en faveur du mariage gai :

- Un enjeu financier; nous nous abstenons pour l'instant d'utiliser "enjeu économique" parce que, exprimé de la sorte, l'enjeu pourrait laisser penser que nous mettons en lien les préoccupations de ces groupes homosexuels avec les activités économiques du pays. Nous voulons ici faire allusion aux revenus financiers des couples de même sexe.

- Et un enjeu relatif à des préoccupations concernant les strates politiques : concourir aux intérêts capitalistes. Ce point n'a pas vraiment été mis en exergue dans notre historique sur l'homosexualité pas plus lorsque nous avons formulé notre cadre théorique. Pour concevoir et percevoir l'importance de cet enjeu, il faut revenir quelques pages en arrière lorsque nous énoncions que la position de strates politiques quant au mariage gai se modifie peu à peu lorsque la guerre froide prend un terme. Nous reviendrons plus en détails sur ce point au cours de notre troisième chapitre parce que c'est à ce niveau de notre étude que nous mettrons en corrélation de façon plus évidente cette conjoncture internationale avec la légalisation du mariage gai au Canada. Lorsque survint la fin de la guerre froide certaines normes furent édictées par des institutions internationales d'obédience capitaliste telles que la Banque Mondiale et l'Organisation de Coopération et de développement Économique (OCDE). Nous pensons que ces normes constituent l'une des occasions à adjoindre à celle déjà constituée par la Charte des droits et libertés dans la stratégie et tactique opérationnelle en vue d'obtenir gain de cause dans cette lutte.

À partir de l'identification de ces deux enjeux, nous pouvons formuler notre hypothèse de recherche :



La loi C-38 autorisant le mariage gai sur le territoire canadien est l'œuvre de luttes menées par certains groupes homosexuels. Il découle d'un agenda formulé et défendu essentiellement par ces regroupements. La revendication concernant le mariage gai s'inscrit dans une démarche de gestion politique des dissensions sociales apparues notamment au lendemain de la guerre froide.

Notre hypothèse de recherche ayant été formulée, nous pouvons effectuer notre analyse des enjeux politiques du mariage gai au Canada. Pour ce faire, nous avons réparti notre étude en trois chapitres.

Nous traiterons, dans le premier chapitre, de l'instrumentalisation du mariage par les mouvements gais et lesbiens pour accéder à des avantages économiques.

Dans le second chapitre, nous analyserons les caractéristiques de l'institution du mariage traditionnel qui ont permis que les couples de même sexe puissent y accéder en dépit de son obédience strictement hétérosexuelle.

Dans le troisième et dernier chapitre, nous ferons état, à travers des notions telles que la bonne gouvernance, des préoccupations d'envergure internationale pouvant avoir influencé la légalisation du mariage gai au Canada.

## Chapitre I

### LE MARIAGE COMME VOIE ET MOYEN LÉGAUX DE SÉCURITÉ FINANCIÈRE POUR LES COUPLES DE MÊME SEXE

Les communautés gaies et lesbiennes du Canada, après de nombreuses décennies de luttes contre un système jugé hétéronormatif, ségrégationniste et discriminant à leur égard parviennent, en 1969, via les luttes de libéralisation menées par de nombreux mouvements qu'elles avaient mises sur pied, à obtenir du gouvernement fédéral l'abolition des normes condamnant tout rapport physique entre personnes de même sexe. Le retrait du comportement homosexuel du code criminel semblait, à l'époque, mettre un terme aux difficultés qu'elles rencontraient.

Quelques années plus tard, les limites de la décriminalisation de l'homosexualité deviennent manifestes lorsque il n'a pas été possible pour de nombreux couples de même sexe de bénéficier de nombreux programmes et services gouvernementaux durant la crise du SIDA. Cet état de fait, en lien avec la non-existence d'un statut juridique les concernant, a poussé des mouvements gais et lesbiens à revendiquer l'accès à des ressources économiques pour les membres de leur communauté parce que ce non-accès à des ressources financières entachait la qualité de vie de plusieurs d'entre eux. C'est principalement à partir de cette période qu'émergent les revendications d'ordre "économique"<sup>1</sup> des mouvements gais et lesbiens.

Le vide juridique entourant le statut des couples de même sexe ne permettait pas aux conjoints issus de ces couples d'être bénéficiaires les uns des autres en cas de décès, dans des

---

<sup>1</sup> L'usage du terme économique que nous faisons dans notre étude fait référence à des ressources financières que nous regroupons sous l'appellation "économique"

cas tels que le legs au conjoint survivant ou encore l'accès aux assurances maladies du conjoint. C'est à partir de ces difficultés auxquelles ils étaient confrontés qu'ils vont "instrumentaliser" le mariage comme biais de protection et de garantie de leurs avoirs financiers et matériels. Cette crise aura fait émerger la nécessité d'adapter les lois fédérales, provinciales et territoriales à la nouvelle catégorie que constituaient les couples de même sexe.

Les arguments évoqués par les requérants LGBT en faveur du mariage gai sont nombreux. Nous les avons regroupés, du moins un grand nombre d'entre eux en deux types d'enjeu intrinsèquement liés : l'importance de la reconnaissance juridique des couples de même sexe et leur besoin d'accéder à des ressources économiques.

L'existence juridique de ces couples créait le fondement justifiant leur droit de réclamer l'accès à des avantages économiques via la possibilité de se marier. Cet argumentaire n'est pas celui qui a été officiellement scandé par les requérants du mariage gai. Il a été revendiqué comme moyen d'intégration et d'acceptation sociale des gais et lesbiennes par les autres membres de la société (les hétérosexuels). En dépit du fait que nous n'avons pas retenu cet enjeu dans le cadre de notre recherche, nous tenions tout de même, à titre d'information, à le mentionner parce que les requérants du mariage gai ont l'ont souvent invoqué lors de cette lutte. Nous verrons au cours de notre chapitre que l'accès à des ressources financières est une perspective plus en phase avec notre objet de recherche.

Afin de permettre une meilleure compréhension des enjeux ayant poussé certains membres de cette communauté à revendiquer le droit au mariage pour les couples de même sexe, nous allons faire l'analyse plus scrutée des enjeux que nous avons retenus :

- l'importance de la reconnaissance juridique des couples de même sexe
- la nécessité pour ces couples d'accéder à des ressources économiques

Pour établir ces deux enjeux comme importants dans la revendication pour le mariage gai, nous nous sommes basés essentiellement sur l'argumentaire contenu dans les requêtes

aux tribunaux et au gouvernement fédéral des mouvements gais et lesbiens Égale Canada et ANFD.

Avant d'analyser tour à tour ces enjeux, nous allons d'abord présenter ces mouvements qui nous ont servi de support référentiel à propos des arguments invoqués pour la légalisation du mariage gai.

### 1.1 Présentation des mouvements homosexuels Égale Canada et ANFD

Par souci de clarté, nous avons décidé de ne retenir que deux mouvements gais et lesbiens à partir desquels nous allons analyser quelques-uns des arguments énoncés au sujet du mariage gai. Ces groupes sont Égale Canada et ANFD. Nous avons arrêté nos choix sur ces deux groupes parce que nous avons évalué qu'ils réunissaient assez bien les points avancés par la plupart des groupes gais et lesbiens ayant milité en faveur du mariage gai.

Ces deux mouvements militent pour atteindre une égalité plus formelle pour les membres de la communauté gaie et lesbienne et ce, par rapport aux citoyens dits hétérosexuels (Égale Canada, 2008, p. 1-2; ANFD, 2006-2007, p. 1-4; Égale Canada, 2005, p. 1; Égale Canada, «Prise de position d'Égale sur le droit au mariage pour les couples de même sexe» 2003, p. 1-2). La notion d'égalité a une importance toute particulière au Canada parce qu'elle est au centre des valeurs énoncées par la Charte canadienne des droits et libertés<sup>25</sup> (Égale Canada, 2008, p. 1-2; ANFD, 2006-2007, p. 1-4; Égale Canada, 2005, p. 1; Égale Canada, «Prise de position d'Égale sur le droit au mariage pour les couples de même sexe» 2003, p. 1-2); ce qui induit son caractère impératif à garantir et instituer pour le bien-être des citoyens canadiens<sup>26</sup>.

C'est dans cette optique que leurs actions ont pour visée la défense et le respect des droits civiques de leurs membres ainsi que des gais et lesbiennes en général. Leur démarche pour y

---

<sup>25</sup> Ces articles de la Constitution canadienne ont eu une importance non négligeable dans la lutte pour le mariage gai comme nous le verrons au cours de ce chapitre, la Charte a été un support constitutionnel important, voire déterminant dans la lutte pour le mariage gai.

<sup>26</sup> Nos propos paraîtront plus évidents lorsque nous analyserons nos enjeux.

parvenir consiste à dénoncer et lutter contre toute forme de discrimination à l'égard des membres de la communauté pour laquelle ils ont été mis en place.

Notre choix pour ces mouvements se justifie également par le fait qu'il s'agit de deux mouvements ayant directement milité auprès du gouvernement fédéral sur la question du mariage gai<sup>27</sup> (ANFD, 2006-007, p. 1-4; Egale Canada, juin 2000, p. vii-viii). Nous estimons, à cet égard, que leurs approches peuvent nous servir de support dans le cadre de notre étude, dans la mesure où ces dernières ont certainement fait l'objet de consultations des autorités et peuvent avoir été retenues par les législateurs du gouvernement fédéral lors des débats sur le mariage gai.

Nous pensons qu'un énoncé succinct au sujet de ces groupes ne permet pas une approche juste de leur activisme concernant les maux touchant et ayant touché les membres issus de la communauté gaie et lesbienne. Pour ce faire, nous allons présenter de façon plus élaborée ces mouvements gais et lesbiens.

Nous commencerons par présenter Egale Canada.

### 1.1.1 Egale Canada

Egale Canada, mouvement de droits civiques au service des personnes gaies, lesbiennes, bissexuelles et transgenres (LBGT), a pour mission de favoriser et garantir l'égalité entre les membres de cette communauté et les hétérosexuels (Egale Canada, 2008, p. 1-2; Egale Canada, 2005, p. 1). La nécessité d'y concourir découle du fait que les LGBT s'avèrent une minorité dont les droits pendant longtemps ont été bafoués (Egale Canada, 2008, p. 1-2; Egale Canada, 2005, p. 1).

---

<sup>27</sup> Le mariage gai n'est pas le seul dossier sur lequel le mouvement a travaillé auprès du gouvernement fédéral. Il est intervenu sur d'autres questions relatives aux droits et libertés des gais et lesbiennes du Canada. ANFD, pour sa part, est en étroite collaboration avec Condition Féminine Canada qui est l'agence du gouvernement fédéral sur les questions relatives aux femmes.

Egale Canada a été mis en place en 1986 (Egale Canada, 2008, p. 1-2; Egale Canada, 2005, p. 1; Egale Canada, «Who we are and what we do?» 2003, p. 1-2; Egale Canada, «Le partage des pouvoirs et l'analyse des compétences en matière de mariage» 2000, p. vii-viii). Il s'inscrit dans la mouvance des mouvements pro-homosexuels qui militent sur la scène publique canadienne depuis les années 1960 (Egale Canada, 2008, p. 1-2; Egale Canada, 2005, p. 1; Egale Canada, «Who we are and what we do?» 2003, p. 1-2; Egale Canada, «Le partage des pouvoirs et l'analyse des compétences en matière de mariage» 2000, p. vii-viii). Lors de sa mise en place E.g.a.l.e Canada était d'abord un acronyme qui signifiait "Equality for Gays and Lesbians Everywhere" (Egale Canada, 2008, p. 1-2; Egale Canada, 2005, p. 1; Egale Canada, «Who we are and what we do?» 2003, p. 1-2; Egale Canada, «Le partage des pouvoirs et l'analyse des compétences en matière de mariage» 2000, p. vii-viii). Les bissexuels et les transgenres ne rejoignent le mouvement que plus tard (Egale Canada, 2008, p. 1-2; Egale Canada, 2005, p. 1). Avec l'adhésion de ces derniers, il fut décidé de garder la même appellation et de ne changer que la signification. Elle signifiait désormais et tout simplement égalité (Egale Canada, 2008, p. 1-2; Egale Canada, 2005, p. 1; Egale Canada, «Who we are and what we do?» 2003, p. 1-2). La notion d'égalité est fondamentale pour ce mouvement parce qu'elle constitue le résultat que ses membres et sympathisants escomptent atteindre dans leur lutte pour le respect et la reconnaissance de leurs droits (Egale Canada, 2008, p. 1-2; Egale Canada, 2005, p. 1; Egale Canada, «Who we are and what we do?» 2003, p. 1-2). C'est dans cet ordre d'idées qu'il milite à travers l'ensemble du pays dans divers domaines dont il estime qu'il y a lieu et risque de discrimination pour les membres de la communauté (Egale Canada, 2008, p. 1-2; Egale Canada, 2005, p. 1; Egale Canada, «Who we are and what we do?» 2003, p. 1-2).

Sur la question du mariage entre personnes de même sexe, le groupe Egale Canada s'est allié avec des groupes tels que l'Église Unie du Canada, la Fédération canadienne des Étudiants, le congrès du travail au Canada, l'Église communautaire métropolitaine, le Syndicat canadien de la fonction publique et Parents, Familles, amis des lesbiens et des gais (PFLAG) (Egale Canada, 2008, p. 1-2; Egale Canada, 2005, p. 1; Egale Canada, «Canadiens et Canadiennes pour le droit au mariage» 2003, p. 1-2; CCDEM, «Canadiens et Canadiennes pour le droit égal au mariage» 2003, p. 1). Ils ont mis sur pied le regroupement des Canadiens

et Canadiennes pour le droit Égal au mariage (CCDEM) dont la mission était exclusivement de militer afin de permettre le mariage gai (Egale Canada, 2008, p. 1-2; Egale Canada, 2005, p. 1; Egale Canada, «Canadiens et Canadiennes pour le droit au mariage» 2003, p. 1-2; CCDEM, «Canadiens et Canadiennes pour le droit égal au mariage» 2003, p. 1).

Après avoir présenté Egale Canada, nous allons nous intéresser dans ce qui suit à l'ANFD.

### 1.1.2 ANFD

L'Association nationale femmes et droit (ANFD) a été fondée en 1974 (ANFD, 2006-2007, p. 1-4). Cette association est mise en place durant la période de déferlement de revendications qui ont cours dans de nombreux pays occidentaux, y compris le Canada. Les femmes à cette époque revendiquaient notamment le droit à l'avortement, la reconnaissance de leurs aptitudes intellectuelles, le droit de décider à propos de leur sexualité ou encore la parité par rapport aux hommes dans tous les domaines de la vie (ANFD, 2006-2007, p. 1-4).

Cette association concentre ses activités, entre autres, sur les besoins et problèmes des femmes. Elle n'est pas à proprement parler un mouvement lesbien. Les associations féministes militent et traitent diverses causes relatives aux droits des femmes (ANFD, 2006-2007, p. 1-4). Les questions de discrimination en lien avec l'homosexualité féminine n'y sont donc pas exclusivement traitées. Elles font partie d'une pluralité de maux dont sont victimes les femmes (ANFD, 2006-2007, p. 1-4). Cette association milite et défend les femmes contre les discriminations dont elles sont victimes au sein de la société canadienne, afin qu'elles puissent parvenir à l'égalité avec les catégories masculines dans les domaines du travail et de la société en général (ANFD, 2006-2007, p. 1-4).

L'ANFD est très engagée sur la scène publique canadienne. Elle agit, par exemple, au niveau politique avec des interventions devant les parlements afin d'obtenir des réformes législatives (ANFD, 2006-2007, p. 1-4). L'ANFD constitue un groupe d'action politique et

juridique qui possède des bureaux à travers le pays et travaille en étroite collaboration avec Condition Féminine Canada (CFC), l'agence fédérale en charge des droits des femmes (ANFD, 2006-007, p. 1-4).

La présentation des deux mouvements peut paraître sans grande importance dans la perspective de notre étude. Nous tenions à le faire pour souligner, tout en la mettant en évidence, l'importance des notions d'égalité et de discrimination. Elles ont été utilisées par les requérants au mariage gai comme l'articulation argumentaire et symbolique justifiant et légitimant le droit des couples de même sexe à accéder à l'institution du mariage.

En outre, ces concepts vont nous servir à dépeindre et à analyser quelques uns des arguments allégués par Egale Canada et ANFD durant leur lutte pour la reconnaissance juridique des couples de même sexe; qui est le point que nous allons analyser dans ce qui suit.

## 1.2 Reconnaissance juridique des couples de même sexe

Les couples de même sexe entreprennent de revendiquer le droit au mariage lorsque la Charte des droits et libertés fait son entrée dans le système politique canadien. Le rapatriement de la Charte avait pour but d'atténuer des tensions politiques au sein du pays (Smith, Miriam, 2005, p335; Bernard, 1995; Laforest, 1992; Fournier, 1990). Elle n'avait pas vraiment pour but de constituer un support juridique pour les revendications des minorités canadiennes et autres citoyens qui se sentiraient lésés dans leurs droits et libertés. Enonçant les principes et valeurs de la société canadienne ainsi que la possibilité pour les ressortissants de ce pays de contester auprès des institutions publiques les désavantages et limites dont ils pourraient estimer être victimes, la Charte va jouer un rôle majeur dans la cause du mariage gai parce que plusieurs de ces articles offraient une opportunité à saisir pour sa légalisation (Smith, Miriam, 2005, p. 338-347; Ministère de la Justice Canada, 2002, p. 3-6).

Nous allons nous pencher plus en détails sur les possibilités qu'offrait la Charte. Nous allons dans les lignes qui suivent étudier de quelle manière elle a servi à constituer les



couples de même sexe comme solliciteurs légaux et légitimes du droit au mariage traditionnel.

### 1.2.1 Les couples de même sexe face aux limites juridiques de la dépénalisation de l'homosexualité

La dépénalisation du comportement homosexuel n'avait pas de facto créé, dans les registres fédéraux ni dans ceux des provinces et territoires, l'existence juridico-légale des conjoints de même sexe. Lors de la crise du SIDA, les conjoints issus des couples de même sexe furent confrontés à l'inexistence de cadre juridico-légal les concernant. Aucun texte de loi ne mentionnait l'éventualité d'existence de ce type de couples. Ils ne pouvaient donc pas être légalement bénéficiaires les uns des autres.

Il existait, il est vrai, de nombreuses dispositions juridico-légales protégeant les membres de la communauté LGBT. Elles établissaient des droits de façon individuelle pour les membres de ce groupe. Des articles tels que l'article 319.1 du code criminel garantit la protection des groupes minoritaires (Ministère de la Justice Canada, 2008, p. 65). Cet article de loi interdit, en principe, l'incitation à la haine à l'encontre d'un groupe identifiable (Ministère de la Justice Canada, 2008, p. 65). Les membres de la communauté gaie et lesbienne étant un groupe identifiable par leur présence sur la place publique<sup>28</sup>, ils bénéficient, selon cet article du code criminel canadien, de la protection des autorités en ce qui a trait à toute forme de sévices physiques et moraux à leur rencontre.

Par contre, ce genre de lois ne garantit ni n'établit le statut des couples de même sexe au sein de la société et s'adresse aux membres de groupes minoritaires en général. Il ne vise donc pas particulièrement les couples formés par les membres de ces groupes. Cette loi et bien d'autres, même en garantissant la sécurité des LGBT, ne permettaient pas de constituer

---

<sup>28</sup> Nous avons énoncé, lors de notre historique sur l'histoire de l'homosexualité au Canada, que les mouvements militant pour les droits des gais et des lesbiennes sont présents sur la scène publique canadienne depuis notamment la fin de la Seconde Guerre mondiale. Leur visibilité est donc manifeste dans la vie politique et sociale du pays, ce qui en fait un groupe identifiable et minoritaire puisqu'ils estiment être lésés dans leurs droits par rapport aux groupes hétérosexuels.

l'existence juridique des couples de même sexe afin que le mariage leur soit accessible, parce que, pour réclamer le droit au mariage, il fallait au préalable énoncer et déterminer le caractère discriminatoire de leur non accès à cette institution. Il est question de discrimination lorsque

*une personne ou un groupe en est victime au sens de l'article 15 de la Charte, si du fait de la distinction législative contestée, les membres de ce groupe ont l'impression d'être moins capables ou de moins mériter d'être reconnus ou valorisés en tant que membres de la société canadienne qui méritent, le même respect et la même considération [...] Cette définition insiste davantage sur l'impact (c'est-à-dire l'effet discriminatoire) que sur les effets éléments constitutifs (c'est-à-dire les motifs constitutifs) (Action travail des femmes, 1999, p. 10).*

En nous appuyant sur la définition de discrimination pré-citée, les couples de même sexe ne pouvaient pas l'invoquer comme justification plausible d'accès à l'institution du mariage; et pas vraiment à une forme quelconque de discrimination. Nous pensons que l'impossibilité pour les couples de même sexe de se marier était due au vide juridique entourant leur relation. En effet, certaines ambiguïtés juridiques compliquaient la reconnaissance de leurs relations et leur droit au mariage. Ce n'est pas véritablement la définition du mariage en vigueur à cette époque dans le pays qui restreignait explicitement le mariage aux personnes de même sexe. Ce sont plutôt «d'autres lois traitant des conditions des époux qui distinguaient le mari de la femme. Elles venaient en renfort d'une interprétation étroitement hétérosexuelle des conditions du mariage» (Juriscope, 1996, p. 9). Le fait d'identifier explicitement dans ces articles de loi comme époux et épouses les contractant au mariage empêchait de facto le mariage aux couples de même sexe (Bonte, 2004, p44; Juriscope, 1996 : p. 9-13). Ce n'est donc pas une mesure prise directement à l'encontre des couples de même sexe qui leur interdisait l'accès au mariage, mais plutôt des mesures identifiant clairement un homme et une femme comme citoyens pouvant se marier qui rendaient ce fait impossible pour les requérants issus des couples de même sexe.

Il nous apparaît clairement que l'accès au mariage est tributaire de la reconnaissance juridico-légale des couples de même sexe. Nous pensons qu'elle est importante dans la

mesure où seule la constitution d'un statut légal les concernant donnait droit sans équivoque aux couples de même sexe de prétendre de façon crédible d'être des ayants droit à l'institution du mariage. Pour y parvenir, les requérants au mariage établissent, à partir de l'impossibilité pour certains membres issus de la communauté LGBT d'accéder à des programmes et ressources publics, qu'ils sont victimes de discrimination en vertu des articles 2, 7 et 15 de la Charte (Ministère de la Justice Canada, 2006, p. 1-4; CCDEM, Février 2005, p. 2-7). Ces articles instituent l'égalité entre tous les citoyens canadiens. Les normes énoncées dans la Charte stipulent que tous les citoyens canadiens bénéficient des mêmes droits et libertés et, de ce fait, ils doivent être traités de la même manière dans leur rapport avec les institutions de l'État. Selon l'article 15 (1) de la Charte, les lois en vigueur dans le pays ne font

*acception de personne et s'appliquent également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques* (Ministère de la Justice Canada, 2006, p. 4).

Le nonaccès à ces services et programmes publics est, au regard de la Charte, discriminatoire puisque celle-ci n'est pas sensée faire exception d'aucun citoyen. L'interprétation qui en est faite laisse entendre que les couples de même sexe ont une existence juridique parce qu'ils sont citoyens canadiens. Cette interprétation prétendait qu'il y avait discrimination parce que le gouvernement canadien ne favorisait ni ne garantissait «le droit [...] à la liberté et à la sécurité» des couples de même sexe comme il est énoncé dans l'article 7 de la Charte (Ministère de la Justice Canada, 2006, p. 3). Les couples de même sexe n'avaient pas non plus la protection de leur liberté de conscience, de pensée et d'opinion comme il est pourtant énoncé à l'article 2 (a) et (b) de la Charte (Ministère de la Justice Canada, 2006, p. 1; CCDEM, Février 2005, p. 2-7). Plusieurs des libertés de ces gais et lesbiennes n'étaient donc pas respectées. Ces membres de la communauté gaie et lesbienne jugeaient donc être victimes de discrimination parce que leur liberté d'aimer le conjoint de leur choix n'était pas respectée. La garantie de protection des droits et libertés des citoyens

canadiens gais et lesbiens ne s'appliquait pas conformément aux normes stipulées et énoncées dans la Charte.

Sur ces bases, les membres de la communauté LGBT, qui se sentaient lésés par la non-reconnaissance de leurs unions, ont réclamé des pouvoirs publics une régulation de leur statut relationnel, et ce, tel que le prévoit la loi à l'article 24 de la Charte qui autorise «toute personne, victime de violation ou de négation des droits ou libertés qui lui sont garantis par la charte [...] à s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances» (Ministère de la Justice Canada, 2006, p.6).

Le socle juridique que constitue la Charte a permis à ces groupes gais et lesbiens de réclamer la reconnaissance juridico-légal des couples de même sexe en établissant qu'ils ne jouissaient pas de leurs droits et libertés dans l'intégralité. En s'appuyant sur de nombreux articles de la Charte, ils ont établi leur existence et leur spécificité en tant que citoyens canadiens ayant droit à un traitement équitable par rapport aux couples hétérosexuels. Afin de remédier à la discrimination dont ils estimaient être victimes, certains gais et lesbiennes soumettront leurs requêtes aux divers ordres du gouvernement.

Nous venons d'évoquer au moyen d'articles de la Charte quelques arguments du plaidoyer formulé par certains mouvements LGBT, afin de constituer leur existence juridique qui était nécessaire pour permettre la légalisation du mariage gai. Nous allons maintenant analyser l'impact et le rôle qu'elle a constitués dans cette cause.

### 1.2.2 Impact de la Charte dans la lutte en vue du mariage gai

Dans la cause du mariage gai, l'utilisation de la Charte peut s'expliquer selon une stratégie "contraignante" qui consistait à avoir recours pacifiquement à la Constitution canadienne qui établit les normes et valeurs nationales. La contrainte réside dans l'obligation

qu'implique la symbolique de la Charte. Les normes et valeurs qui y sont inscrites sont celles qui devraient prévaloir dans le pays. Refuser de donner gain de cause à toute requête plausible qui s'y réfère reviendrait à nier et à ne pas respecter l'acte constitutif national. L'utilisation de la Charte dans cette cause induit d'une certaine manière qu'il s'agit d'un droit inaliénable pour les requérants.

Le recours à la Charte dans cette cause devait permettre sans nul doute possible de donner gain de cause aux défenseurs de la cause (Smith, Miriam, 2005, p. 338-347; CCDEM, «Les groupes contre le mariage des couples de même sexe s'adressent à la Cour Suprême en désespoir de cause» Octobre 2003, p. 1-2). La Charte, à cet effet, peut être considérée comme ayant servi de moyen de pression dans la mesure où elle a été utilisée comme un support juridico-légal justifiant et légitimant la prise en compte de leur revendication. Nous pouvons, à la lumière de ces faits, considérer la Charte comme une passerelle entre les revendications des citoyens et les gouvernements.

Nous spécifions qu'aucun article de la Charte des droits et libertés ne fait explicitement référence aux gais et lesbiennes ni à des droits spécifiques les concernant. C'est à partir de la notion de citoyenneté et d'égalité que les revendications des groupes comme Canadiens et Canadiennes pour le Droit Egal au Mariage (CCDEM) et Egale Canada s'agrègent. Selon la Charte, tous les citoyens canadiens sont placés à la même enseigne et tout citoyen ou groupe se sentant lésé dans leurs droits, par rapport au reste de la communauté, peut demander que les autorités publiques, en l'occurrence les tribunaux, y remédient en vertu de l'article 24 (1) de la Charte<sup>29</sup> (Ministère de la Justice Canada, 2006, p. 6; CCDEM, «Les groupes contre le mariage des couples de même sexe s'adressent à la Cour Suprême en désespoir de cause» Octobre 2003, p. 1).

En nous basant sur cet énoncé de l'utilisation de la Charte par les requérants LGBT en faveur du mariage gai, nous venons de mettre en évidence qu'elle a servi "d'arme" de lutte.

---

<sup>29</sup> Dans la Charte, les droits des homosexuels sont en fait assimilés à ceux des hétérosexuels parce que, à l'époque où elle a été incluse dans la loi constitutionnelle en 1982, les membres de cette communauté n'avaient pas de régimes juridiques spécifiques (Ministère de la Justice Canada, 2006, p. 1-7; Smith, Miriam, 2005, p. 327-338). Ce n'est que récemment qu'ils ont vu leurs droits émergés en matière de concubinage ou encore pour ce qui est des avantages sociaux accordés aux familles (CCDEM, 2005, p. 5-7; Égale Canada, 2000, p. 35-54; Juriscope, 1996, p. 7-8).

La Charte devient une sorte d'arme influençant les gouvernements afin qu'ils leur donnent gain de cause. La Charte, étant un document juridique légal, son utilisation par la minorité gaie et lesbienne l'est également. Les défenseurs du mariage gai l'utilisent comme s'il s'agissait d'un permis de port d'arme. L'arme en elle-même serait brandie seulement dans les cas où la sécurité de son détenteur serait menacée. Dans le cas qui nous intéresse, la Charte serait le permis de port d'armes parce qu'elle est le socle établissant et définissant les droits et libertés des citoyens canadiens. Ces derniers ont le droit d'y recourir lorsqu'ils estiment être lésés dans les droits et libertés qu'elle garantit. Les membres de la communauté gaie et lesbienne y ont fait référence lorsqu'ils ont estimé que leurs droits et libertés n'étaient pas respectés par les autorités, alors que la Charte énonce que tous les citoyens du pays sont traités (ou devraient l'être) à la même enseigne. Selon eux, le refus de leur accorder le mariage était contraire à la Charte puisque les couples hétérosexuels pouvaient se marier quand ils le souhaitaient. Ce qui n'était pas possible pour les couples de même sexe. Ces derniers estimaient, de fait, ne pas avoir droit au même traitement et privilège que les couples hétérosexuels, ce qu'ils ont considéré comme étant de la discrimination. Le non respect de leurs droits a entraîné l'utilisation de l'arme qui serait le recours aux tribunaux.

La mise en place d'un statut juridique pour les couples de même sexe était nécessaire pour toute requête déposée auprès des instances décisionnelles. La discrimination, dont ils prétendaient être victimes, ne pouvait avoir sens qu'en vertu de l'existence légale de leurs unions. Les droits et les services publics ne peuvent pas être déniés à des entités qui ne peuvent être reliées à aucune catégorie identifiable et reconnue au regard de la loi. Les textes de lois définissent les règles en vigueur au sein de la société. Dans des sociétés telles que le Canada, c'est le droit positif qui est la source et la base de référence en matière de gestion de l'État et des populations. Il ne suffit pas de se plaindre et réclamer réparation, il faut qu'il soit possible pour les autorités compétentes d'identifier, à partir des normes juridiques existantes, la conduite à tenir. Les couples de même sexe ne constituant aucune catégorie légalement répertoriée, ils vont au moyen de la Charte établir leur existence et la nécessité de les reconnaître comme une catégorie pouvant bénéficier des services et programmes prévus par la loi. À partir de l'édification et la reconnaissance de leurs couples, leur revendication à propos du mariage égal avait alors de meilleures chances d'aboutir. La reconnaissance

juridique de leurs unions contribuait à prouver le caractère discriminatoire de leur nonaccès à l'institution du mariage.

Ce sont les provinces du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique qui reconnaissent les premières légalement les conjointes et conjoints de même sexe dans leurs lois (CCDEM, Février 2005, p. 2; Condition Féminine Canada, 2003, p. 66). Le pouvoir fédéral le fit par la suite en adoptant la loi C-23 (CCDEM, Février 2005, p. 2; Condition Féminine Canada, 2003, p. 66). Elle n'a pas été facile à obtenir.

En effet, les ordres décisionnels ne l'ont accordé que suite à de nombreux recours. Afin d'éclaircir nos propos qui font suite à l'étude sur l'importance de la reconnaissance juridique des couples de même sexe au moyen de la Charte, nous allons examiner le recours aux institutions compétentes entrepris par les requérants au mariage gai.

### 1.2.3 Gouvernement fédéral, couples du même sexe et droit au mariage

Le gouvernement fédéral apparaît pour Égale Canada comme d'autres groupes LGBT être le niveau institutionnel enclin à gérer les revendications concernant l'accès des couples de même sexe à l'institution du mariage.

En effet, dans la répartition des champs de compétence entre le fédéral, les provinces et territoires, la charge de débattre des règles relatives au mariage revient au gouvernement fédéral (Ministère de la Justice Canada, 2002, p. 15-17; Égale Canada, «Le partage des pouvoirs et l'analyse des compétences en matière de mariage» 2000, p. 15-18; Juriscope, 1996, p. 4-6). Les provinces et territoires n'ont juridiction que dans la célébration (Ministère de la Justice Canada, 2002, p. 15-17; Égale Canada, «Le partage des pouvoirs et l'analyse des compétences en matière de mariage» 2000, p. 15-18; Juriscope, 1996, p. 4-6). Ils n'ont donc pas la compétence constitutionnelle en matière de mariage. C'est pour cette raison que lorsque le Québec et la Colombie-Britannique ont reconnu les unions de même sexe en autorisant le mariage pour ces couples dans leur province, ces gouvernements ont dû opter

pour des modèles spécifiques plutôt que le mariage en lui-même. Il s'agit dans le cas du Québec et de la Colombie-Britannique de l'union civile, du partenariat domestique au Manitoba et Nouvelle-Écosse et du Partenariat adultes interdépendants en Alberta (CCDEM, 2005, p. 9-11; Egale Canada, 2003, p. 4; Egale Canada, «Le partage des pouvoirs et l'analyse des compétences en matière de mariage» 2000, p. 15-18; Juriscope, 1996, p. 4-6). Ce sont des équivalents du mariage civil qui procurent les mêmes droits, mais simultanément font des couples de même sexe une catégorie à part.

Le traitement égal des citoyens énoncé par la Charte n'est pas respecté dans la mesure où il est mis en place un autre type d'union civile pour les couples de même sexe par l'adoption de ces équivalents au "mariage traditionnel" qu'ils ont en principe le droit d'accéder à ladite institution (CCDEM, 2005, p. 9-11; Egale Canada, 2003, p. 4; Egale Canada, «Le partage des pouvoirs et l'analyse des compétences en matière de mariage» 2000, p. 15-18; Juriscope, 1996, p. 4-6). La parité entre les couples de même sexe et les couples hétérosexuels est admise mais le traitement dans l'accès au droit de s'unir légalement diffère (CCDEM, 2005, p. 9-11; Egale Canada, 2003, p. 4; Egale Canada, «Le partage des pouvoirs et l'analyse des compétences en matière de mariage» 2000, p. 15-18; Juriscope, 1996, p. 4-6). Cette "inégalité" de traitement va renchérir l'argument discriminatoire du non-accès des couples de même sexe à l'institution du mariage.

L'acquis et l'avancé, que constituent les modèles alternatifs d'union civile, n'étaient pas rejetés ou incompris. Les partisans au droit au mariage égal ne militaient pas pour des "substituts" au mariage. Ils ne devaient pas perdre de vue que leur revendication portait sur l'accès au mariage traditionnel et non à un quelconque type d'union civile. Leur décision de militer pour le droit au mariage traditionnel n'est pas fortuite. Elle vient du fait que cette institution est constituée de principes, droits et devoirs qui font l'objet d'une protection particulière<sup>30</sup> (Bonte, 2004, p44; Boudon et al., 2003, p138-139). Il nous semble suite à l'énoncé de ces faits que c'est cette garantie de protection de leurs droits et avoirs relativement à leurs relations dont les couples du même sexe souhaitaient pouvoir bénéficier.

---

<sup>30</sup> L'institution du mariage est un corollaire de principes et lois permettant le transfert et le legs des biens et avoirs sans recours administratifs.



L'évocation d'options de substitution au mariage proposé par les autorités provinciales et territoriales, indique que les ordres politiques n'ont pas facilement cédé à la revendication de ces mouvements au sujet du mariage gai. Après plusieurs années de tractations, le gouvernement fédéral, toujours réticent à le leur accorder, propose aux couples de même sexe désirant s'unir légalement une alternative à leur requête : le partenariat enregistré. Il s'agit d'un modèle d'union civile spécifique aux LGBT (CCDEM, «Argumentaire sur le droit au mariage des couples de même sexe» 2005, p. 2-7; Egale Canada, «Mariage égal pour les couples de même sexe» 2004, p. 1-3; Juriscope, 1996, p. 7-10). Les LGBT canadiens refusaient un modèle d'union qui devait leur être exclusif. Pour eux, seule l'assimilation au modèle national et traditionnel<sup>31</sup> constituait le gage de sécurité économique qu'ils recherchaient (CCDEM, «Argumentaire sur le droit au mariage des couples de même sexe» 2005, p. 2-7; Egale Canada, «Mariage égal pour les couples de même sexe» 2004, p. 1-3; Juriscope, 1996, p. 7-10). Ce modèle a été considéré par les requérants au mariage gai comme un modèle inférieur d'union civile qui les établissait en entité distincte et donc les reléguait en catégorie de seconde zone (CCDEM, «Argumentaire sur le droit au mariage des couples de même sexe» 2005, p. 2-7; CCDEM, «Droit au mariage civil des couples de même sexe» 2005, p. 1-2; CCDEM, 2005, p. 11-12; Egale Canada, «Mariage égal pour les couples de même sexe» 2004, p. 1-3; Egale Canada, «Le gouvernement retarde l'égalité» 2003, p. 5).

Le partenariat enregistré n'a pas été accepté par les requérants au mariage égal parce que ce modèle distinct établissait selon eux une subordination officielle de leurs couples par rapport aux couples hétérosexuels (CCDEM; «Droit au mariage civil des couples de même sexe» 2005, p. 1-2; CCDEM, 2005, p. 11-12; Egale Canada, «Mariage égal pour les couples de même sexe» 2003, p. 1-3; Egale Canada, «Prise de position d'Egale sur le droit au mariage pour les couples de même sexe» 2003, p. 5). Ils estimaient qu'un traitement différent, dans cette cause, ne permettait pas de parvenir à l'égalité escomptée (Action travail des femmes, 1999; ANFD, 2006-2007). D'autres types de luttes, telles que celles menées par les féministes, requièrent des règlements qui leur sont spécifiques, parce que c'est le biais le plus

<sup>31</sup>Le terme traditionnel désigne ici le modèle national auquel seuls les couples hétérosexuels avaient accès à cette période. Les couples gais et lesbiens voulaient accéder aux mêmes droits que les couples hétérosexuels. C'est donc le modèle national à l'époque réservé aux hétérosexuels qu'ils briguaient.

adéquat pour pallier aux divers types de discriminations dont elles sont trop souvent victimes au sein de la société. Nous pouvons prendre le cas des femmes sur le marché du travail qui, lorsqu'elles allaient en congé de maternité, ne percevaient plus de solde. Elles estimèrent être à un moment victimes de discrimination, ainsi il a fallu modifier et adopter des lois spécifiquement pour elles. Les mesures d'ajustement ne visaient que les femmes parce que les hommes ne sont pas affectés par ce genre de désavantages<sup>32</sup>.

Nous pensons, en outre, que le rejet du partenariat enregistré est certainement à lier avec le fait qu'il aurait été soumis à la discrétion des provinces. Ce qui aurait induit qu'il n'aurait eu valeur qu'après des provinces l'autorisant. Le partenariat enregistré aurait "légitimé" la discrimination décriée.

Qui plus est, ce modèle d'union civile aurait été contraire à l'article 6 (1) et (2.a.b) (Ministère de la Justice Canada, 2006, p. 2). Cet article stipule que tout citoyen canadien a le droit d'aller et venir à son gré sur l'ensemble du territoire, d'y entrer et d'en sortir. L'adoption de ce modèle d'union aurait limité la migration des citoyens canadiens sur le territoire parce qu'il aurait fallu que les couples de même sexe migrent seulement dans des territoires et provinces reconnaissant ce type d'union (CCDEM; «Droit au mariage civil des couples de même sexe» 2005, p. 1-2; CCDEM, 2005, p. 11-12; Egale Canada, «Mariage égal pour les couples de même sexe» 2003, p. 1-3; Egale Canada, «Prise de position d'Egale sur le droit au mariage pour les couples de même sexe» 2003, p. 5). Ce modèle ne pouvait pas constituer un véritable acquis juridique parce qu'il limitait les couples de même sexe à de nombreux égards.

Au niveau international, ces partenariats n'auraient eu aucune valeur parce que, hors des provinces et territoires canadiens, c'est le mariage qui a un caractère international et non les accommodements de niveau national (CCDEM; «Droit au mariage civil des couples de même sexe» 2005, p. 1-2; CCDEM, 2005, p. 11-12; Egale Canada, «Mariage égal pour les couples

---

<sup>32</sup> Les hommes ne pouvant pas porter de grossesse, ils ne sont pas affectés par les désagréments causés par un congé de maternité. Il est vrai que des congés de paternité peuvent être pris par les pères qui le désirent, mais à ce moment c'est un choix d'aller en congé et non une nécessité, comme c'est le cas pour les femmes.

de même sexe» 2003, p. 1-3; Egale Canada, «Prise de position d'Égale sur le droit au mariage pour les couples de même sexe» 2003, p. 5).

Le partenariat enregistré ne s'inscrivait vraisemblablement pas dans la lignée des objectifs à atteindre pour l'accès des couples gais et lesbiens à l'institution du mariage. L'union civile était certes l'enjeu fondamental, mais les partisans devaient faire attention à ce que l'alternative offerte par le fédéral ne finisse pas par être à long terme à leur désavantage.

La lutte pour le mariage gai illustre les rapports de force dans le système étatique canadien. En nous basant sur l'œuvre de Foucault (1997, p17), nous pouvons avancer que la lutte pour l'accès au mariage traditionnel des couples de même sexe s'inscrit simultanément dans les schémas guerre-oppression et guerre-répression. Il serait difficile dans le cas du mariage gai de dissocier l'un de l'autre. Le schéma guerre-oppression est, pour Foucault (1997, p17), celui selon lequel la lutte s'effectue par le biais juridique. Ceux qui sollicitent l'accès à ladite institution s'insurgent au sujet de l'illégitimité de leur non accessibilité au mariage. Le caractère discriminatoire de cette situation requiert du gouvernement fédéral qu'il institue le mariage égal pour les couples hétérosexuels et les couples de même sexe. Le schéma guerre-répression s'applique dans le cadre de la lutte en faveur du mariage gai dans la mesure où il s'agit, pour les partisans à cette cause, de s'opposer au dictat hétéronormatif institutionnalisé qui leur refuse le droit au mariage (Foucault, 1997, p17). Ils s'insurgent contre cet ordre en tentant d'accéder à une de ses institutions afin de bénéficier d'avantages et de privilèges économiques qui leur étaient déniés.

Ceci nous conduit à l'analyse des paramètres pécuniaires de cette revendication.

### 1.3 Couples de même sexe, droit au mariage et privilèges économiques

Le mariage comporte de nombreux avantages dont «la plupart concernent la possibilité pour un ou une contribuable de transférer un actif à sa conjointe ou son conjoint, lors du décès ou à la rupture du mariage» (Condition Féminine Canada, 2005, p. 75). Outre le legs des avoirs entre conjoints, le mariage devait permettre aux couples gais et lesbiens qui le souhaitaient de trouver un cadre juridique leur donnant l'accès aux régimes d'assurances publics s'adressant à la conjugalité des couples (Schaffner, et Senic, 2006, p. 127; Condition Féminine Canada, 2005, p. 76). Ces régimes d'assurances permettent aux bénéficiaires de percevoir des allocations telles que «les rentes de conjoint survivant, les rentes d'orphelin, les montants forfaitaire (prestations de décès) versés aux conjoints et aux enfants survivants et le droit au partage des crédits de rente» (Condition Féminine Canada, 2005, p. 76). Par l'entremise de l'institution du mariage, le transfert et le legs d'actifs entre conjoints suivent donc un cursus plus court et ne laissent pas, en cas de disparition subite d'un des conjoints, le survivant aux prises avec des règlements juridiques insurmontables.

La lutte pour le mariage égal devient alors une quête pour la protection des droits des partenaires issus de ces couples. À l'époque où ces couples n'étaient ni reconnus ni éligibles au mariage, ils n'étaient pas protégés par des normes juridiques; ce fait plaçait les partenaires de ces couples à la merci d'abus et d'injustices. Nous pouvons citer à titre d'exemple l'affaire Walsh c. Bona (ANFD, hiver 2003, p. 14-17). Susan Walsh et Wayne Bona, de la Nouvelle-Écosse, suite à une relation d'une dizaine d'années, y ont mis un terme en 1995 (ANFD, hiver 2003, p. 14-17). Au terme de cette union, Susan Walsh, la requérante, réclamait, pour elle et pour les deux enfants issus de la relation dont elle est la mère biologique, une pension alimentaire en tant qu'ex-conjointe. N'étant pas marié en vertu de la Matrimonial Property Act (MPA), elle est déboutée en premièrement instance mais finit par gagner en appel. Cette victoire est le résultat d'une longue bataille juridique puisque Susan Walsh ne finit par avoir gain de cause qu'en 2002 alors que la séparation, nous le rappelons, remonte à 1995 (ANFD, hiver 2003, p. 14-17). Les procédures entourant cette cause sont antérieures à la reconnaissance dans les divers programmes fédéraux et nationaux des couples

de même sexe, illustrant de fait, les difficultés et la précarité dans lesquelles certains LGBT pouvaient se retrouver à la fin de leurs relations, puisqu'ils ne pouvaient pas avoir droit aux recours prévus par la loi. Nous pouvons citer à cet effet l'affaire *Miron c. Trudel*. Dans ce cas, le cas *Miron c. Trudel*, le requérant, un homme de l'Ontario, n'avait pas pu bénéficier du régime d'assurance automobile de son conjoint, suite à un accident de voiture parce qu'ils n'étaient pas mariés (ANFD, hiver 2003, p. 14-17). Le plaignant n'avait pu avoir gain de cause, parce que le juge avait alors jugé que ce n'était pas son orientation sexuelle qui posait problème dans le cas en question, mais son statut matrimonial. Pour pouvoir bénéficier de l'assurance automobile de son conjoint, il aurait fallu que le couple soit marié. Ce qui n'était pas possible à l'époque de ce procès puisque le mariage entre personnes de même sexe n'était pas encore légal.

Ces procès sont l'illustration des difficultés d'accès à des ressources économiques pour les couples de même sexe. Les cas de figure relatifs aux difficultés rencontrées par les couples de même sexe sont multiples. Ce qui fait que la question du mariage gai n'a pas le même impact ni la même envergure pour tous les couples de même sexe. Dans certains cas, la reconnaissance juridique des couples de même sexe ne comporte pas que des avantages. D'un point de vue fiscal, ce ne sont pas toutes les couches de cette communauté qui en bénéficient (Condition Féminine Canada, 2001, p. 57-86; Smith, Miriam, «Social Movements and Judicial Empowerment» 2005, p. 323-353).

En effet, la reconnaissance des couples de même sexe est source de pertes de certaines allocations à titre individuel (Condition Féminine Canada, 2001, p. 57-86; Smith, Miriam, «Social Movements and Judicial Empowerment» 2005, p. 332-333). Ce sont essentiellement les foyers à gros revenus qui profitent le plus de cette reconnaissance, parce que l'importance de leurs revenus à titre individuel ou en couple atténue l'impact des impôts et taxes. Étant donné que la plupart des couples de cette communauté sont répertoriés comme étant à revenus faibles, il peut nous sembler difficile, à prime abord, d'expliquer ce qui a poussé ces couples, toute couche sociale confondue, à militer pour la légalisation du mariage gai. Nous pouvons trouver l'explication à cette donne dans de nombreuses recherches réalisées sur les communautés gaies et lesbiennes. Ces dernières ont révélé que les membres des couples de

même sexe ne se perçoivent pas de la même manière que ceux des couples hétérosexuels (Condition Féminine Canada, 2001, p. 36-51; Smith, Miriam, «Social Movements and Judicial Empowerment» 2005, p. 332-333). Les questions pécuniaires sont assumées de façon assez singulière au sein des couples gais et lesbiens. Il arrive même que l'un des membres décide de rester à la maison afin de s'occuper des enfants et des responsabilités d'ordre domestique, au risque de perdre un des revenus du couple (Condition Féminine Canada, 2001, p. 57-86; Smith, Miriam, «Social Movements and Judicial Empowerment» 2005, p. 332-333). Au sein de ces couples, il y a un partage des tâches qui équivaut à une équité des responsabilités qui n'est pas jaugé en fonction des revenus perçus (Condition Féminine Canada, 2001, p. 57-86; Smith, Miriam, «Social Movements and Judicial Empowerment» 2005, p. 332-333). C'est ici que prend toute la signification des allocations gouvernementales à l'égard des couples. Ces allocations sont importantes pour des couples dans cette situation dans la mesure où leur qualité de vie en dépend.

À ce titre, l'aspect économique peut être considéré comme le moteur d'impulsion ayant suscité cette revendication. Il ne s'agissait pas pour ces couples d'une source d'enrichissement, mais d'un moyen d'accès à une source de subvention qui améliorerait leurs conditions et qualité de vie. Ils invoquent, entre autres, comme argument justifiant leur droit d'accéder à ces avantages et privilèges, leur caractère universel. C'est cette dimension que nous allons étudier dans ce qui suit.

### 1.3.1 Caractère universel des droits et privilèges revendiqués par les couples de même sexe

Le caractère universel de certains programmes et services, tels que la santé, offerts par les institutions publiques, vient du fait qu'ils sont essentiels à la qualité de vie des citoyens (Action travail des femmes, 1999, p. 1-9; ANFD, Été 2002, p. 13-15; ANFD, 2000, p. 1-3; Condition Féminine Canada, 2001, p. 64). En principe, l'accessibilité à ces programmes universels ne peut pas être restreinte aux citoyens canadiens dans la mesure où il s'agit de droit inaliénable.

Toutefois, il semble que, à une certaine période, il a été enregistré à travers le Canada de nombreux cas où des couples gais et lesbiens n'avaient pu avoir accès auxdits programmes, parce que leur statut n'étaient pas inscrits ou reconnus dans les législations (Condition Féminine Canada, 2001, p. 57-86; Smith, Miriam, «Social Movements and Judicial Empowerment» 2005, p. 330-336). Les conjoints et conjointes issus de ces couples ne pouvaient pas, alors bénéficier, par exemple, de la pension de la Sécurité vieillesse, de l'assurance-maladie ou encore de l'assurance-hospitalisation parce que les couples de même sexe n'étaient pas reconnus aux fins de la loi. Cette donne a changé depuis l'adoption de la loi C-23 qui reconnaît depuis lors les conjoints de même sexe (Condition Féminine Canada, 2001, p. 49; Egale Canada, «Le partage des pouvoirs et l'analyse des compétences en matière de mariage» 2000, p. 38).

La mise en place d'un statut juridique des couples de même sexe leur donnait accès à de nombreux avantages économiques. Légalement, la reconnaissance juridique des couples non mariés accordait aux conjoints de fait issus de ce type de relations des droits et avantages sans qu'ils soient obligés de se marier. Dans cette optique, la nécessité de se marier ne devait plus vraiment être un impératif. Ce point vient confirmer notre hypothèse selon laquelle l'accès des couples de même sexe à l'institution du mariage est à considérer comme un gage de sécurité juridique permettant la protection de leurs avoirs économiques.

Notre énoncé ci-dessus fait état de la reconnaissance des couples de même sexe par les autorités canadiennes. Il ne fait pas mention des conséquences de cette reconnaissance. Celles qui nous intéressent dans le cadre de notre recherche concernent les obligations fiscales dont les couples de même sexe durent s'acquitter. Ces impositions serviront à élargir l'argumentaire attestant et illustrant le caractère discriminatoire de leur nonaccès à l'institution du mariage. Ils réclament, sur cette base, que la reconnaissance de leurs unions ne se soit pas limitée à des obligations sans pour autant qu'ils puissent jouir des avantages que le mariage éventuellement leur apporterait.

Nous allons, dans ce qui suit, analyser l'argumentaire de réclamation pour l'égalité de traitement plus formel entre les couples de même sexe et les couples hétérosexuels.

### 1.7 À responsabilité égale, traitement égal

Depuis 1999, date marquant la reconnaissance des couples de même sexe dans des provinces telles que le Québec et l'Ontario, les couples LGBT sont soumis aux mêmes obligations fiscales que les couples hétérosexuels, notamment à travers des lois comme celle de l'impôt sur le revenu (Condition féminine Canada, 2003, p. 66; ANFD, 2005, p. 7-13; ANFD, «Audiences sur les couples de même sexe» 2003, p. 4-6; ANFD, «L'importance de respecter les droits des lesbiennes à l'égalité matérielle» 2000, p. 1-3). Ayant les mêmes obligations et charges que les couples hétérosexuels, certains couples du même sexe ont estimé qu'il s'agissait d'un cas de figure à exploiter comme argument attestant la discrimination à l'égard de leur non-accès à l'institution du mariage. Pour mettre en évidence le préjudice décrié, ils ont mis de l'avant le fait que les couples hétérosexuels pouvaient, quand ils le souhaitaient, se marier et accéder à d'autres types d'avantages, ce qui ne leur était pas permis (Condition féminine Canada, 2003, p. 66; ANFD, 2005, p. 7-13; ANFD, «Audiences sur les couples de même sexe» 2003, p. 4-6; ANFD, «L'importance de respecter les droits des lesbiennes à l'égalité matérielle» 2000, p. 1-3).

Le fait d'exiger des couples LGBT les mêmes responsabilités que celles imposées aux couples hétérosexuels induit la reconnaissance d'égalité avec les couples de même sexe. L'égalité étant définie comme le fait «de traiter des individus semblables de façon semblable» (Action travail pour les femmes, 1999, p. 6), il pouvait être prouvé que la parité n'était pas atteinte par rapport aux couples hétérosexuels. L'égalité «a pour but de contribuer à combler l'écart qui existe entre, d'une part, les garanties proclamées en matière des droits de la personne, et, d'autre part, le vécu» (Action travail pour les femmes, 1999, p. p10) des groupes marginalisés. La discrimination pouvait être invoquée sur la base de la notion d'égalité. Les couples du même sexe sont considérés égaux dans la capacité à s'acquitter des



charges et obligations fiscales relatives à leur condition de couples, mais pas suffisamment égaux pour avoir le droit de se marier.

Cet argument est tout à fait plausible selon l'article 15 (1) de la Charte qui prohibe la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle (Condition féminine Canada, 2003, p. 66; ANFD, 2005, p. 7-13; ANFD, «Audiences sur les couples de même sexe» 2003, p. 4-6; ANFD, «L'importance de respecter les droits des lesbiennes à l'égalité matérielle» 2000, p. 1-3). Les obligations et charges à payer, sans qu'ils puissent vraiment jouir des ressources allouées aux couples, ne contribuaient pas à améliorer leur condition de vie dans la mesure où ils établissaient plus d'obligations que d'avantages, du moins, c'est dans cet ordre d'idées que cet argument a été formulé.

Pareils arguments basés sur des conjonctures concrètes devaient permettre de donner raison aux requérants au mariage gai. Le droit au mariage s'érigeait comme la possibilité de bénéficier de nombreux services et programmes. Le mariage devenait donc une sorte de "passe-droit" apportant aux couples de même sexe une certaine autonomie financière, puisqu'ils pourraient enfin jouir des prestations prévues par la loi à l'effet des couples hétérosexuels et des avantages auxquels l'un ou l'autre des conjoints pourrait avoir droit et faire bénéficier son partenaire. Le droit au mariage s'imposait de plus en plus comme la possibilité de combler l'écart existant entre les avantages, auxquels les couples de même sexe pouvaient jouir en accédant au mariage, et le déni de ce droit aux couples de même sexe.

Sur cette base, les autorités compétentes, en occurrence le gouvernement fédéral, se devaient de remédier à la discrimination dont les couples de même sexe se disaient être victimes (ANFD, «Les causes-types sur les droits économiques» 2002, p. 14-16; ANFD, «L'importance de respecter les droits des lesbiennes à l'égalité matérielle» 2000, p. 1-3; Action travail des femmes, 1999, p. 9-11).

Le rôle du gouvernement fédéral est de définir les lignes directrices du pays. La Common Law est le socle de définition des valeurs et changements qui s'opèrent dans le pays. Sa responsabilité, tout comme celles des gouvernements provinciaux et territoriaux, est

de «donner aux individus le droit à l'égalité des chances d'épanouissement» (Action travail pour les femmes, 1999, p. 6). L'égalité dont il est question dans cette partie n'est pas seulement en lien avec les droits de la personne. Il s'agit, dans cette partie, de l'impact du "non-droit" au mariage égal sur le vécu de ces couples. La notion nord-américaine d'égalité recoupe les valeurs de justice et d'accès aux ressources économiques<sup>33</sup>. Au Canada, la notion d'égalité se définit à deux niveaux. Elle fait simultanément référence à la justice et aux potentialités monétaires des membres d'une communauté (Schaffner et Senic, «Rights or benefits?», 2006, p123-127; Smith, Miriam, «Social Movements and Judicial Empowerment» 2005, p. 327-330; Cloutier, 1976, p. 581-604).

L'accès à ces ressources peut être considéré comme un droit inaliénable qui leur était refusé. Le mariage devient pour ces couples le vecteur d'accessibilité à des ressources, que les structures et institutions fédérales, provinciales et territoriales leur déniaient.

Le fait d'ériger le mariage comme une revendication d'ordre économique illustre assez bien la notion nord-américaine d'égalité impliquant l'accès à des ressources pécuniaires, en l'occurrence celles dont les gouvernements ont la charge de redistribution entre les membres de la communauté. L'étude de cet argumentaire nous permet de comprendre que les enjeux économiques de cette lutte sont à percevoir à deux niveaux. Dans un premier temps, il s'agit d'une lutte pour l'accès à des ressources économiques et, dans un deuxième temps, ils souhaitaient un rempart de protection pour leurs droits et avoirs économiques.

Notre chapitre s'achève sur un son de cloche un peu différent du corollaire argumentaire qui a été scandé sur la scène publique. Les requérants au mariage gai faisaient état, lors des débats publics, comme motif de légalisation de leurs unions par l'acte du mariage l'officialisation de leurs sentiments.

Ce chapitre clôt, nous allons dans celui qui suit faire ressortir de façon plus évidente que le mariage gai est une revendication à visée économique, parce que c'est l'essence même du mariage traditionnel. Pour ce faire, nous allons étudier les fondements de cette institution et

---

<sup>33</sup>Il s'agit autant de produire qu'extraire du capital.

les articuler dans la perspective des réclamations gaies et lesbiennes relatives au mariage gai, afin d'en déduire l'importance qu'ils ont pu lui assigner.

## Chapitre II

### IMPORTANCE DU MARIAGE GAI POUR LA COMMUNAUTÉ LGBT CANADIENNE

Le mariage est défini, au Canada, comme étant l'union exclusive entre deux personnes (Ministère de la Justice Canada, «Loi sur le mariage civil Chap 33», 2005, p. 1). Cette définition est en fait une redéfinition de la notion traditionnelle du mariage inscrite dans la loi fondamentale de 1867. Cette redéfinition a permis de donner accès à l'institution du mariage aux couples de même sexe désirant se marier et ce, au même titre que les couples hétérosexuels.

Le droit au mariage égal a été revendiqué par quelques partisans de la communauté LGBT comme étant un droit humain auquel ils n'avaient pas accès à cause de leur orientation sexuelle (Larocque, 2005, p. 319; Farrow «Droits et reconnaissance» 2005, p. 102; Collin, 2005, p. 10). Nous avons pu constater précédemment, par le biais de l'historique sur l'homosexualité au Canada et celui de l'analyse portant sur les revendications de quelques groupes LGBT, que l'accès à l'institution du mariage constituait un enjeu important pour certains membres de ce groupe minoritaire. Nous sommes parvenus à établir que le mariage gai était un biais d'accès à des avantages économiques. Nous avons également établi que la Charte canadienne des droits et libertés leur avait servi de socle de revendication parce que cette dernière énonçait et déterminait les normes et valeurs en vigueur dans la société canadienne. Au moyen de ces principes, ils sont parvenus à établir le caractère discriminatoire du mariage traditionnel canadien à leur égard et l'inconstitutionnalité du mariage traditionnel par le biais des tribunaux.

Ces points étudiés concernent notamment le caractère de luttes politiques de cette revendication. Ce sont les diverses tractations entre les mouvements LGBT en faveur du mariage gai et les pouvoirs décisionnels et les recours à la Charte auprès des parlements fédéral, provincial et territoriaux qui ont été, entre autres, étudiés. Nous pensons que certains faits historiques spécifiques ou quasi-spécifiques aux sociétés occidentales pourraient nous permettre de mieux appréhender la ligne de conduite des requérants au mariage gai. En établissant que des préoccupations d'ordre pécuniaires sont le moteur d'impulsion de cette revendication, nous n'avons pas étudié véritablement la stratégie d'action. Il nous semble intéressant, rendu à ce stade de notre recherche, d'examiner l'institution du mariage à travers l'utilisation que les mouvements gais et lesbiens ont pu en faire.

Au cours de ce chapitre, nous analyserons dans un premier temps la symbolique et de l'importance du mariage pour les partisans LGBT en faveur du mariage gai. En second lieu, nous étudierons quelques-uns des bouleversements dans les mœurs occidentales opérés au cours du 20<sup>e</sup> siècle qui, sans nul doute, auront créé les conditions pour que la revendication sur le mariage gai puisse être formulée.

## 2.1 Symbolique et importance du mariage traditionnel

Dans le cadre de notre recherche, il nous semblait intéressant d'analyser plus en détails l'institution du mariage en cherchant à comprendre ce qu'elle représente véritablement. Nous avons estimé que la perception religieuse du mariage ne ferait pas l'objet de cette étude, mais il pourrait éventuellement en être fait mention. Dans cette étude, nous analysons le caractère social et politique<sup>34</sup> du mariage gai. Le Canada étant un Etat laïc, nous préférons centrer notre analyse sur les interactions et actions non confessionnelles, mais plutôt sociales et politiques.

---

<sup>34</sup> Les instances politiques (institutions) sont les pouvoirs avec et contre lesquels le niveau social doit interagir dans le cadre de ses revendications; de ce fait, toute revendication sociale possède une dimension politique (Smith, Miriam, «Social movements and judicial empowerment», 2005, p. 327-330; Bernstein, Mary, 2002, p. 533-534).

Nous avons vu, au début de notre étude, que le mariage gai a été évoqué par les médias notamment comme l'illustration de l'évolution des mœurs. Nous sommes parvenus à établir, au moyen de l'historique sur l'homosexualité, que le mariage gai était issu d'un agenda de revendication formulé par certains mouvements LGBT bien plus que l'émanation de l'évolution des mœurs dans ce pays. Lorsque surviennent des changements sociaux, les notions d'évolution et de progrès sont souvent utilisées afin d'énoncer et étayer le caractère positif de ces transformations. Le sens réel de ces notions est assez éloigné de leur utilisation usuelle. Il est important de savoir que tout changement social non conventionnel n'est pas nécessairement une évolution. L'évolution désigne en fait une transformation graduelle et continue, parfois inaperçue (Larousse, 2005, p. 440; Godin, Christian, 2004, p. 460). La notion de progrès renvoie au changement graduel d'une situation par l'amélioration ou l'aggravation (Larousse, 2005, p. 869; Hemert 1998, p. 226-227). Dans le jargon politique, l'utilisation de ces notions sert à convaincre l'opinion publique d'un quelconque essor «pour faire resplendir l'horizon d'une société réconciliée avec elle-même par la suppression des conflits» (Brusnel, 1995, p183). Le sens premier de ces deux notions induit que les modifications et transformations observables dans une société donnée devraient s'être produites au fur et à mesure. Comme nous l'avons précédemment énoncé, l'amélioration des conditions de vie et l'acceptation des LGBT au Canada ne se sont pas spontanément opérées. Le mariage gai et l'ensemble des droits accordés aux membres de cette communauté font suite à des combats menés essentiellement par eux. Nous pensons que le sens usuel de ces termes se rapproche plus du sens que le jargon politique leur confère. Les notions d'évolution et de progrès prennent alors une tout autre connotation. L'évolution des mœurs scandée au sujet de l'amélioration des conditions de vie des communautés LGBT canadiennes ainsi que de la reconnaissance et du respect de leurs droits civiques et matériels sont plutôt à catégoriser comme étant le fruit de rapports de forces entre les gouvernements, parlements fédéraux, provinciaux, territoriaux et les membres de la communauté gaie et lesbienne. Dans cet ordre d'idées, nous pensons que le mariage gai devrait être appréhendé essentiellement comme l'œuvre de partisans LGBT.

La prétendue évolution des mœurs scandée serait donc, en fait, une simple application des lois promulguées par les autorités afin de concourir au respect des droits des LGBT. Dans ce

cas de figure, il serait judicieux de distinguer les mœurs des lois en vigueur. Les mœurs font référence à la coutume. Il s'agit des valeurs collectivement partagées et acceptées par les membres de la nation, tandis que les lois renvoient à des normes édictées et donc imposées afin de faciliter la vie en communauté (Bernstein, 2002, p. 531-581; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-20). Nous pouvons étayer ce propos par le fait que l'acceptation sociale du mariage gai est postérieure à la décision des autorités de le légaliser. Ceci nous permet de soutenir que le mariage gai est le fruit des lois et non des mœurs (Bernstein, 2002, p. 531-581; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-20). Relativement à ce qui précède, nous pouvons avancer que l'accès au mariage pour les couples de même sexe s'inscrit dans une logique constructiviste occidentale prédéfinie. L'évolution scandée serait à inscrire dans une démarche de construction politique parce que c'est cette strate qui est en charge de prendre les décisions qui sont appliquées au sein de la société par les membres la composant (Perret, 2003, p. 381-393 ; Chevallier, 1992, p. 58-72).

L'évocation du caractère construit et prédéfini des changements sociaux, et donc du mariage gai, nous conduit à chercher à mieux comprendre l'instrumentalisation contemporaine de cette institution revenant sur ses origines et définitions occidentales, ce qui pourrait nous aider à mieux comprendre le sens de cette revendication. Les lignes qui suivent en font donc état.

### 2.1.1 Origines et Définitions du mariage

De nombreuses origines et définitions peuvent être répertoriées au sujet du mariage. Nous n'en énoncerons que quelques-unes par souci de clarté et de concision. La référence à ces origines et définitions du mariage traditionnel, nous permettra d'inscrire cette revendication dans une perspective d'instrumentalisation des maux sociaux.

### 2.1.1.1 Définitions du mariage

Excepté dans les pays autorisant le mariage entre conjoints de même sexe, le mariage est généralement défini comme étant un "contrat" unissant un homme et une femme selon des conditions (droits et devoirs) établies et régies par les autorités administratives d'un pays et par les normes juridiques en vigueur dans ledit pays (Larocque, 2005, p. p242; Larousse, 2003, p. 664). Cette définition énonce que le mariage traditionnel est exclusivement l'union d'un homme et d'une femme (Larocque, 2005, p. p242; Larousse, 2003, p. 664). Depuis 2005, le Canada a revu la définition traditionnelle du mariage en vigueur dans le pays depuis 1867. Elle renvoie depuis lors à «l'union légitime de deux personnes, à l'exclusion de toute autre personne<sup>35</sup>» (Ministère de la Justice Canada, «Loi sur le mariage civil Chap. 33», 2005, p. 1). Ces définitions du mariage insistent notamment sur le caractère monogame de la notion occidentale du mariage. La conception commune du mariage suppose dans l'idéal que cette union sacre l'épanouissement et la réalisation des différents partenaires au-delà de l'acte sexuel (Bontems, 2001, p. 11; Bologne, 1997, p. 14). La sexualité comme simple caractéristique du mariage est une conception relativement récente parce que avant elle en était le déterminant majeur<sup>36</sup>, ce qui en faisait un devoir citoyen de reproduction (Cobb, 2004, p. 183; Kurtz, Stanley, 2004, p. 265).

<sup>35</sup> Il s'agit de la loi fédérale C-31.5 sur le mariage civil (Ministère de la Justice Canada, «Loi sur le mariage civil Chap 33», 2005, p1). Cette redéfinition permet d'inclure les conjoints de même sexe comme adhérent possible à ladite institution.

<sup>36</sup> Le mariage constituait le biais de reproduction des membres de la société. De fait, la reproduction était considérée comme un devoir de société. (Bontems, 2001, p. 11; Bologne, Jean-Claude, 1997, p. 14).

C'est notamment depuis la révolution industrielle que la notion du mariage comme pont de réalisation sentimentale émerge. Elle vient changer les rapports de genre dans les sociétés occidentales. Avant la révolution industrielle, l'unité de base est la famille. Il y a une interdépendance des membres. La maison familiale est le lieu de travail. La survie de la famille dépendait de l'interaction des membres. Elle va modifier les rapports d'interdépendance familiale (Jonas, 2007, p. 15-17; Bologne, 1997, p. 14). La révolution industrielle érige l'homme comme principal sinon seul pourvoyeur de la survie de la famille. Elle sort l'homme de la maison, de son lieu de travail pour aller sur le marché du travail. De fait, la sexualité ne sera plus du domaine de la procréation mais va du domaine du choix brisant, de fait, la cellule familiale (Jonas, 2007, p. 22-27; Bologne, 1997, p. 14). Les familles ne sont plus obligées de rester ensemble. Ainsi, le capitalisme industriel a eu, entre autres, comme effet pervers, la mise en place des conditions pour l'expression d'identités sexuelles différentes. La révolution industrielle ajoute au possible pour que le comportement homosexuel puisse vivre. Elle peut être considérée comme le moteur d'impulsion de l'identité homosexuelle. Car c'est à partir de cette période que commencera à se répandre l'homosexualité exclusive, ce qui amorcera la longue marche vers le mariage gai.



La définition païenne du mariage met en évidence que le mariage, dans ses fondements, est une institution hétérosexuelle dont la mise en place visait exclusivement l'union entre les hommes et les femmes (Jonas, Nicolas, 2007; Bologne, 1997).

Il existe toutefois des cas répertoriés, en Grèce antique, d'unions entre partenaires de même sexe. Ces cas étaient rares et, semble-t-il, réservés aux personnes ayant de fort revenus<sup>37</sup>. Il s'agit de cas de figure rare dont l'histoire n'a que très peu de trace.

Ce type ancien d'union entre partenaires de même sexe est à distinguer du mariage gai que nous étudions. Le mariage gai est une notion essentiellement contemporaine. Il s'aggrave dans une dynamique contestataire qui prévaut en Occident depuis notamment la fin de la Seconde Guerre mondiale<sup>38</sup>. Le rite grec unissant les partenaires de même sexe semble s'inscrire dans un autre ordre de pensée que le mariage gai. Un énoncé sur les origines païennes du mariage nous aidera certainement à inscrire le mariage gai dans un ordre de pensée contemporain.

### 2.1.12 Origines du mariage

Le terme mariage a été institutionnalisé au 14<sup>e</sup> siècle au Royaume Uni, mais le principe d'union existe, pour sa part, depuis la nuit des temps (Crews, 2004, p. 99; Bologne, 1997, p. 11-15). Le mariage est un modèle qui préexiste aux conceptions judéo-chrétiennes dont l'origine est à puiser dans la conscience (fort intérieur) des individus (Crews, 2004 : p99; Bologne, 1997, p. 11-14). Le mariage, dans ses fondements, s'inscrivait selon une dynamique hétérosexuelle, celle traditionnellement impulse (Crews, 2004, p. 100; Bologne, 1997, p. 13-15). À l'origine, le mariage avait une visée notamment économique. Le mariage était un moyen et un vecteur d'avantages sociaux qui instituait un pont d'accès à des avantages sociaux et, entre autres, économiques. Il contribuait simultanément à la protection des femmes et des enfants (Crews, 2004, p. 100; Bologne, 1997, p. 13-15). Il s'agissait par ce

<sup>37</sup> Les femmes semblent exclues de ce rite parce que n'ayant pas le statut de citoyen, elle passait de la tutelle paternelle à celle de leurs maris. Il va de soi qu'elles ne disposaient alors pas de l'autonomie nécessaire pour être admissibles à ce rite.

<sup>38</sup> Nous en ferons état plus en détails dans la suite du chapitre au point 2.4 Mœurs, changements sociaux et mariage gai.

moyen de "contraindre" les hommes à subvenir aux besoins de leurs enfants. Il n'avait pas pour but primordial d'affirmer l'amour et les sentiments des partenaires. Il s'agissait d'un rite païen qui devait permettre à canaliser les hommes et leurs comportements à l'égard de leurs enfants (Crews, 2004, p. 99-100; Bologne, 1997, p. 13-15)

Ainsi, le but du mariage traditionnel était simultanément de réguler les rapports de genre, de protéger les membres de la communauté les plus vulnérables : les femmes ainsi que les enfants, puis, enfin, de faciliter et permettre la transmission des avoirs entre conjoints et héritiers (Farrow «Faire face à la réalité» 2005, p. 180; Bologne, 1997, p. 408-411).

L'évocation des origines païennes du mariage occidental met en évidence que le mariage est une construction sociale (Jonas, 2007, p. 15-19; Vetta et Courgeau, 2003, p. 466). L'institution du mariage devait servir à garantir les droits et intérêts des enfants et de leurs mères en obligeant légalement les hommes à subvenir à leurs besoins (Farrow, «Faire face à la réalité» 2005, p. 180; Bologne, Jean-Claude, 1997, p. 408-411). En nous appuyant sur les définitions et origines du mariage traditionnel étudiés, nous déduisons le caractère construit de cette institution. Cet état de fait nous éclaire sur la possibilité qui s'est avérée d'ajuster certains de ses principes pour permettre l'accès à ladite institution aux couples de même sexe. Une certaine malléabilité du principe de mariage est dénotée ce qui, certainement aura favorisé que son adaptation à des préoccupations plus contemporaines soit entreprise. L'exclusivité des couples hétérosexuels comme seuls contractants possibles au mariage pouvait donc être déconstruite afin d'en élargir l'accès aux couples de même sexe.

Ayant été traditionnellement admis que les hommes et les femmes devaient concourir à multiplier l'espèce humaine et la procréation n'étant possible que par l'union hétérosexuelle, il était conventionnellement admis que le mariage hétérosexuel était un fait naturel (Vetta, et Courgeau, 2003 : p457-488; Bontems, 2001, p. 32-39). Nous venons de voir qu'il s'agissait en fait d'un fait culturel<sup>39</sup>. Nous pouvons à cet égard considérer que nature et culture co-agissent. La nature tant que la culture se transformant, les sociétés également sont en devenir. Le mariage traditionnel appartient à une ère de plus en plus révolue et les

---

<sup>39</sup> La culture désigne les normes et valeurs sociales communément admises mais ne reposant sur aucun texte de lois.

préoccupations contemporaines acceptent mieux l'union entre conjoints de même sexe. Afin de conformer les besoins des hommes (nature) aux valeurs de l'époque dans laquelle ils vivent, l'accès au mariage traditionnel est accordé aux couples de même sexe.

Le point qui suit nous permettra d'articuler une analyse contemporaine de la malléabilité de l'institution du mariage.

### 2.1.2 Lecture du mariage gai à la lumière des définitions et origines du mariage traditionnel

Après un bref énoncé sur les origines et diverses définitions de la notion occidentale de mariage, il nous apparaît que cette institution à ses origines n'avait pas de visées purement sentimentales. elle devait essentiellement servir de legs tout en contribuant à la gestion des rapports de genre. Dans le premier chapitre de cette étude, nous avons mis en évidence que l'accès à des avantages économiques avait sans aucun doute été l'une des raisons ayant suscité la requête concernant l'accès des couples de même sexe à l'institution du mariage. Cet état de fait ne déroge pas aux visées originelles du mariage. Comme nous avons pu l'observer, le mariage à ses origines devait servir de remparts aux droits pécuniaires des conjoints. Ces derniers pouvaient compter sur les autorités pour la protection de leurs droits et avoirs via la contraction de l'acte du mariage. Ce dernier, tant dans les sociétés traditionnelles que dans les sociétés modernes<sup>40</sup>, demeure l'institution la mieux encline à le faire. Lorsque survint la crise du SIDA au début des années 1980, de nombreux gais et lesbiennes se retrouvèrent déboutés des avoirs de leurs conjoints ou des avoirs qu'ils s'étaient attelés tous deux à constituer. Afin de ne pas revivre pareilles injustices, mais qui étaient juridiquement légales, certains membres de la communauté LGBT pensèrent à constituer des remparts juridiques pour la protection de leurs droits et avoirs. Diverses lois ont été promulguées afin d'avantager le quotidien des couples de même sexe, néanmoins ces

<sup>40</sup> Nous verrons dans les pages à venir que les sociétés traditionnelles sont les sociétés occidentales avant la révolution des mœurs qui survient dans la période Post-Seconde Guerre mondiale. Les sociétés modernes sont celles qui émergent suite à cette révolution parce que les valeurs sociales qui y prévalent sont assez différentes de celles jadis en vigueur dans les sociétés occidentales.

dernières ne semblaient pas leur satisfaire complètement. Il leur fallait la meilleure des garanties afin de s'assurer qu'aucune embûche ne limiterait leur vie de couples. Le mariage semblait constituer la meilleure option.

Dès lors, la revendication pour le mariage égal nous apparaît bien plus comme une lutte pour la protection de leurs droits que ceux de leurs avoirs exclusivement. La pluralité des lois<sup>41</sup> auraient rendu les conjoints issus des couples de même sexe vulnérables à leur non-constance.

En effet, les lois sont sujettes à l'interprétation qui peut en être faite. Ils auraient encore été à la merci des "injustices légales". L'institution du mariage a été mise en place pour pallier aux injustices qui pouvaient découler suite à la rupture d'une union<sup>42</sup>. Par ce fait même, de nombreuses dispositions, afin de garantir et protéger les droits et avoirs des contractants, ont été établies. La requête en vue de solliciter l'accès au mariage pour les couples de même sexe était donc bien ciblée. Il s'agissait pour les membres de cette communauté de se doter d'un moyen juridico-légal qui leur permettrait de conserver les acquis juridiques conquis : la reconnaissance de leurs unions, l'accès des conjoints aux avantages privés et publics (pension de retraite pour les survivants de soldats, assurances privées, etc.), etc. Tous ces acquis scellés par le sceau du mariage ne risquaient plus de leur être repris.

Nous venons de constater que la revendication pour le mariage gai n'est pas strictement une lutte pour l'accès à des avantages économiques. Le mariage gai est un rempart concourant à la protection des droits (civils et économiques) des partenaires issus des couples de même sexe. Cette instrumentalisation du mariage le rapproche de ces principes d'origines. Le mariage a été mis en place en vue de concourir à la protection des membres les plus vulnérables de la société qui étaient lésés dans leurs droits. Certains membres issus de la minorité LGBT ont eu recours à cette institution en lui donnant une envergure plus

---

<sup>41</sup> Il existe plusieurs lois et de nature variée. La multiplicité des lois peut causer, selon l'utilisation qui en est faite et la rhétorique utilisée, que certaines aient préséance sur d'autres.

<sup>42</sup> La rupture peut survenir suite au décès de l'un des conjoints ou par souhait de cessation d'un des membres du couple ou encore par consentement mutuel.

contemporaine. Le mariage traditionnel protégeant les intérêts hétérosexuels est élargi depuis 2005 aux couples canadiens de même sexe, afin de garantir également et dorénavant la protection de leurs intérêts.

Ce qu'il nous semble important de retenir de l'instrumentalisation du mariage par les LGBT, c'est le fait que le mariage est dans son essence une institution hétérosexuelle, mise en place par et pour les hétérosexuels. Comme nous le verrons dans la suite de ce chapitre, c'est par un habile procédé rhétorique que les partisans LGBT font du mariage traditionnel (hétérosexuel) un fait social discriminatoire à leur égard, bien qu'il ait strictement été pensé pour les hétérosexuels.

La revendication pour le mariage gai intervient à une période au cours de laquelle des changements sociaux sont en cours dans les sociétés occidentales, dont le Canada. Dans ce qui suit nous allons étudier le passage des sociétés traditionnelles (au sein desquelles nombreuses discriminations de notre ère prennent naissance) aux sociétés modernes qui sont marquées par de nombreuses vagues de contestations.

### 2.1.3 Société moderne et valeurs traditionnelles

Le Canada est une démocratie libérale qui, comme de nombreux autres pays occidentaux, a opéré, depuis notamment le milieu du dix-neuvième siècle, la séparation entre l'Église et l'État (Reid, Darrel et Buckingham, 2005, p. 87; De Coste, F.C., 2005, p. 125). Cet état de fait a eu un impact non négligeable sur l'organisation de la société. Auparavant, il s'agissait d'une structure collective au sein de laquelle régnait une certaine uniformité dans les codes de valeurs et de pensée (Fassin, 2005, p. 16-17; Collin, 2005, p. 21-24). Dans ce modèle organisationnel, il allait de soi que les membres de la même société partagent tous ou en grande partie les mêmes idéologies et codes de valeurs. Depuis lors, l'individualisme a pris le dessus. La société fonctionne selon des codes de valeurs et de pensées très variés et laissés à la discrétion des citoyens, en notant que ces derniers n'enfreignent pas les lois en vigueur dans le pays (Kurtz, 2004 : 263; Marie, Dujardin et Balme, 2002 : p11-18). Les lois sont à

distinguer des mœurs. Les mœurs renvoient au modèle organisationnel des sociétés traditionnelles (Fassin, 2005, p. 16-17; Collin, 2005, p. 21-24). Ce sont elles qui édictaient les normes comportementales des membres de la communauté. Dans les sociétés modernes, ce sont les lois qui jouent ce rôle (Fassin, 2005, p. 12; Paye, 2000, p. 222-223; Comaille, 2000, p. 241-243). Nous pensons que l'influence manifeste des lois au sein des sociétés modernes peut être comparée à celle des normes religieuses dans les sociétés traditionnelles dans la mesure où ce sont ces normes qui définissent et constituent de plus la référence à l'action des citoyens dans les pays occidentaux.

Les mœurs sont dorénavant à considérer comme un socle d'unité national qui n'a pas de caractère impératif auquel tous les citoyens d'un pays ne sont pas obligés d'adhérer ou de s'y identifier à elles, alors que les lois ont un caractère impératif parce que tous les citoyens sont tenus de s'y conformer.

A la lumière de ce qui précède, nous pouvons comprendre aisément que dans les sociétés modernes, les revendications d'un groupe n'apportent des avantages qu'aux membres dudit groupe. Dans le cas qui fait l'objet de notre recherche, notre analyse nous amène à penser que la revendication pour le mariage gai serait de type individualiste. Dans ce modèle, il est admis que seuls quelques membres de la société bénéficient des retombées d'une requête ou revendication. L'épanouissement des membres de la société n'implique pas nécessairement que l'ensemble de la communauté soit concerné par les décisions prises par les pouvoirs publics (Kurtz, 2004, p. 263-268; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-18). Dans le cas du mariage gai, il s'agit d'un agenda énoncé par quelques membres du groupe minoritaire LGBT pour répondre aux désavantages dont ils étaient les seuls à être victimes et, par le fait même, les seuls à se plaindre. De ce fait, le mariage gai ne peut pas être vecteur de liberté dans le sens traditionnel de la notion parce qu'il ne concerne pas tous les membres de la société (Ettelbrick, 2004, p. 258; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-13).

Ainsi, il est plus aisé de comprendre la revendication portant sur le mariage gai dans sa dimension individualiste. Les groupes communautaires ne constituent plus des corpus homogènes (Kurtz, 2004, p. 263-268; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-18). Il n'y a



plus de ligne de pensée univoque. Les LGBT en faveur du mariage peuvent militer pour leur cause sans que cela n'alterne leur sentiment d'appartenance à la communauté gaie et lesbienne. La pluralité de point de vue au sein d'un groupe est l'illustration du fonctionnement des sociétés modernes parmi lesquelles tous les membres ont le droit d'exprimer leurs opinions, même si ces dernières ne font pas l'unanimité (Kurtz, 2004, p. 263; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-18).

Le mariage gai est une revendication spécifique aux sociétés modernes. Elles sont marquées par la levée de nombreux tabous qui favorise la formulation de ce type de revendications. Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale ont vu émerger de nombreuses revendications relatives aux droits humains. L'un des symboles caractérisant ces sociétés est sans équivoque mai 1968. Cette période marque l'une des ruptures avec les sociétés traditionnelles telles que l'Occident les avait toujours connues. Les femmes, les communautés noires, les homosexuels et de nombreux groupes marginalisés émergent sur la scène publique pour y décrier les discriminations dont ils sont victimes et demander aux gouvernements que leurs droits et libertés soient reconnus et respectés. Les discriminations, qui faisaient bien souvent partie des mœurs, sont dénoncées et, le voile (le tabou) entourant et favorisant ces injustices, est levé<sup>43</sup>. Afin de lutter contre les discriminations, les notions de justice et de droit deviennent les porte-flambeaux dans la quête pour la reconnaissance et le respect des droits de ces marginalisés. Ces notions s'instaurent comme des "moteurs" d'équité sociale.

Nous pensons que ces quelques lignes ne mettent pas clairement en évidence l'envergure et l'impact des changements des mœurs et valeurs dans les sociétés occidentales. À notre avis, la compréhension du mariage gai est également à rechercher dans certains des changements sociaux et politiques qui sont survenus dans le monde occidental depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Nous allons dans la suite de ce chapitre, porter notre intérêt sur les changements survenus à cette époque. Nous croyons que ces derniers offriront des

---

<sup>43</sup> Lesdites injustices qui peuvent être qualifiées de discriminations n'étaient pas perçues comme telles parce qu'elles faisaient parties des mœurs. Elles étaient, de fait, communément admises et tolérées de tous.

possibilités de revendication aux minorités victimes de discrimination afin de formuler leurs revendications en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie.

## 2.2 Communautés homosexuelles, mariage et société

La revendication à propos du mariage gai repose sur une utilisation logique et rationnelle des valeurs et principes fondant la société canadienne, notamment la notion d'égalité qui est mise en exergue par la Charte canadienne des droits et libertés (Farrow, «Droits et reconnaissance» 2005, p. 99-123; Collin, 2005, p. 14). La Charte des droits et libertés a pour visée d'établir l'égalité entre tous les citoyens canadiens tout en concourant à lutter contre diverses formes de discrimination (Farrow, «Droits et reconnaissance» 2005, p. 99-123; Collin, 2005, p. 14-17). «L'invocation de la Constitution et de son principe fondamental de l'égalité de tous devant la loi» (Collin, 2005, p. 34) deviennent le socle sur lequel se basent les citoyens canadiens pour leur requête auprès des autorités (tribunaux), lorsqu'ils estiment être lésés dans leurs droits fondamentaux (définis et énoncés par la Charte). Le nerf de l'argumentation semble être que la loi actuelle fait acceptation des individus, les traite différemment, d'où la dénonciation de ce qui est vu comme une discrimination» (Collin, 2005, p. 34).

Les LGBT en faveur de la cause ont eu recours à une rhétorique basée, entre autres, sur les articles de la Charte pour démontrer le caractère discriminatoire de leur nonaccès à l'institution du mariage et l'inégalité dans le traitement de leurs couples par rapport aux couples hétérosexuels (Farrow, «Droits et reconnaissance», 2005, p. 99-123; Larocque, 2005, p. 230). La revendication sur le mariage gai est une "prouesse" rhétorique où les concepts tels qu'égalité, dignité humaine ou encore mariage sont revisités, afin de devenir des arguments pouvant expliquer la discrimination dont les couples de même sexe étaient prétendument victimes (Farrow, «Droits et reconnaissance» 2005, p. 99-105; Larocque, 2005, p. 236; Collin, 2005, p. 12).



Ainsi, dans le cadre du mariage gai, ce procédé rhétorique permet d'obtenir comme «équation : opposition au mariage homosexuel = intolérance, sectarisme. Ou : appui au mariage des couples de même sexe = ouverture d'esprit» (Larocque, 2005, p. 230-231).

Ce procédé rhétorique est celui qui est notamment utilisé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour les diverses revendications qui émergent sur la scène publique des pays occidentaux et dans d'autres pays à travers la planète (Dreyfus-Armand, 2000, p. 25-26; Marie, 2002, p. 23-24). Les concepts tels que discrimination et égalité font partie du corolaire argumentaire sur les droits humains qui sont le type de droit et reconnaissance réclamés par de nombreux groupes minoritaires à cette époque (Dreyfus-Armand, 2000, p. 25-26; Bernstein, 2002, p. 531-581). Les atrocités perpétrées durant la Seconde Guerre ont impulsé aux groupes et peuples minoritaires la nécessité de programmes et lois visant à garantir leurs droits et le respect de leur humanité, d'où la notion de droits humains qui peut être comprise comme droit à la vie ou droit de vivre en dépit des différences. Afin de ne pas recréer les conditions ayant conduit au drame, les revendications cataloguées comme étant des droits humains ont tendance à être considérées avec une attention particulière.

En effet, les sociétés occidentales, au prise avec un profond sentiment de culpabilité à l'égard des droits de l'Homme, auront tendance à donner gain de cause aux requérants de revendications énoncées comme telles relativement à leur repentir ou à leur besoin de repentir<sup>44</sup> de ces sociétés (Collin, 2005, p. 30; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-18).

Cet énoncé atteste de la dynamique de luttes entourant les changements sociaux. Il apparaît de façon évidente que de nombreux droits catégorisés comme droits humains sont issus de luttes menées par des groupes estimant être victimes de discrimination. Nous allons analyser quelques-uns d'entre eux afin de voir dans quelle mesure ils ont pu concourir à créer les conditions, afin que le mariage gai puisse être formulé comme un droit humain.

---

<sup>44</sup> Nous faisons allusion à la mémoire nationale. Les autorités dirigeantes des pays occidentaux relativement au drame de la Seconde Guerre mondiale ont depuis lors tendance à donner gain de cause aux réclamations populaires formulées sous la bannière des droits humains. Au cours de Seconde Guerre mondiale de nombreuses atrocités ont été perpétrées contre de nombreux groupes minoritaires. Suite à ces sévices, ces groupes minoritaires luttent depuis lors pour faire cesser les discriminations à leur encontre.

### 2.2.1 Procédé rhétorique, Charte des droits et libertés, et mariage gai

En principe, la possibilité d'accès des couples de même sexe au mariage n'est pas un droit fondamental. Le comité des droits de l'homme des Nations Unies a jugé qu'il ne pouvait être considéré comme tel parce que ne relevant pas des droits de la personne (Larocque, 2005, p. 278-279; Collin, 2005, p. 12). Le mariage gai ne serait donc pas un droit mais un accommodement entériné par les strates politiques : «c'est tout simplement un jugement politique» (Larocque, 2005, p. 278). Les rares pays

*ayant légalisé le mariage gai [...] l'avaient fait à la suite de décisions politiques, et non judiciaires. Autrement dit, aucun tribunal national ou international, aucune cour nationale ou internationale des droits de la personne, n'a jamais considéré le mariage entre homosexuels comme un droit fondamental* (Larocque, 2005, p. 279).

Bien que ces propos convergent dans le sens de notre analyse à propos du caractère construit du droit d'accès des LGBT à l'institution du mariage, un bémol peut être émis au jugement du Comité des droits de l'Homme des Nations Unies dans le cas du Canada. La Charte canadienne des droits et libertés énonce que la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle est répréhensible par loi via le recours aux tribunaux. La Charte établit et définit les éventuels types et formes de discrimination ainsi que les recours légaux pouvant permettre d'y mettre un terme dans ce pays. La Charte suscite et légitime que le non accès des couples de même sexe au droit au mariage soit discriminatoire.

*En effet, stricto sensu aucun individu n'est interdit de se marier. La question, c'est de déterminer avec qui. [...] Il y a des conditions nécessaires fixées par les lois pour que chacun puisse jouir de son droit à se marier, mais aucun citoyen adulte n'est exclu du droit au mariage. La force rhétorique du Manifeste consiste à glisser subrepticement de citoyen à gay comme si ces deux réalités s'identifiaient formellement. C'est bien sûr le même individu qui peut être gay et citoyen* (Collin, 2005, p. 34-35).

En s'appuyant

*sur le fait qu'être citoyen (qui en tant que tel a des droits égaux à tous les autres citoyens) pour réclamer des droits en tant que gay, c'est passer au second sens du mot reconnaissance, centré sur une identité (particulière et minoritaire) que l'on cherche à faire accepter à l'ensemble du corps social* (Collin, 2005, p.35).

Le rapatriement de la Charte des droits et libertés en pleine crise du Sida donne aux LGBT la raison de porter devant les tribunaux la revendication concernant le droit au mariage pour les couples de même sexe sous la bannière de la discrimination. Les tribunaux étant les artisans de référence devant reconnaître ou infirmer le caractère discriminatoire d'une requête s'appuyant sur la Charte, ces derniers, après plusieurs années de recours, reconnaissent le caractère inconstitutionnel de la définition traditionnelle du mariage alors en vigueur au Canada. Le procédé rhétorique qui a cours depuis quelques années en Occident gagne en conviction avec le recours à la Charte. Des possibilités politiques viennent donc s'agréger à celles offertes par le procédé rhétorique. Le mariage gai ne prend sens qu'en corrélation avec ces facteurs. Les partisans du mariage gai sont parvenus à en faire une question de droits plutôt qu'une question de morale (Larocque, 2005, p. 319; Farrow, «Droits et reconnaissance» 2005, p. 101). L'accès des couples de même sexe à l'institution du mariage n'a été possible que par la portée conférée à cette revendication. La rhétorique qui l'a soutenu aura joué un rôle non négligeable dans la prise en compte par les autorités de la nécessité de leur accorder le droit d'accès à l'institution du mariage. Ce procédé utilisé pour le plaidoyer sur le mariage gai a concouru à en faire un droit humain inaliénable. Le principe d'union existe depuis toujours, le plaidoyer a consisté à démontrer que le leur dénier était discriminatoire et contraire aux valeurs énoncées par la Charte (Farrow, «Droits et reconnaissance» 2005, p. 104; Bernstein, 2002, p. 540). Le procédé rhétorique utilisé par les partisans LGBT en faveur du mariage gai insiste sur les notions de discrimination et d'égalité. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce sont ces notions qui ont été utilisées dans les revendications de droits humains.

Nous allons maintenant analyser quelques-unes de ces revendications.

## 2.2.2 Mœurs, changements sociaux et mariage gai

Nous avons indiqué qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de nombreuses revendications relatives aux droits humains ont pullulé. Les horreurs perpétrées durant cette guerre ont aiguisé la nécessité de justice ainsi que de reconnaissance de leurs droits et de leur humanité pour de nombreux groupes minoritaires et peuples en Occident, de même qu'à travers le monde. Nous allons, dans ce qui suit, étudier plus en détail le fondement du militantisme pour les droits humains.

### 2.2.2.1 Traumatisme de la Seconde Guerre mondiale et Mai 1968 : moteurs de luttes à la fin du 20<sup>e</sup> siècle

Dans leur quête de justice, de nombreux groupes minoritaires occidentaux amorcent une levée de tabous. Les groupes parias tels que les LGBT font leur sortie du placard et réclament que leurs droits soient reconnus et respectés.

Mai 1968<sup>45</sup> sera sans aucun doute la période charnière en terme de revendications en Occident. D'un continent à l'autre (Europe de l'ouest et Amérique du Nord), des revendications d'ordre politique, sociale et culturelle pullulent (Franck, 2000, p. 15-19; Sauzay, 1989, p. 63-66). C'est durant cette vague de revendication que les mœurs occidentales furent réellement redéfinies et que les valeurs individualistes commencèrent peu à peu à émerger (Sauzay, 1989, p. 63-66; Dreyfus-Armand et Baecque, 2000, p. 19). De nombreux changements sont alors observés dont le recul du mariage et l'augmentation du nombre de divorces (Jonas, 2007, p. 17; Franck, 2000, p. 13-24; Sauzay, 1989, p. 63-66). Ces phénomènes ont été mis en lien avec la révolution des femmes qui avait cours à cette période.

---

<sup>45</sup> Mai 1968 n'est pas exclusivement la période de changement, elle symbolise la révolte de jeunes étudiants notamment contre un système de valeurs et de pensées qu'ils considèrent dorénavant désuet et réclament le respect et la reconnaissance des droits civils (Jonas, Nicolas, 2007, p. 29-31; Franck, Robert, 2000, p. 17).

Les pays occidentaux sont notamment sinon exclusivement ceux qui sont concernés par ces vagues de contestations quasi-généralisées. Pour des auteurs tels que Robert Franck, les pays de cette région « sont des pays assez riches et assez libres pour se permettre et permettre le développement de débats sur des questions aussi essentielles que la distribution des richesses produites, la légitimité des richesses qui les produisaient les rapports au savoir, au pouvoir, à la culture » (Franck, Robert, 2000, p. 17).

Ces dernières devenaient moins enclines à adhérer au mariage. Plus présentes sur le marché du travail, elles insistent plus sur leur bien-être que sur les considérations traditionnelles qui les obligeaient à être de passives femmes aux foyers et des mères modèles<sup>46</sup> (Franck, 2000, p. 13-24; Sauzay, 1989, p. 64).

La Seconde Guerre mondiale aura donné l'accès au marché du travail aux femmes. Ces dernières, ayant accédé à l'indépendance financière, ne voudront plus y renoncer à la fin de la guerre. Elles deviendront réticentes au mariage comme sécurité économique. Avant la guerre, lorsque les femmes pouvaient travailler, elles n'étaient admises que dans des emplois à petits salaires, ce qui ne permettait pas leur indépendance financière, ni même d'y songer. La Seconde Guerre mondiale conduit les femmes sur le marché du travail dans l'optique de l'effort de guerre. Durant cette période, elles percevront des salaires d'homme puisqu'occupant des fonctions qui, traditionnellement, leur étaient réservés. À la fin de la guerre, une révolution est en marche, celles des droits de la femme. En effet, «c'est la remise en question de l'union fusionnelle mais aussi de l'individualisme exacerbé qui caractérise cette période : la critique soixante-huitarde est proche et avec elle la mise en avant d'un nouveau modèle» (Sauzay, 1989, p. 65). L'autonomie acquise par les femmes au cours des décennies a un impact sur le mariage et explique certainement son recul (Franck, 2000, p. 13-24; Sauzay, 1989, p. 65).

La révolution des femmes n'explique pas à elle seule le sens des revendications relatives au mariage gai. Ce que nous tentons de mettre en lumière, c'est que ces revendications féministes portent sur la déconstruction d'un modèle traditionnel qui ne sied plus avec les préoccupations et objectifs à atteindre de nombreuses communautés des sociétés occidentales. Le mariage, qui était jusqu'à cette période bien plus qu'une simple institution unissant des conjoints mais aussi un principe organisationnel, est contesté et dénoncé par les femmes qui le présentent comme un moyen d'oppression occultant tous leurs droits et indépendance (Franck, 2000 : p13-24; Sauzay, 1989 : p66). La rhétorique sur laquelle se basent ces revendications est principalement formulée autour du concept de discrimination.

---

<sup>46</sup> Le recul du mariage, ce qui ne signifie pas qu'il y a moins de relations sentimentales. Les couples adhèrent en proportion plus grande aux unions libres (Jonas, 2007, p. 17; Sauzay, 1989, p. 63).

Comme nous l'avons énoncé précédemment, le respect des droits humains prend à partir de cette période un caractère impératif qui devient politiquement inconvenant de nier. Le mariage gai s'inscrit donc quelque peu dans cette lignée de déconstruction de l'hétéronormativité et de rédéfinition des valeurs en vigueur dans les sociétés occidentales. Révoltés contre l'étau dominant du dictat hétéronormatif, certains LGBT, à l'instar de nombreux groupes minoritaires avant eux, décident de prendre la gestion des maux les concernant en plaçant leurs revendications à propos du mariage sous la bannière du droit humain.

Le mariage gai prend, de fait, un caractère de lutte sous l'emblème du déni d'un droit humain fondamental pour certains citoyens canadiens. Certains auteurs tels que Brian Schaffner et Nenac Senic (2006, p131) ou encore Farrow, Douglas (2005 (a), p. 99-102) pensent que ce procédé utilisé par les partisans LGBT en faveur du mariage était celui le plus susceptible de permettre que leur soient accordés des droits sur la base de revendication d'ordre des droits humains que sur la base de revendication de droit d'accès à des avantages économiques :

*our findings demonstrate that LGBs not only place a higher priority on tangible concerns such as the acquisition of employee benefits, but that their political behavior is more affected by these priorities compared to concern about civil right issues (Schaffner et Senic, 2006, p. 131).*

Le recul du mariage hétérosexuel au sein des sociétés occidentales aura servi à créer des conditions d'élargir le mariage traditionnel aux couples de même sexe. Le mariage dans son sens traditionnel n'avait plus raison de se limiter exclusivement aux couples hétérosexuels parce qu'il n'a plus vraiment préséance comme modèle organisationnel, rempart de la procréation et vecteur de legs matériel. Des facteurs comme la révolution des femmes ont contribué à rendre le mariage quelque peu désuet, ce qui servira à la cause du mariage gai. L'étau prétendument contraignant et oppressif à l'égard des femmes occidentales que constituait l'institution du mariage traditionnel aura subi leurs vives critiques et contestations causant probablement son recul. Il sera de plus en plus question de l'adapter aux

préoccupations des sociétés modernes, lorsque la revendication à propos du mariage gai est formulée.

Nous venons de voir que les lendemains de la Seconde Guerre mondiale virent s'effriter de nombreux fondements des sociétés traditionnelles dont le mariage traditionnel. La "désuétude"<sup>47</sup> de cette institution contribuera à favoriser l'accès des couples de même sexe à l'institution du mariage, dans une optique de droits humains. Les revendications des sociétés modernes sont basées sur une "soif de justice" sous-tendue par la capacité rhétorique à les défendre afin d'obtenir gain de cause. Les luttes féministes et la libération des mœurs<sup>48</sup> ayant engendré le recul du mariage, la revendication pour l'accès des couples de même sexe au mariage rencontre "moins" de réticences. Nous ne prétendons pas que la revendication pour le mariage gai a été accueillie sans surprise et polémique. Nous tentons de faire comprendre que de nombreuses conditions sont réunies par des circonstances historiques pour que cette revendication ait des chances d'aboutir.

L'énoncé de ces faits historiques va nous servir à formuler, dans ce qui suit, une analyse en lien avec la revendication à propos du mariage gai.

#### 2.2.2.2 Charte des droits et libertés, fin de la guerre froide et mouvements gais et lesbiens

La quête du bonheur et le bien-vivre sont le socle des revendications et révolutions sociales qui fondent les sociétés modernes lesquelles émergent véritablement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et dont l'un des points culminants est la fin de guerre froide. A compté de cette période, les sociétés occidentales insistent sur la notion de bien-vivre (Reid

---

<sup>47</sup> La désuétude du mariage n'induit pas que le mariage n'a plus d'importance. Les contractants au mariage sont moins nombreux au fil des décennies. Le mariage n'est plus le modèle organisationnel qu'il constituait auparavant, circonscrivant la procréation ou les relations de genres

<sup>48</sup> La libération des mœurs est caractérisée par un assouplissement des normes et valeurs traditionnellement admises. Le recul du mariage ou encore l'augmentation du nombre de divorce en font partie. Les populations des pays occidentaux ne sont plus tenues de se conformer au modèle traditionnel qui les obligeait à l'union du mariage pour être socialement acceptées.

et Buckingham, 2005, p84; Jonas, 2007, p. 24-30). De nombreuses institutions internationales préconisent depuis lors aux pays membres de concourir à l'intégration de tous leurs citoyens dans les interactions intraétatiques et ce, quelle que soit la communauté (groupe minoritaire) dont ils pourraient être issus (Foxen, 2003, p20-21; OCDE, 1993, p. 16-17). Le but de cette initiative serait de maximiser le rendement du capitalisme à l'ère de l'hypercapitalisme (Foxen, 2003, p20-21; Rifkin, 2000, p. 229-235). L'intégration de toutes les composantes de la société aurait comme but de circonscrire (limiter) les revendications populaires dans les pays capitalistes pour permettre de mener à bien les intérêts économiques. Pour ce faire, les communautés sexuelles, ethniques, etc. de ces pays doivent, dans le cadre de leur revendication, dialoguer impérativement avec les instances décisionnelles. Ce sont-elles qui décident si une requête est ou non recevable (Barsk and Foxen, 2003, p. 19-42; Bernstein, 2002, p. 532-535).

Les principes occidentaux post-guerre froide viennent renforcer, au Canada, ceux de la Charte canadienne des droits et libertés. Son rapatriement en 1982 a créé de nouvelles perspectives pour les citoyens canadiens dans leurs revendications auprès des autorités. La combinaison "Charte et principes occidentaux post-guerre froide" vont donner aux groupes minoritaires tels que les LGBT l'occasion de voir les revendications concernant le respect et la reconnaissance de leurs droits prendre une nouvelle envergure. Les mouvements de libération gais et lesbiens saisisront donc les possibilités offertes par ces deux facteurs pour que les autorités donnent gain de cause à leur revendication.

Nous venons d'analyser quelques faits de l'histoire canadienne et occidentale qui ont constitué des conditions pour que la revendication sur le mariage gai puisse non seulement être formulée, mais aussi être prise en compte par les autorités canadiennes. Les transformations sociales énoncées ci-dessus sont l'œuvre de requérants au changement. L'évolution des mœurs nous apparaît postérieure aux décisions politiques, parce que le respect et la reconnaissance de leurs droits et libertés intervient après la promulgation des lois. Nous avons pu voir que dans les sociétés modernes les mœurs sont souvent le fait des lois. Ce sont elles qui fondent l'égalité entre les citoyens et le respect qu'ils se témoignent. Le modèle organisationnel des sociétés modernes semble être une application du principe de



contrat social de Rousseau. Les citoyens ont cédé tous leurs pouvoirs au politique, afin de permettre la cohésion de leur rapport au sein de la société tout en garantissant leur protection et bien-vivre. Les citoyens canadiens, issus de la communauté gaie et lesbienne se sentant lésés dans le respect de leurs droits, ont rappelé à l'État quels étaient ses devoirs envers eux. Les pays occidentaux, via le mandat de certaines institutions internationales dans le tournant post-guerre froide, ont décidé de concourir plus activement à favoriser le bien-être de leurs populations. Le bien-vivre devient affaire d'État (Collin, 2005, p. 21; Chevallier, 1992, p. 58-71). Ce dernier n'est plus uniquement en charge de réunir les conditions pour le favoriser, il doit dorénavant y concourir plus directement.

Le mariage gai serait donc l'un des flambeaux des sociétés modernes qui sont notamment marquées par de nombreuses contestations à un ordre ancien oppressant et discriminant. Afin de vérifier notre analyse, nous allons tenter de voir, dans le point qui suit, si le mariage gai peut être considéré comme un moyen de lutter contre l'hétéronormativité.

## 2.5 Le mariage gai comme moyen de déconstruction de l'hétéronormativité?

Les mouvements de libération gais et lesbiens s'attellent à ce que les membres de leurs communautés ne soient plus victimes de discriminations liées à leur orientation sexuelle. Ils estiment que la reconnaissance de leurs droits est tributaire de la déconstruction des normes hétéronormatives ou hétérosexistes sur lesquelles les sociétés occidentales sont bâties<sup>49</sup>. C'est dans cet ordre d'idées que le mariage gai a été présenté sur la scène publique.

Pour les mouvements gais et lesbiens, l'hétéronormativité serait une sorte d'homophobie d'État (Eribon, 2004, p. 12; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-18). L'homophobie d'État tente de faire perdurer les stéréotypes et la discrimination à l'égard des gais et lesbiennes. Elle est basée sur le respect des normes établies par "la gente hétérosexiste" qui tient fermement à exercer un contrôle sur l'ensemble de la société en continuant à définir et dicter

---

<sup>49</sup> Selon de nombreux mouvements de libération, certaines des normes et valeurs occidentales seraient à l'origine de discriminations à leur égard.

les normes qui y sont en vigueur (Collin, 2005, p. 82; Eribon, 2004, p. 12; Bernstein, 2002, p. 532-533). Le "dictat hétéronormatif" est basé sur de nombreux codes de pensées et valeurs qui traditionnellement passaient pour universel (collectivement admis) (Collin, 2005, p. 82; Eribon, 2004, p. 12; Bernstein, 2002, p. 532). Les luttes des mouvements de libération gais et lesbiens tentent de mettre en évidence les aspects discriminatoires de certaines normes et valeurs (Collin, 2005, p. 82; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 12-13). Dans leur optique de lutte contre l'hétéronormativité, la psychanalyse est un des piliers à "abattre". Car, pendant longtemps, elle a défini et établi la symbolique sur de nombreuses questions au sein des sociétés occidentales. L'homosexualité avait été prohibée par les études de psychanalyse qui l'avait définie et instituée comme une maladie; un fait anormal (Collin, 2005, p. 83; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 12-13; Bernstein, 2002, p. 531-581).

Ainsi, les nombreuses luttes menées par les mouvements gais et lesbiens ont pour but de lever les préjugés que la psychanalyse, notamment, a concouru à diffuser à propos de l'homosexualité. Pour certains mouvements, leurs objectifs de lutte visent, entre autre, à discréditer le bien fondé de cette science (Collin, 2005, p. 83; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 12-13). Car elle a été pendant longtemps un moyen d'action de l'hétéronormativité : «Elle serait le bras armé de la bourgeoisie hétérosexuelle. Elle cristallisait en discréditant des faits sociaux et les érigeait en comportements anormaux» (Collin, 2005, p. 86). Les normes traditionnelles sont "décristallisées" via les revendications et contestations populaires. Ces luttes populaires lorsque gagnées donnent lieu à des lois qui protègent les victimes des discriminations. Le joug de l'ordre ancien (traditionnel) est relâché (Collin, 2005, p. 92; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-18). Les luttes des mouvements LGBT ont fait passer l'homosexualité d'acte prohibé à une identité revendiquant ses droits et libertés dont l'accès au mariage (Baird, M. Robert et Stuart E. Rosenbaum, 2004, p. 190; Bernstein, 2002, p. 533 ; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-18).

Les revendications LGBT ont principalement pour but la reconnaissance des LGBT dans leur spécificité. Le mariage gai déconstruit l'institution du mariage occidental en relayant et déniaient les principes patriarcaux des sociétés occidentales qui sont à la source de nombreuses discriminations (Ettelbrick, 2004, p. 261; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-18). «La

revendication gaie tend à culpabiliser le sens commun et, par là, à le renverser» (Collin, 2005, p. 10).

*Cette revendication est certes dans la continuité de certaines logiques de fond bien antérieures à elle, logiques qui semblent légitimer au regard des exigences et des attentes sociales; principalement le sens progressiste de l'histoire et le mouvement vers l'égalisation des conditions entre les individus, ce qui va de paire avec la croyance diffuse selon laquelle les sociétés modernes vont vers plus de bonheur et de justice, chaque nouveauté étant considérée comme un progrès. Mais elle est, en fait, plus profondément en rupture totale avec les principes sociaux qui demeureraient en deçà de ces évolutions, puisqu'elle tend à détruire la manière immémoriale dont les êtres humains ont compris et vécu leur sexualité. Le mariage gay est l'instrument choisi pour mettre à bas ce que le lobby définit comme l'hétérosexisme ou l'hétéronormativité (Collin, 2005, p. 21).*

Le mariage gai serait donc une illustration du paradigme que constituent les sociétés modernes a contrario des sociétés traditionnelles.

Un paradigme constitue un changement total sinon majeur à une situation initiale ou antérieure. Le passage des sociétés traditionnelles aux sociétés modernes en constitue un. Les valeurs et principes qui prévalaient au sein des premières n'ont plus préséance dans les sociétés modernes. Ces dernières sont marquées par la contestation à l'égard des normes traditionnelles dorénavant considérées comme désuètes. Ces normes correspondaient au modèle organisationnel des sociétés traditionnelles qui, lors de leur instauration, avaient lieu d'être. Les sociétés humaines étant changeantes, leurs normes organisationnelles doivent également être plus conformes aux réalités auxquelles les nouvelles générations font face (Vetta, et Courgeau, p. 477; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 12-13). En ce sens, le mariage gai semble être un fait des sociétés modernes. Il est en phase avec des préoccupations qui sont un clivage avec celles des sociétés traditionnelles. Le mariage pendant longtemps a été l'arène de la procréation (Crews, 2004, p100; Bologne, 1997, p. 408-411). La sexualité avait pour sens officiel l'accroissement de la population. Depuis les révolutions industrielles, les comportements sexuels ne sont plus essentiellement liés à la reproduction de l'espèce humaine dans les sociétés occidentales. La sexualité comme

expression sentimentale s'est progressivement instaurée comme fait de société (Sauzay, 1984, p64; Dreyfus et Baecque, 2000, p19). Le taux de natalité est fortement en baisse dans ces sociétés. Les préoccupations des membres de ces sociétés se distinguent de celles des sociétés traditionnelles (Vetta, Attam et l Courgeau, 2003, p. 477; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-18). Le mariage gai est une redéfinition de la norme sexuelle et maritale car il ébranle le traditionnel; "le conventionnel" marital (Eribon, 2004, p. 9; Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 12-13)

Présenter ainsi, le mariage gai semble bien concourir à la lutte contre l'hétéronormativité. Il est toutefois important de rappeler que l'accès au mariage ne fait pas partie du corolaire de revendications habituelles des mouvements de libération gais et lesbiens. Il n'y a que quelques membres de cette communauté qui s'avèrent être en faveur de cette mesure. De nombreux LGBT n'y adhèrent pas et la rejettent parce qu'ils estiment qu'il s'agit d'une institution hétéronormative aliénante qui s'oppose aux principes de liberté et de choix<sup>50</sup>. Le mariage est assimilé à la contrainte et à l'analogie entre les couples donc pas d'expression libre (individuelle) (Baird, M. Robert et Stuart E. Rosenbaum, 2004, p. 190; Franck, 2000, p. 13-24). Ils estiment que l'accès au mariage pour les couples de même sexe est un renoncement à leur singularité et ce, même si les partisans du mariage gai pensent que cette adhésion à l'institution du mariage est en fait une réappropriation via la redéfinition d'une institution hétérosexuelle, afin de la rendre plus inclusive en faisant reculer la discrimination basée sur l'orientation sexuelle (Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-18; Taylor, 1997, p. 57).

Au cours de ce chapitre, nous avons mis en évidence que le mariage est une institution hétérosexuelle dans ses fondements initiaux. Les luttes des mouvements gais et lesbiens ont pour but de s'ériger contre l'ordre hétéronormatif, afin de faire reconnaître les droits des membres de la communauté gaie et lesbienne sur la base de leur spécificité.

---

<sup>50</sup> Les mouvements LGBT prônent et affirment leur spécificité face au dictat hétéronormatif. Ne pas souscrire aux principes contraignant d'assimilation et d'union formalisée symbolise et caractérise leur liberté et leur révolte contre l'oppression hétérosexiste (Marie, Dujardin et Balme, 2002, p. 11-18; Taylor, 1997, p. 57).

Cependant, depuis le début de ce mémoire, nous avons vu que le mariage gai ne pouvait vraiment être considéré comme un combat pour la reconnaissance et le respect des LGBT dans la mesure où ce ne sont pas tous les membres de cette communauté qui adhèrent à cette cause. Le mariage gai nous apparaît bien plus comme une lutte pour des intérêts économiques que comme une quête pour la reconnaissance de droits civiques.

La notion d'individualisme exclut celle d'universalité. Il n'est pas question dans cette cause que l'ensemble de la communauté se reconnaisse à travers cette revendication. La lutte pour le mariage gai, qui a permis la reconnaissance juridique des couples de même sexe et le droit au mariage égal, induit simultanément que les LGBT qui ne sont pas en couples ne font pas partie de cette reconnaissance. La reconnaissance et l'assimilation au principe du mariage crée une dynamique d'exclus dans la mesure où certains sont considérés plus aptes que d'autres à être des "privilegiés mariés".

Ce qui nous importait de faire ressortir dans ce chapitre, c'était que le mariage gai est bien plus le fruit d'un agenda de revendication formulé par certains membres de cette communauté à un moment bien précis de leur histoire. Le mariage comme expression des sentiments de conjoints de même sexe à l'égard l'un(e) de l'autre est loin d'être la première ni même la principale raison ayant impulsé la requête pour un mariage égal. Notre étude sur les origines du mariage, nous a démontré que le mariage, dans son essence, est en fait un modèle de gestion et legs économique. Le recours au mariage, par certains LGBT, comme garantie de protection juridico-légale de droits et avoirs s'inscrit donc bel et bien dans le dessein envisagé par les concepteurs de cette institution.

Ce chapitre a pu sembler être un cadre général sur la notion occidentale du mariage. Notre étude porte sur le Canada qui est un pays du monde occidental. Notre analyse ne nie pas les caractéristiques propres aux pays de cette région. De nombreuses conjonctures leur sont communes et s'y sont produites aux mêmes périodes de l'histoire. Ce sont elles que nous avons étudiées afin de faire ressortir leur influence directe ou indirecte sur l'émergence de la revendication du mariage gai dans ce pays. Le Canada, en tant que sujet de notre étude, a donc pu sembler être peu étudié. Nous tenions donc à souligner que ce chapitre ne s'éloigne

pas de notre objectif initial qui est l'analyse du mariage entre conjoints de même sexe au Canada. Nous avons estimé qu'étudier dans un cadre général la notion occidentale du mariage et diverses conjonctures communes aux pays de cette région nous servirait à mieux comprendre la revendication canadienne au sujet du mariage gai.

Après avoir analysé le mécanisme d'instrumentalisation de l'institution du mariage par certains groupes LGBT, nous allons analyser plus en détails l'influence et l'impact qu'ont pu avoir les tribunaux dans l'accession des couples de même sexe sur le droit au mariage

### Chapitre III

## LES SPÉCIFICITÉS JURIDICO-LÉGALES AYANT PERMIS LE MARIAGE GAI AU CANADA

Dans la cause portant sur le mariage gai, l'influence des tribunaux canadiens est indéniable. Après plusieurs années de tractations, la Cour Suprême du Canada déclare, au printemps 2005, inconstitutionnel le déni d'accès à l'institution du mariage aux couples de même sexe par les législateurs fédéraux<sup>1</sup> (CCDEM, «Argumentaire sur le droit au mariage», 2005, p. 2; Larocque, 2005, p. 274; Morton, F.L., 2005, p. 139). Suite à la décision des tribunaux, le Parlement canadien adopte, quelques mois plus tard, la loi C-38 légalisant le mariage gai (Egale Canada, «Canadiens et Canadiennes pour le droit égal au mariage» 2003, p. 1; Larocque, 2005, p.291).

Cette revendication constitue l'une des nombreuses causes faisant état de l'influence prise par le pouvoir judiciaire canadien au fil des dernières années. Il semble que les tribunaux de ce pays, depuis le rapatriement de la Charte canadienne des droits et libertés, aient contribué à l'émergence de l'importance du judiciaire comme instance décisionnelle influant sur les questions de droits civiques.

Nous avons vu au cours du chapitre précédent que les sévices endurés par des groupes minoritaires au cours de la Seconde Guerre mondiale avaient fait émerger au terme de ce conflit la nécessité de faire cesser les discriminations à leur encontre. Dans leurs luttes pour l'égalité et la justice sociale, la confiance à l'égard des autorités politiques, de plusieurs

---

<sup>1</sup> Sans revenir en détail sur ce propos, nous tenons à rappeler que c'est le gouvernement fédéral qui a jurisprudence, au Canada, à propos de l'institution du mariage. Ses décisions à ce propos ont, de facto, un impact sur les provinces qui étaient réticentes à accorder le mariage aux couples de même sexe.

membres de la population, s'est effritée. C'est dans cette dynamique que le judiciaire intervient dans certaines causes de l'ordre des droits civiques.

Etudiant certains des enjeux ayant entouré la légalisation du mariage gai au Canada, nous pensons que dans le cadre de notre recherche, l'émergence du judiciaire comme gestionnaire de certaines tensions sociales pourrait s'avérer être une piste explicative, nous indiquons les enjeux que cette cause constituait pour les pouvoirs décisionnels canadiens. Nous pensons, à bien des égards, que des intérêts politiques, d'un ordre que nous dévoilerons ultérieurement, concourent à élaborer une explication autre que la prétendue évolution des mœurs que nous réfutions au tout début de notre étude comme justification principale de la légalisation du mariage gai dans ce pays.

C'est dans l'optique de mettre en évidence les enjeux potentiels que représentait la reconnaissance du droit des couples de même sexe à se marier que nous souhaitons, dans le cadre de ce chapitre, analyser l'impact et l'influence du pouvoir judiciaire dans la cause du mariage gai. Depuis le début de notre étude, nous avons établi que cette revendication ne portait pas seulement sur la reconnaissance et le respect des unions gaies et lesbiennes. Il s'agissait également d'assurer et garantir que les droits acquis, privilèges sociaux et économiques, ne leur soient pas retirés. Pour y parvenir, certains LGBT en faveur de ladite cause ont eu recours au procédé rhétorique utilisé pour de nombreuses revendications dites des droits humains. Ces points, bien qu'importants, ne révèlent que la dynamique sociale de cette revendication. La dynamique politique n'a pas, selon nous, suffisamment été étudiée.

Certaines conjonctures politiques nationales et internationales ont, à notre avis, contribué à la légalisation du mariage gai au Canada. Le militantisme social n'est pas le seul déterminant ayant contribué à cette cause. Ces faits ont une importance non négligeable dans l'optique d'une approche objective du mariage gai canadien.

Nous ne portons aucun jugement sur les décisions politiques qui ont eu cours et ont permis aux défenseurs du mariage gai de saisir les possibilités que certaines conjonctures politiques auront fait naître. Nous tentons au moyen de la lecture de faits politiques



historiques de mieux appréhender le processus décisionnel qui a entouré sa légalisation au Canada.

Ce que nous allons tenter de faire tout au long de ce chapitre, c'est d'énoncer des principes théoriques et des conjonctures politiques tant nationaux qu'internationaux que nous allons mettre en corrélation avec le sujet de notre étude. Nous avons décidé de ne pas faire référence aux recours devant les tribunaux intentés par certains couples de même sexe, parce que nous estimons que ces derniers ne permettraient pas de voir à sa juste échelle la dynamique et les intérêts politiques ayant entouré le mariage gai. Le chapitre actuel se veut une étude d'aspects politiques ayant pu avoir un impact sur ladite revendication. La référence à des procès, bien que ces derniers aient lieu devant des tribunaux, aurait fait ressortir les raisons sociales et économiques invoquées par les plaignants, points que nous avons déjà évoqués au cours de cette étude. L'utilisation de la Charte a, elle aussi, déjà été invoquée; en expliquer l'utilisation par les tribunaux serait revenu à faire mention de points mentionnés dans les pages antérieures.

Dans la suite de ce chapitre<sup>52</sup>, il s'agira d'étudier de quelle manière la spécificité politico-juridique canadienne a favorisé la légalisation du mariage gai et d'analyser comment certaines conjonctures politiques et économiques internationales ont créé des conditions pour que le mariage gai puisse éclore comme un enjeu de société au Canada.

### 3.1 La gestion politique de la revendication sur le mariage gai par le palier judiciaire

Nous avons énoncé au début de notre étude que le mariage gai n'était, à ce jour, possible que dans quelques pays du monde. Ces derniers sont, pour la plupart, localisés dans le monde

---

<sup>52</sup> Nous tenons à préciser dès à présent que pour l'analyse de ce point, il sera nécessaire, au préalable, d'énoncer quelques caractéristiques politiques et juridiques tant nationales qu'internationales avant de les mettre en lien avec notre sujet d'étude.

occidental<sup>53</sup>. Les pays occidentaux se caractérisent, outre le fait d'être capitaliste<sup>54</sup> par leur régime politique démocratique. Il s'agit d'un régime politique autour duquel le Canada et de nombreux autres pays capitalistes articulent l'organisation de leurs structures étatiques. Il désigne un régime politique dont la légitimité repose sur l'acceptation (via des élections libres) des citoyens de leurs dirigeants qui ont pour mission de favoriser et garantir leurs intérêts (Troper, 2003, p. 64; Hermert, 1998, p. 77). Il est le régime politique qui concourt à la justice en faisant acceptation de tous les membres de la société sans les distinguer les uns des autres. Il offre au citoyen, sur la base du principe d'égalité, de demeurer spécifique (une entité propre), tout en faisant partie d'une collectivité. Il est le triomphe de l'égalité parce que les citoyens sont les acteurs des décisions politiques (les concernés et les électeurs) (Troper, 2003, p. 64; Busnel, Tellier, Grolleau, Zarader, 1995, p. 66). Dans ce régime politique, il n'y a pas de personnification du pouvoir parce que les dirigeants peuvent être changés, donc il n'y a pas d'appropriation du pouvoir (Troper, Michel, 2003, p. 64; Busnel Tellier, Grolleau, Zarader, 1995, p. 66). Les institutions et normes juridiques sont au service de la collectivité : pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. Elle permet une véritable justice sociale parce qu'il y a bonne gouvernance; légitimant l'action du palier politique (Troper, 2003, p. 64; Busnel, Tellier, Grolleau, Zarader, 1995, p. 66). Pour ces raisons, la démocratie est considérée comme l'illustration d'un niveau de développement avancé tant sur le plan économique qu'humain, parce que cette notion «repose sur la fiction que la majorité parlementaire représente le peuple» (Troper, 2003, p. 64). Les intérêts du peuple étant gérés et garantis par les élus de son choix, ce sont, théoriquement, ses souhaits et volontés qui transparaissent à travers les dirigeants politiques. Les décideurs politiques, à la lumière de cette définition, sont donc sensés être au service du peuple dont ils garantissent et défendent les intérêts.

---

<sup>53</sup> Certaines cultures hors du monde occidental permettent l'union entre partenaires de même sexe, mais aucune constitution et législation hors du monde occidental n'y a formellement inscrit ce fait culturel afin de le légaliser.

<sup>54</sup> Le capitalisme un système économique qui a pour logique la production de marchandises et services destinés à la vente, afin de permettre la production et l'accumulation de capital dans un cycle sans fin (Larousse, 2003, p. 175; Girre, 2001, p. 31-35).

Cependant, les nombreuses luttes menées par certains groupes au cours des dernières décennies ont créé un clivage entre la société civile<sup>55</sup> et les dirigeants politiques en Occident. Ces nombreux mécontentements ont fait émerger le judiciaire comme organe de gestion en matière de droit civil. Depuis quelques décennies, il y a un phénomène généralisé dans les sociétés occidentales : le déplacement du centre de décision vers le pouvoir judiciaire (Troper, 2003, p. 64; Jobert, 2000, p. 128). Il est, dorénavant, au cœur de nombreux règlements de litiges opposant les groupes sociaux et les autorités politiques<sup>56</sup> (Troper, 2003 : p64; Jobert, 2000, p. 128).

Ce phénomène prend une envergure assez singulière au Canada à bien des égards. Dans les textes fondateurs de la fédération, le judiciaire a formellement été établi comme pouvant intervenir et co-intervenir dans la gestion de certaines causes dans ce pays (Brodie, Ian and Morton, 2004, p. 206; Troper, 2003, p. 65-66). Il s'agissait en fait d'un moyen de superviser le fédéralisme par la Cour suprême. Le judiciaire dans le modèle fédéral sert de courroie de liaison entre le gouvernement provincial où le litige peut survenir et le transmet au gouvernement fédéral qui est l'autorité centrale (Brodie, and Morton, 2004, p. 206; Troper, 2003, p. 65-66). Telle était la visée initiale de cette norme. Depuis 1982, date à laquelle la Charte des droits et libertés est rapatriée et insérée dans la Constitution canadienne, l'intervention du judiciaire dans certaines affaires de l'État prend une connotation d'impératif et lui confère plus d'influence. Depuis lors, le judiciaire est formellement institué comme

---

<sup>55</sup> La notion de société civile est le concept contemporain désignant le peuple (Helly, Barsky, et Foxen, Patricia, 2003, p. 19-42; Perret, 2003, p.381-382). Elle fait référence à la place nouvelle que ce dernier a pris au sein de ces sociétés. Nous reviendrons plus en détails sur cet aspect dans la suite de ce chapitre.

<sup>56</sup> Le clivage, ayant éloigné certains membres de la population des autorités politiques, découle du fait que «la prolifération récente de groupes militants s'est accompagnée aussi de leur polarisation sur des objets de revendications très spécialisés. Du coup les mécanismes existants de représentation et d'agrégation des intérêts risquent de fonctionner à vide par rapport à ces nouveaux militants. Leur distance est grande vis-à-vis des partis politiques, et les partenaires sociaux qui organisent la régulation des conflits entre agents de la production sont souvent placés en porte à faux par rapport à des revendications qui émanent souvent de consommateurs et de victimes potentielles de l'activité de production» (Jobert, 2000, p. 127). C'est dans ces circonstances que les tribunaux prennent une place plus importante dans la gestion des droits civiques au sein de la société civile en faisant en sorte que «le juge ne se cantonne plus dans ces cas à la définition des implications juridiques de valeurs largement partagées, il agit comme un intellectuel organique, visant à surmonter des conflits, des crises hégémoniques que les élites politiques ont du mal à réduire» (Jobert, 2000, p. 128).

médiateur entre les dirigeants politiques et la société civile en matière de droits civiques (Brodie and Morton, 2004, p. 206-216; Kelly, 2003, p. 304).

Ainsi, au Canada, le judiciaire est formellement désigné dans les textes de lois comme instance de médiation entre les ordres supérieurs de décisions et la population. Les tribunaux sont donc une institution agissant en étroite collaboration avec les pouvoirs politiques. Au moyen de notre revue de la littérature, nous nous sommes aperçus que le judiciaire est, en principe, un organe qui participe au politique (Paye, 2000, p222; Chevallier, 1992, p61-75; Aragon, 2006, p178). Le judiciaire est un mode de gestion suppléant le politique lorsque celui-ci prend du recul. Le judiciaire caractérise et constitue un outil de gestion de crise étatique (Paye, 2000, p222; Chevallier, 1992, p61-62; Aragon, 2006, p178). Il peut sembler supplanter le palier politique dans ces temps de crises sociales parce qu'il a une envergure décisionnelle, donc de pouvoir, laissant penser qu'il outrepassé son champ de compétence. Il remplit en fait l'une de ses fonctions initiales qui est de soutenir le politique en temps de crise de l'État. Le juridique est à considérer

*d'avantage sous l'angle d'une modalité symbolique de l'action politique, grosse d'une certaine représentation de la société et son agencement, plutôt que sous l'angle ordinaire d'une modalité concrète de régulation sociale (comme une "ressource politique objectivée") servant un objectif d'ajustement des relations sociales actuelles, par l'enchaînement escompté de conséquences pratiques tant au social qu'au plan de l'organisation étatique (Paye, 2000, p. 222).*

Il s'avère un «participant du politique : le droit est saisi comme modalité de l'action politique, comprise comme une lutte visant à la conservation ou à la transformation de l'ordre social» (Paye, 2000, p. 222). Il prend le relais des instances décisionnelles classiques durant les périodes de crise des valeurs. Ce qui est en fait une forme de "pouvoir substitut" et non un pouvoir différent. Ces différentes instances décisionnelles agissent en fait de concert parce qu'elles sont interdépendantes :

*l'indépendance absolue des pouvoirs n'existe pas, ou aboutit à la paralysie. S'il est cantonné à l'application de la loi, le juge ne peut à l'évidence pas jouer un rôle de contre-pouvoir, et, réciproquement, pour arrêter les autres pouvoirs il doit jouir d'une certaine autonomie politique [...] Dans tous les États qui connaissent la séparation des pouvoirs, chaque pouvoir légifère, administre et juge (Garapon, 2006, p. 178).*

Le judiciaire est donc une instance qui co-agit avec les pouvoirs politiques. Il semble qu'il soit une sorte de relais rétablissant le dialogue et l'équilibre entre les ordres décisionnels et les populations. Ce qui lui confère crédibilité et légitimité, c'est qu'il s'appuie sur des normes positives. Elles sont acceptées et respectées par l'ensemble des membres de la population parce qu'elles sont issues d'un processus d'adoption hypothétiquement objectif.

Nous venons de définir et expliquer plus en détail l'implication des tribunaux dans des causes telles que le mariage gai au Canada. Relativement à cette cause, il semble que les pouvoirs politiques aient eu recours à ce procédé afin que les tribunaux règlent le litige. Nous avons énoncé, lors de l'historique sur l'homosexualité au Canada, que les LGBT en faveur du mariage gai formulent cette revendication seulement lorsque survint la crise du SIDA. De nombreux membres de cette communauté sont décédés prématurément. Leurs conjoints se retrouvaient subitement sans droit juridique sur les actifs financiers du couple. Afin de remédier à ce préjudice, ils conduiront leurs mécontentements sur la scène publique. La crise du SIDA coïncide avec une période de crise politique au Canada. La Charte est rapatriée afin de rappeler, entre autres, aux législateurs et politiciens, les normes et valeurs canadiennes et leur donner une dimension, une envergure d'impératif (Brodie, Ian and F.L Morton, 2004, p. 206-215; James B. Kelly, 2003, p. 301). La Charte définit une place de décideurs aux tribunaux. Ces derniers selon le mandat qu'elle leur assigne, les "sacre" organe étatique en charge de régler les litiges opposant les citoyens et les dirigeants.

Au sein de ces sociétés modernes, les tribunaux semblent être les mieux placés et les plus habilités à prendre des décisions sur les enjeux sociaux. Ces dernières deviennent des directives, voire des impératifs que les pouvoirs politiques n'ont plus qu'à suivre, ce qui désengorgent l'étau de contestations dans ces sociétés, puisque les contestataires sont entendus et il arrive qu'ils aient gain de cause. L'équilibre politique est alors recouvré. Cet

équilibre ou stabilité des institutions étatiques est devenu une des caractéristiques concourant à la prospérité des États. Pour y parvenir, il est requis, depuis quelques années, une stabilité constante des institutions<sup>57</sup> (Helly, Barsky, et Foxen, 2003, p. 19-21; Banque Mondiale, 1997, p. 13-16).

Avant d'analyser de quelle manière le judiciaire permet de restaurer la cohésion sociale au niveau national, nous allons étudier de plus près, l'influence que l'introduction de la Charte a conférée à ce pouvoir décisionnel. Nous pensons que l'introduction de la Charte dans le système politique canadien fait partie d'une démarche devant répondre à des préoccupations économiques d'envergure internationale. C'est pour cette raison que nous préférons discourir sur la dimension décisionnelle qu'elle a conférée aux tribunaux pour ensuite en énoncer la dimension internationale.

### 3.2 L'impulsion décisionnelle donnée par la Charte aux tribunaux

Nous venons d'énoncer que la Charte a considérablement contribué à changer la gestion des conflits entre autorités et population en plaçant le pouvoir judiciaire comme médiateur. Nous avons évoqué, au cours des chapitres précédents, le rôle déterminant que la Charte a joué quant à la légalisation du mariage gai. Nous y avons mis en exergue que les défenseurs de ladite cause l'avaient utilisée comme support juridico-légal parce qu'elle énonce les principes d'égalité et de justice en vigueur dans ladite société. La Charte prohibe divers types de discrimination dont celle relative à l'orientation sexuelle et institue que tout citoyen se sentant lésé dans ses droits et libertés peut recourir aux tribunaux, afin que ces derniers remédient au préjudice comme le prévoit la Constitution. C'est notamment cette norme qui place le judiciaire comme instance décisionnelle en cas de préjudice dénoncé par les citoyens canadiens.

---

<sup>57</sup> Nous reviendrons plus en détails sur ce point lorsque nous étudierons dans les pages qui suivent "L'État, le judiciaire, l'équilibre politique et le mariage gai".

Le judiciaire s'érige comme pouvoir décisionnel dans la mesure où la Charte l'érige comme tel (Woehrling, 2006, p. 252; De Coste, 2005, p. 135-137). L'influence acquise par les tribunaux leur permet d'attester ou d'infirmer la rationalité des requêtes basées sur les principes et normes établies par la Charte. Les tribunaux ayant vocation et mission initiales de rendre des sentences. Les décisions qu'ils émettent relativement aux requêtes d'ordre des droits civiques ont un caractère impératif auquel les pouvoirs politiques doivent être conformes aux normes constitutionnelles<sup>58</sup> (Woehrling, 2006, p. 252; De Coste, 2005, p. 135-137).

Depuis l'insertion de la Charte dans la Constitution canadienne, les tribunaux en l'utilisant comme support de référence des droits et libertés ont donné gain de cause à de nombreux groupes minoritaires. Dans le cas des mouvements LGBT, nombre de droits et libertés qui leur ont été reconnus, sont notamment l'œuvre de tribunaux plutôt que celle des seuls décideurs politiques (Brodie, Ian and F.L Morton, 2004, p. 216; Paye, Olivier, 2000, p. 222).

L'influence des tribunaux réside dans le fait qu'ils constituent une instance décisionnelle. L'exécutif et le législatif sont des pouvoirs agissants.

*Le pouvoir est ce qui peut et l'autorité ce qui autorise. L'un prend l'initiative et réalise l'action, l'autre la censure ou la valide. Le pouvoir est liberté d'entreprendre, l'autorité contrainte procédurale, l'un est pouvoir, l'autre contre pouvoir (Garapon, 2006, p180).*

Le judiciaire serait le l'autorité conférant légitimité et légalité aux actions des pouvoirs exécutif et législatif.

*Le pouvoir assume la division, l'autorité protège le consensus. Le consensus devient, en effet, souvent introuvable dans les démocraties majoritaires où pouvoir politique et incarnation de l'État sont réunis dans les mêmes personnes. Plus le politique sera dévoré par les stratégies à court terme et la communication, plus on cherchera un arbitre désintéressé (Garapon, 2006, p. 181).*

---

<sup>58</sup> Ces normes ont un caractère impératif parce qu'elles ont une envergure de normes fondamentales du pays.

Le judiciaire nous apparaît être le moyen de dialogue entre la société et le pouvoir. Il est l'instance qui sert de socle médiation. «L'autorité se présente comme une réponse commune à deux difficultés distinctes de la démocratie, à savoir l'épuisement de l'exécutif et la disparition de la tradition» (Garapon, 2006, p. 182). Nous avons étudié, au cours des précédents chapitres, que les luttes menées, pour la reconnaissance et le respect des droits civiques de nombreux groupes minoritaires, découlent de la volonté de ces derniers de mettre un terme à un ordre de valeurs et principes jugés désuets et discriminatoires. Les pouvoirs politiques, censés être les protecteurs des droits et intérêts des populations qu'ils régissent, sont devenus les adversaires de ces dernières; annihilant leur confiance à l'égard du pouvoir (entendu ici comme étant le législatif et l'exécutif). Le judiciaire "intrônisé" par la Charte s'est donc érigé comme le pouvoir décisionnel adéquat dans la gestion des litiges opposant le pouvoir politique aux populations. C'est en vue de rétablir le consensus entre le pouvoir et le peuple que le judiciaire s'est érigé comme l'institution étatique requise afin de gérer les litiges les opposant.

Simultanément, la Charte met un terme à l'exclusivité décisionnelle des institutions politiques, le socle de référence commun facilitant le dialogue entre le pouvoir et le peuple. Elle favorise une meilleure compréhension des requêtes soumises par les requérants-citoyens auprès décideurs politiques (Kelly, 2003, p. 304; Woehrling, 2006, p. 262-265). En établissant une "rubrique référentielle nationale", le dialogue entre les parties belligérantes est plus fluide. Leurs discours et argumentaires s'appuient sur des normes (lois) et valeurs communes. Le consensus est plus aisé à établir puisque le dialogue est censé être moins conflictuel (Kelly, 2003, p. 304; Woehrling, 2006, p. 262-265). Avec l'émergence du judiciaire comme garant des normes et valeurs nationales, de nombreuses revendications et contestations formulées par des groupes minoritaires vont aboutir à des victoires juridiques, entraînant la modification de nombreuses lois et fondements canadiens qui sont alors apparus inconstitutionnels au regard de la Charte (Brodie and Morton, 2004, p. 200; Kelly, 2003, p. 312).



La nécessité de concourir à plus d'équité sociale au sein des sociétés occidentales fait partie de préoccupations politiques d'envergure autre que les "intérêts primaires"<sup>59</sup> des citoyens. Nous allons dans ce qui suit étudier l'enjeu politique qui s'articule à travers l'émergence du judiciaire comme gestionnaire des conflits opposant les dirigeants et les communautés dont ils ont la charge.

### 3.3 L'État canadien, le judiciaire, impératif d'équilibre politique et le mariage gai

La revendication sur le mariage gai prend l'envergure d'un enjeu de société notamment dans les années 1990 qui est la période post-guerre froide. Ce fait est important parce que c'est durant cette période que les pays occidentaux, par l'entremise d'institutions internationales telles que le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM) et l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), préconisent de nouvelles caractéristiques de développement pour les Etats membres (Helly, Barsky et Foxen, 2003, p. 19-42; International Monetary Fund, 1997, p. v-14; Banque Mondiale, 1997, p. 1-17). Ces principes sont énoncés à une époque où de nombreuses contestations pullulent sur les scènes publiques occidentales. Il va de soi que ces contestations ne sont pas aussi virulentes que celles qui émergèrent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, mais elles amplifient le sentiment de désuétude de l'État; ce qui crée une conjoncture de déséquilibre politique au sein de l'État (Helly, Barsky et Foxen, 2003, p. 19-21; Banque Mondiale, 1997, p. 13-16). L'équilibre politique est important dans les sociétés modernes capitalistes en ce qu'il réduit les risques d'instabilité de l'activité économique (Helly, Barsky et Foxen, Patricia, 2003, p. 19-21; Banque Mondiale, 1997, p. 13-16). Nous pouvons à ce titre prétendre que l'action politique du judiciaire a pour visée la restauration de la cohésion sociale, qui permet l'équilibre politique au sein de l'entité étatique.

---

<sup>59</sup> Par "intérêts primaires", nous faisons référence à des préoccupations individuelles comme leur bien-être. Nous verrons au cours des pages à venir que l'État est soumis à des impératifs de dimension internationale, relayant, en arrière plan, dans certaines circonstances, les préoccupations du peuple.

Avant la guerre froide, dans les pays occidentaux, il n'était pas impératif de mettre un terme aux contestations sociales parce que le risque d'instabilité pour le capitalisme était le communisme<sup>60</sup>. Suite à la victoire du capitalisme, des objectifs à atteindre pour les États sont énoncés, dont l'insertion au sein des économies nationales de tous les membres de la population; entraînant la redéfinition de l'importance sociale de nombreux groupes minoritaires et parias au sein de ces sociétés. Ces derniers constituent dans le contexte post-guerre froide une manne devant participer à l'hypercapitalisme<sup>61</sup> (Rifkin, 2000, p. 243; Banque Mondiale, 1997, p. 13-16). Afin de favoriser l'insertion de tous les membres de la population dans le processus de développement durable, il est nécessaire de rétablir l'équilibre politique qui est tributaire de la cohésion sociale, c'est-à-dire des rapports entre les pouvoirs politiques et la population. Pour ce faire, il importe que "justice soit rendue" plus souvent en faveur des groupes à tendance contestataire (Rifkin, 2000, p. 243; Banque Mondiale, 1997, p. 13-16). Ce qui devrait avoir un effet d'entraînement, la cohésion sociale de nouveau sera recouvrée, ce qui permettra de rétablir l'équilibre politique qui redynamisera les intérêts économiques.

Pour impulser cette dynamique, des changements doivent être opérés et il revient aux sphères politiques d'y procéder, parce que c'est le rôle de l'État de définir et d'établir les normes en vigueur dans la société (Brodie and Morton, 2004, p. 201; Kelly, 2003, p. 312). Dans la mesure où il ne parvient pas à venir à bout des mécontentements populaires, c'est le judiciaire qui prendra le relais dans la gestion des contestations sociales. Comme nous l'avons signifié précédemment, depuis l'émergence du judiciaire comme "pouvoir décisionnel substitut", c'est surtout par l'entremise des tribunaux que de nombreux droits et

---

<sup>60</sup> La crédibilité des économies nationales et «l'impératif de stabilité politique qui est déduit de ces analyses ne sont pas nouveau et pendant longtemps les investisseurs internationaux n'ont pas fait du règne de la loi pour tous une exigence première ; faute de quoi on comprendrait mal les "miracles" chiliens, chinois ou indonésiens. Mais la confiance dans les capacités institutionnelles des régimes autoritaires s'est érodée et désormais la consolidation du judiciaire, la construction d'une bureaucratie fondée sur le mérite et appliquant une règle générale, sont regardées comme des conditions primordiales de la croissance et du développement» (Jobert, 2000, p. 129).

<sup>61</sup> Les sociétés parvenues à l'hypercapitalisme sont dites postmodernes. «La postmodernité correspond à une nouvelle époque du capitalisme qui repose sur la transformation en marchandises-temps, de la culture et de l'expérience, tandis que la modernité était liée à une phase antérieure reposant sur la marchandisation de la terre et des ressources naturelles, l'extension du salariat, la production industrielle de biens matériels et la fourniture de services de base» (Rifkin, 2000, p. 243). Il s'agit d'un monde au sein duquel chacun a un rôle à jouer dans l'activité économique, même à titre ponctuel.

libertés ont été accordés à des groupes minoritaires tels que les LGBT (Brodie and Morton, 2004, p. 201; James B. Kelly, 2003, p. 312).

Cet énoncé nous rappelle que le politique est d'abord et avant tout le lieu d'organisation de la société (Paye, 2000 : p233; Gagnon, 2004 : p73). Ce n'est généralement que son caractère contraignant qui demeure dans l'imaginaire collectif (Gagnon, 2004 : p73). L'État<sup>62</sup> est «le lieu de la direction légitime de la société» (Paye, 2000 : p233). Il a pour mission de définir les grandes lignes d'orientation de la société et c'est à lui que revient de garantir la sécurité de ses membres. Ayant le monopole de la violence, il est de facto l'acteur désigné afin de garantir la protection de la collectivité dont il a la charge (Paye, 2000 : p233; Gagnon, 2004 : p73).

En effet, selon

*la tradition réaliste, l'objectif principal de l'État serait la survie de la collectivité qu'il représente. La menace d'une invasion ou de l'usage de la force par un autre État contraint tout État à privilégier la question de la puissance et de la sécurité. La quête de la sécurité subordonne ainsi toutes considérations sociales à son impératif. Elle implique, selon les réalistes, que l'État suive une rationalité purement instrumentale afin d'assurer sa défense : étant donné les risques pour sa survie, il doit prendre des décisions sur un mode froidement calculateur libre de toute considération sociale. Seule la maximisation de la puissance constitue un objectif viable (Gagnon, 2004 : p73).*

Il est nécessaire que la légitimité et l'influence de l'État soient maintenues. La nécessité de pérennité du fait étatique nous permet de mieux comprendre les impératifs de stabilité politique au sein des États. Il nous semble à la lumière de cette définition que, pour les ordres politiques canadiens, la revendication au sujet du mariage gai fasse partie d'un amalgame de revendications à circonscrire, afin de restaurer un certain équilibre politique (Woehrling, 2006, p. 262-265; De Coste, 2005, p. 131-137). Nous ne prétendons pas que le but du

---

<sup>62</sup> Entendu dans le sens d'ensemble des institutions politiques et judiciaires, il est l'acteur central au sein de la structure sociale. Pour notre étude, nous allons nous cantonner à la définition de l'État énoncée par les réalistes et néoréalistes. Nous avons estimé que c'est leur définition du concept d'État qui sied le mieux avec notre analyse du mariage gai canadien.

processus de juridicisation et de juridiciarisation du politique soit de mettre un terme aux revendications populaires. Ce procédé vise à calmer les tensions sociales en rétablissant la cohésion au sein de la société de façon légale et légitime par l'entremise du judiciaire, qui est un organe étatique possédant les caractéristiques requises pour le faire (Woehrling, 2006, p. 262-265; De Coste, 2005, p. 131-137). Alléger de certaines obligations au niveau national, l'État peut de façon crédible continuer à défendre et garantir l'intérêt national au sein du système international.

La crédibilité de l'État sur la scène internationale est importante car l'État est «un acteur cohérent et unifié qui agit dans un système cohérent et unifié» (Loiseau, 2004, p. 186). D'où l'impératif de l'impératif de stabilité afin de préserver sa crédibilité dans les interactions qu'il doit entretenir avec les autres acteurs étatiques. Ceci ne signifie pas que l'État risque, lors de ses crises, d'être démantelé. Ce sont les principes de l'État démocratique qui sont en jeu (Troper, 2003, p. 64; Hermert, 1998, p. 77). L'État, en principe, est dédié à garantir les intérêts du peuple. Il est dédié au bien-être du peuple (Troper, 2003, p. 64; Hermert, 1998, p. 77). En plaçant ses actions sous la bannière des intérêts du peuple, il légitime ses agissements sur la scène internationale (Gagnon, 2004, p. 73; Troper, 2003, p. 64; Hermert, 1998, p. 77). Les revendications et contestations multiples discréditent la légitimité du principe démocratique et quelque peu, sa présence sur la scène internationale. L'État est censé y être pour concourir à l'intérêt national qui doit profiter à l'ensemble des membres de la nation.

De ce fait, il devrait y avoir cohésion entre les actions politiques et les souhaits de la population. Les nombreuses contestations et revendications décriées par de nombreux membres de la population ne participent pas à attester ce principe démocratique; discréditant le bien fondé des actions de l'État au sein du système international.

Dans le contexte post-guerre froide, des normes capitalistes énoncent que pour attester la légitimité et la crédibilité des actions de l'État au sein du système international, le consensus national doit prévaloir (Helly, Barsky et Foxen, 2003, p. 22-25; International Monetary Fund, Publication Services, 1997, p. 1). Dans le contexte post-guerre froide, pour les pays capitalistes occidentaux, ces nouvelles normes édictées par les institutions internationales

préconisent aux pays développés de canaliser les conflits internes qui opposent leurs strates politiques et les différents groupes sociaux contestataires (Helly; Barsky et Foxen, 2003, p. 22-25; International Monetary Fund, Publication Services, 1997, p. 1). L'État canadien s'y conforme dans l'optique que l'État d'accroître sa puissance<sup>63</sup> (Loiseau, Hugo, 2004, p. 185; Evans, G. et J. 1990, p. 340). La puissance est nécessaire «dans le sens où les unités politiques évoluent dans un environnement international anarchique à l'intérieur duquel elles doivent survivre et prospérer» (Loiseau, 2004, p. 185). L'acquisition et l'accumulation de puissance sont obtenues au moyen de la politique internationale (Loiseau, 2004, p. 185; Evans, 1990, p. 340). Ceci explique que l'entité politique que représente l'État canadien circonscrit les tensions sociales de niveau national pour ne pas disperser son influence et sa crédibilité par des causes disparates.

Pour que l'État puisse acquérir et accumuler de la puissance, il existe essentiellement deux moyens : l'armement et l'économie (Dufour, 2004, p. 190; Morgenthau, 1960, p. 28-29; Aron, Raymond, 1984, p. 79). Dans le contexte post-Guerre Froide, ce sont notamment les États capitalistes qui demeurent les principales puissances sur la scène internationale. La course à l'armement n'a alors plus vraiment lieu d'être puisque le principal adversaire, le communisme, a été vaincu. En plus, les séquelles de la Deuxième Guerre mondiale sont encore présentes dans le monde occidental. L'économie s'érige alors comme le principal moyen d'acquisition et d'accumulation de la puissance.

L'émergence du droit et du judiciaire dans les sociétés modernes, comme intervenant dans le processus et le mécanisme de gestion des dissensions opposant les dirigeants et les populations, serait donc à percevoir dans une optique de développement économique (Jobert, 2000, p. 125; International Monetary Fund, 1997, p. 1). Notre énoncé sur la fonction du judiciaire dans les États démocratiques occidentaux nous a appris qu'il constitue un pouvoir décisionnel qui co-agit avec les sphères politiques. Pendant que le judiciaire restaure l'équilibre politique en gérant les tensions et les mécontentements au niveau national, l'équilibre politique est recouvré, ce qui est bénéfique à l'activité économique. Le marché

---

<sup>63</sup> Selon Raymond Aron, elle serait «la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités», (Aron, 1984 : p58).

nous paraît être «à la fois comme le moyen et le but» de la décentralisation des actions de l'État (Jobert, 2000 : p129).

Nous déduisons, à la lumière de l'analyse du rôle politique du judiciaire, que pour les pouvoirs politiques canadiens, la revendication à propos du mariage gai n'est pas un enjeu singulier. Il semble que ce qui importait et importe encore c'est l'équilibre politique parce que depuis la fin de la guerre froide, il légitime ses actions internationales. C'est donc une dynamique transnationale qui exhorte les pouvoirs décisionnels à gérer et régler les revendications émises par les membres de la population; impulsant le respect et la reconnaissance des droits des membres de la population comme un impératif à atteindre.

Afin de mieux appréhender cet état de fait, nous allons analyser plus en détail cet aspect de politique internationale qui aura eu un impact sur la question du mariage gai au Canada.

### 3.4 Réforme du rôle de l'État, principe de bonne gouvernance et mariage gai

L'État est, comme nous l'avons énoncé, censé concourir à l'intérêt national. Il ne doit pas y avoir inadéquation entre ses politiques et l'avis populaire qui délégitime et/ou légitime ses actions. Pour rétablir le consensus social, de nombreuses institutions internationales telles que l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale énoncent les nouveaux objectifs à atteindre pour les gouvernements<sup>64</sup> (International Monetary Fund, 1997, p. v-1; Banque Mondiale, 1997, p. 5; Helly, Barsky et Foxen, 2003, p. 19-42).

---

<sup>64</sup> Le déséquilibre politique au sein des États est à résorber, afin de revenir à un climat favorable aux investissements du secteur privé et de développement durable ou continu permettant les retombées profitant à l'ensemble de la collectivité.

Nous n'énumérerons pas toutes les recommandations énoncées par ces institutions internationales. Nous avons décidé de concentrer notre attention sur le principe de bonne gouvernance<sup>65</sup>. Les institutions internationales qui la promeuvent l'érigent

*comme une des conditions pour un développement durable. Le bon gouvernement qu'elles dessinent n'est pas la réplique de l'État interventionniste qu'elles continuent à critiquer comme créateur de rentes et de rigidités indues. L'État qu'elles appellent de leurs vœux est un État de droit, capable de maintenir l'ordre, de protéger la propriété, et d'assurer une prévisibilité dans l'application de ses règles et de ses politiques. Ainsi une enquête menée auprès d'un grand nombre de firmes, par la banque mondiale, montre que la crédibilité d'un pays et donc les choix d'investissement sont liés à la capacité de l'État à réduire les sources d'incertitudes dans sa relation d'entrepreneurs (Jobert, 2000 : p129).*

Nous pensons qu'en faisant disparaître de la scène publique nationale les contestations populaires, les autorités canadiennes ont réduit le risque d'incertitudes économiques. La réduction d'incertitudes économiques est importante en ce qu'elle concourt à l'acquisition et l'accumulation de la puissance de l'État qui, par ce fait même, devient plus prospère en utilisant l'entremise de l'économie<sup>66</sup>.

En effet, notre analyse nous amène à penser que le principe de bonne gouvernance permet la réforme de l'État sans trop de heurt<sup>67</sup>. La décentralisation des actions de l'État semble

---

<sup>65</sup> La bonne gouvernance qu'elles préconisent concerne tous les États, quelque soit leur stade de développement. Sa mise en place est tributaire de la réforme de l'État. Il est à noter que les réformes préconisées ne sont pas du même ordre. Les pays développés ont connu des crises au sein de leurs institutions politiques qu'ils sont parvenus à régler voilà plusieurs années. Aujourd'hui, ce même type de problèmes affecte les institutions politiques de nombreux pays du tiers-monde qui, en outre, doivent résorber des problèmes de corruption et de gestion de deniers publics (Banque Mondiale, 1997, p. 1-17; International Monetary Fund, 1997, p. iv-13). De ce fait, dans le cadre de notre analyse, nous allons notamment nous intéresser aux recommandations concernant les pays développés, parce que c'est à ce groupe que le Canada appartient.

<sup>66</sup> L'économie nationale des États bénéficiera d'un regain de dynamisme parce que des conditions nouvelles plus efficaces pour y parvenir auront été mises en place, voire créées.

<sup>67</sup> Le but visé est de rendre l'État plus à même de répondre aux attentes de la collectivité dont il a la charge. «La capacité est l'aptitude à comprendre et promouvoir efficacement des actions d'intérêts collectifs» (Banque Mondiale, 1997, p. 3) en vue de rendre l'État plus efficace, c'est-à-dire à même d'utiliser le résultat de cette capacité afin de répondre à la demande de biens collectifs» (Banque Mondiale, 1997, p. 3). Pour rendre ces choses possibles et réalisables dans un premier temps, il serait plus aisé que l'État se départisse de certaines responsabilités afin «de mieux cibler et circonscrire à l'essentiel» (Banque Mondiale, 1997, p. 3). Grosso modo, il s'agit de réformer l'État pour parvenir à la décentralisation de ses actions. D'autres organes

opportune. Les nouvelles normes qui y sont agrégées font partie d'un ensemble cohérent profitant notamment aux populations. Dans la réforme de l'État proposée par les institutions internationales, il est préconisé, selon le principe de bonne gouvernance, de faire participer l'ensemble de la société à l'économie nationale, afin de restaurer la cohésion sociale en réduisant la pauvreté et les inégalités (Helly, Barsky et Foxen, 2003, p. 22-25; International Monetary Fund, 1997, p. v-1; Banque Mondiale, 1997, p. 13-16). Selon ces institutions, les tensions sociales seraient causées par l'exclusion de certains membres de la société. Cela les plongerait dans la pauvreté et ferait élever le taux de criminalité et de violence (Helly, Barsky et Foxen, Patricia, 2003, p. 22-25). Ces institutions internationales prétendent avoir recours au marché en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens et, ainsi, résorber les tensions sociales qui conduisent aux litiges opposant les dirigeants politiques et ses parias. L'analyse du principe de bonne gouvernance nous amène à penser que l'insertion de tous les membres de la population dans l'activité économique nationale préconisée par ces institutions internationales vise essentiellement les groupes minoritaires. Ce sont ces derniers qui, essentiellement, rencontrent des difficultés d'accès à des droits et services dans les pays développés. Ils manifestent donc plus souvent leurs mécontentements et insatisfactions afin que les pouvoirs publics remédient à leurs désavantages. Dans l'ère post-guerre froide, ils constituent l'éventuelle source de déséquilibre politique parce que leurs revendications, jamais ou peu assouvies, risqueraient de discréditer les actions de l'État en contrevenant à la notion de démocratie, qui prétend que le politique est au service du peuple. Leur insertion dans le mécanisme de gestion des tensions sociales fait quelque peu disparaître leur présence de la scène publique en tant que contestataires en les imbriquant comme participants à l'action politique (Woehrling, 2006, p. 264-266; De Coste, 2005, p. 135-136). Cette participation populaire des membres de la population au processus décisionnel sur leur destinée rétablit les relations entre l'État et les citoyens mécontents. Ce procédé les mettant en étroite collaboration rétablit, du moins en apparence, la cohésion sociale, ce qui ramène la crédibilité de l'État. La visée de la réforme de l'État, selon le principe de bonne gouvernance, est de résorber les tensions sociales parce qu'elles « entament gravement la crédibilité de

---

institutionnels pourraient prendre le relais afin de rendre le mécanisme de gestion social plus efficace/efficace. Car il serait alors possible de prendre à cœur les requêtes des citoyens via leur participation plus formelle dans le processus démocratique (Banque Mondiale, 1997, p. 3; Helly, Barsky et Foxen, 2003, p. 25-30).



l'État et, loin de promouvoir la croissance du marché, elles entravent le développement» (Banque Mondiale, 1997, p. 5; International Monetary Fund, 1997, p. 1). Il semble que l'économie soit une fois de plus au cœur des préoccupations et des réformes des institutions étatiques dans les démocraties occidentales. La réforme de l'État a pour visée d'optimiser son efficacité pour qu'il puisse répondre aux exigences de stabilité de l'économie, en trouvant les voies et moyens d'une meilleure organisation sociale, celle en date étant la participation populaire (Banque Mondiale, 1997, p. 5; Helly, Barsky et Foxen, 2003, p. 25-30).

De manière à ce que cette intégration permette de restaurer et maintenir l'équilibre politique, la participation populaire doit être structurée afin de permettre une meilleure interaction entre les dirigeants politiques et les membres de la population. Pour ce faire, il est suggéré que la participation populaire s'articule selon la constitution de groupes dont les membres auraient des intérêts et préoccupations en commun : organisation non gouvernementale (ONG), groupes associatifs, syndicats etc (Helly, Barsky et Foxen, 2003, p. 21-25; Banque Mondiale, 1997, p. 11). Ils sont des sortes d'agents de médiation ou défenseurs spécialisés au près des autorités de leurs revendications et ce, au nom de l'ensemble des membres de leur communauté (Helly, Barsky et Foxen, 2003, p. 21-25; Banque Mondiale, 1997, p. 11). De la sorte, ils pourront mieux représenter leurs propres intérêts puisqu'ils sont directement concernés (Helly, Barsky et Foxen, 2003, p. 21-25; Banque Mondiale, 1997, p. 11). Ils sont dans ces rapport société civile versus État des spécialistes des maux contre lesquels ils militent (Helly, Barsky et Foxen, 2003, p. 21-25; Banque Mondiale, 1997, p. 11).

La lutte pour le mariage gai illustre assez bien cet état de fait. Notre étude nous a permis de constater que ce sont notamment des membres de la communauté LGBT, par l'entremise de leurs mouvements de défense de droits civiques, qui ont milité en faveur du mariage gai tant auprès des tribunaux que des pouvoirs politiques. Egale Canada et l'ANFD, qui sont les groupes LGBT dont nous avons analysé les arguments de défense à propos de ladite cause, ils ont agi de façon structurée suivant une certaine procédure assez proche des principes post-guerre froide que nous analysons présentement. Nous avons également mis cette donne en évidence lorsque nous avons établi qu'Egale Canada et l'ANFD ont fait partie des porte-

paroles de la cause portant sur le mariage gai auprès des autorités canadiennes. Ils ont défendu cette revendication au nom de l'ensemble des membres de leur communauté et les retombées profitent à tous les couples de même sexe qui ont désormais le droit de se marier. Il est arrivé que des citoyens à titre personnel aient porté leurs requêtes devant les tribunaux, afin d'obtenir le droit de s'unir, mais le plus gros de la lutte s'est fait par au moyen de structures organisées militant pour la cause.

Notre analyse des normes capitalistes post-guerre froide nous permet de comprendre que les membres de la société, dans les pays développés dont le Canada, agissent désormais selon des mécanismes plus en phase avec le fonctionnement de l'État (Loiseau, 2004, p. 185; Helly, Barsky et Foxen, 2003, p. 22-25; Banque Mondiale, 1997, p.13-16). Ce dernier, ayant des impératifs de puissance et de sécurité à garantir et à accumuler, met en place les conditions afin de faire concorder ses actions au niveau national et international, c'est-à-dire qu'il se doit de légitimer ses actions au niveau international par l'approbation du peuple. Dans l'ère post-guerre froide, ce n'est plus uniquement le scrutin qui détermine l'avis du peuple (Troper, «La démocratie comme État de droit» 2003, p. 56-57; Banque Mondiale, 1997, p. 13-16). Désormais, des caractéristiques basées sur le niveau de cohésion nationale déterminent également l'équilibre politique; permettant de jauger objectivement la fiabilité que le secteur privé peut avoir dans l'économie nationale d'un pays<sup>68</sup> (Troper, «La démocratie comme État de droit» 2003, p. 56-57; Banque Mondiale, 1997, p. 13-16).

Notre étude s'achève sur l'analyse du mécanisme de gestion politique des revendications populaires telles que le mariage gai au sein de l'État canadien. Nous nous rendons compte, dans l'ère post-guerre froide, que l'économie capitaliste est perçue et utilisée au Canada et dans d'autres démocraties occidentales comme agent de bien-être pour les populations. Dans cette optique, les groupes minoritaires, tels que les LBGT, voient certaines de leurs revendications, telles que celle sur le mariage gai, leur être accordées. Sans ces préoccupations d'envergure internationale, les requérants au mariage gai auraient

---

<sup>68</sup> L'équilibre politique est important parce que le développement économique a besoin d'une certaine stabilité.

certainement dû attendre de nombreuses décennies avant de voir leurs revendications aboutir en leur faveur.

Ce chapitre aura servi, à notre avis, à mieux comprendre le mécanisme politique et judiciaire qui aura permis la légalisation du mariage gai au Canada. Il nous conduit à déduire que les luttes menées par certains groupes LGBT pour la légalisation du mariage gai au Canada n'ont pas été spontanément impulsées. Elles font partie d'une stratégie reposant sur des conjonctures politiques et sociales qui sont survenues tant au niveau national qu'international et qui sont propres aux sociétés occidentales. Le mariage gai est une revendication née d'un agenda de revendication énoncée par des membres de la communauté LGBT à un moment bien précis de leur histoire, afin de répondre à des préoccupations sociales et pécuniaires qui leur étaient spécifiques.

Cette revendication a été portée par ses défenseurs comme un droit humain. À bien des égards, il constitue une révolution des mœurs. Nous estimons qu'il demeure tout de même important de rappeler le caractère tout à fait construit et structuré de cette revendication qui, en dépit de sa singularité déconstruit de nombreux préceptes des sociétés traditionnelles, demeure une action individualiste menée par des activistes gais et lesbiens pour accéder à des privilèges socio-économiques, ne profitant qu'aux membres de leurs communautés engagés dans des relations de couples. Le mariage gai est et ne constitue un enjeu de société en définitive essentiellement que pour les couples de même sexe.

Parvenus au terme de notre étude sur le mariage gai, nous allons articuler dans les lignes qui suivent la conclusion de ce mémoire.

## CONCLUSION

Nous venons à travers nos chapitres d'analyser les enjeux ayant éventuellement entourés la lutte pour la légalisation du mariage gai au Canada. Nous avons tenté de nous faire une opinion objective basée sur des arguments énoncés et scandés principalement par les requérants à ladite cause. Nous avons construit notre recherche autour de l'hypothèse selon laquelle la légalisation du mariage gai dans ce pays résultait d'une lutte sociale et politique menée essentiellement par des membres de la communauté gaie et lesbienne pour des intérêts qui leur étaient propres. Nous avançons également dans notre hypothèse de recherche que la légalisation du mariage gai avait été possible parce que les requérants avaient su profiter des conditions créées par des conjonctures nationale et internationale. Il s'agissait pour la scène nationale du rapatriement de la Charte canadienne des droits et libertés et pour le contexte international des principes capitalistes post-guerre froide.

A partir de cette hypothèse de recherche nous avons mis en évidence que ce sont des considérations d'ordre économique qui avait fait susciter pour certains couples de même sexe la nécessité d'accéder à l'institution du mariage. Cette analyse a été déduite en définissant comme point de départ de la revendication la crise du SIDA. Elle fera apparaître l'inexistence de garanties et protections juridiques à l'égard de leurs droits et avoirs. Cette absence de normes les concernant découlait du vide juridique relatif à leur type d'union. Dépourvu de droits légaux les uns à l'égard des autres, ils furent confrontés, lors de cette crise, à de nombreuses difficultés administratives notamment en matière de droits de succession en cas de décès d'un(e) des conjoint(e)s et de la possibilité de bénéficier des assurances les uns des autres. C'est relativement à ces maux qui les affectaient que le mariage devient pour certains des membres de la communauté LGBT un enjeu important parce qu'il s'agit d'une institution constituée d'un corollaire de normes établissant et garantissant la protection des droits et avoirs des contractants. Nous avons montré dans notre étude que le droit au mariage n'est pas à comprendre comme un moyen d'enrichissement. Il est une sorte de bouclier protégeant et garantissant les droits économiques des couples de même sexe.

Nous avons établi que la Charte des droits et libertés avait été utilisée pour y parvenir. À partir de ses articles qui énoncent les droits et libertés dont bénéficient les citoyens canadiens, les requérants au mariage gai ont formulé un argumentaire légitimant l'accès des membres de cette communauté à l'institution du mariage.

Autour des notions de citoyenneté, d'égalité et de discrimination contenues dans la Charte, ils vont parvenir tour à tour à constituer l'existence juridique des couples de même sexe et à obtenir le droit au mariage égal. Il fallait fonder leur existence juridique pour rendre crédible leur droit au mariage. Sans elle, ils n'auraient pas pu prétendre être victime de discrimination dans la mesure où un droit ne peut pas être dénié à des entités qui n'existent pas aux fins de la loi.

Nous sommes parvenus à adjoindre, à cet atout national qu'est la Charte, une conjoncture internationale comme contribuant non négligeable ayant permis l'accès des couples de même sexe à l'institution du mariage : la fin de la Guerre Froide.

Ce n'est pas tout à fait cette conjoncture qui constitue la possibilité saisie par les partisans canadiens en faveur du mariage gai. Elle est le début d'une ère où les préoccupations économiques prennent une nouvelle dimension. Suite à la victoire du capitalisme sur le communisme, le camp capitaliste devient la principale puissance au sein du système international. Il s'attèle donc à mettre en place les conditions d'expansion et d'accroissement du capital. Par l'entremise de principes préconisés par des institutions internationales d'obédience capitalistes telles que la Banque Mondiale, l'OCDE ou encore le Fonds Monétaire International, le Canada à l'instar d'autres pays capitalistes développés amorce la réforme de l'État et l'établissement du principe de bonne gouvernance<sup>69</sup>. La mise en place de ses conditions sensées ne concerner que l'économie vont concourir à la légalisation du mariage gai au Canada.

---

<sup>69</sup> Il est vrai que de nombreux principes ont été formulés par ces institutions pour concourir aux intérêts capitalistes dans l'ère post-guerre froide. Cependant, nous n'avons retenu comme principe à étudier dans le cadre de notre recherche que ceux concernant le transfert des compétences et la bonne gouvernance parce qu'ils nous semblaient les mieux enclins à expliquer la position des pouvoirs décisionnels quant à la légalisation du mariage gai au Canada.

La réforme de l'État consiste à transférer certains de ses champs de compétences à d'autres organismes institutionnels dans le but de rendre moins éparpillées ses actions. Dans le cadre de ce mémoire, nous n'avons étudié que le transfert de compétence au pouvoir judiciaire à propos de la gestion des conflits opposant les dirigeants politiques et la population en matière de droits. Le judiciaire via les tribunaux devient l'instance de gestion de ces tensions sociales. Au Canada, pays où la Charte les place déjà comme tel ce principe donne aux jugements qu'ils rendent une envergure d'impératif. Les tribunaux deviennent le moyen légal devant permettre de rendre la justice et l'équité sociale quant aux réclamations de certains membres de la population. A cette impulsion d'accroissement de jugement en faveur des revendications populaires, il faut prendre en compte le principe de bonne gouvernance édicté pour les pays développés qui préconise l'insertion plus formelle de l'ensemble des membres de la nation dans l'activité économique parce qu'il est jugé comme le moyen le plus approprié pour garantir leur bien être. Ces différents éléments mis en corrélation, nous obtenons le processus de légalisation du mariage gai et les enjeux y afférant pour les pouvoirs politiques.

Cet état de fait mis en évidence, nous en avons tiré comme analyse que pour les pouvoirs politiques de ce pays, le mariage gai faisait partie d'un amalgame de revendications à retirer de la scène publique pour redorer la crédibilité de l'État à des fins d'intérêts économiques. Il s'agissait par ce procédé de circonscrire l'activisme et le militantisme des groupes minoritaires qui ont tendance à réclamer qu'il leur soit reconnu et accordé plus de droits. Nous avons énoncé que dans le contexte post-guerre froide, ils constituaient le nouveau risque de déséquilibre politique. L'équilibre politique étant devenu un des indices de crédibilité favorisant les investissements économiques au sein des économies nationales, le Canada à l'instar d'autres pays développés se devait de rendre moins visible les tensions sociales en lien avec le mécontentement des populations.

Ce point venait confirmer notre analyse précédente selon laquelle cette cause était essentiellement importante et singulière pour les LGBT ainsi que pour les couples de même sexe qui l'avaient initié et défendu auprès des autorités compétentes. Nous établissions de la sorte son caractère construit et prémédité qui était déjà sous-entendu depuis le début de notre

recherche lorsque nous avons indiqué que cette revendication était issue d'un agenda de revendication formulé par certains membres de la communauté LGTB.

Nous estimons, cependant, que nous n'avons pas suffisamment poussé l'analyse de ce point. Nous pensons que le caractère construit et prémédité de la revendication sur le mariage gai est à qualifier de révolutionnaire.

En effet, nous pensons que c'est la dénomination qui caractérise le mieux la nature de cette revendication parce qu'elle permet de la situer dans une dynamique contemporaine participant à la déconstruction de nombreux fondements hétérosexistes. Dans une perspective de lutte contre cet ordre organisationnel dorénavant jugé désuet et vecteur de discriminations, le droit au mariage égal acquis par les couples de même sexe établit le dépassement des limites d'exclusion mises en place pour faire de cette institution une structure exclusivement hétérosexuelle. La prouesse des requérants à cette cause réside dans le fait qu'ils sont parvenus à provoquer le déplacement en importance d'un des critères fondamentaux d'éligibilité à cette institution à savoir la capacité à procréer. L'archétype organisationnel de la société qui prévalait depuis fort longtemps est déconstruit et reformulé pour y intégrer comme autre potentiel contractant à l'institution du mariage les couples de même sexe. En cela, il y a révolution puisque le mariage gai crée un profond bouleversement dans la façon de concevoir l'organisation de la vie en collectivité et sa pérennité.

Notre récapitulatif des principaux arguments évoqués dans le cadre de notre étude et cette mise en perspective nous conduisent à reconnaître que certains points n'ont pas suffisamment été analysés dans le cadre de notre recherche.

Nous pouvons tout d'abord évoquer l'importance de la dimension de la capacité à procréer comme fait non étudié. En centrant notre étude sur les groupes LGBT en faveur du mariage, nous avons fait quelque peu abstraction des positions des opposants au mariage gai. En étudiant le corollaire argumentaire sur lequel s'appuyait leur refus de voir les couples de même sexe accéder à l'institution du mariage traditionnel, nous aurions sans nul doute insister sur son caractère hétérosexuel pour mettre en évidence l'instrumentalisation que

certaines LGBT en ont faite pour accéder à des privilèges et avantages qui étaient l'apanage exclusif des couples hétérosexuels et nous aurions au moyen de cet argumentaire pu renchérir de façon significative notre propos des préoccupations pécuniaires des couples de même sexe.

L'incapacité des couples de même sexe à procréer peut sembler sans envergure majeure à prime abord pour notre sujet d'étude dans la mesure où il existe également des couples hétérosexuels pour lesquels cette donne prévaut. La capacité à procréer n'a d'importance qu'en mettant cet aspect en corrélation avec les fondements païens de l'institution du mariage nous aurions pu démontrer de façon probante qu'y accéder n'était pas un droit qui leur était dénié. Nous aurions montré dans quelle mesure ils ont utilisé l'existence de couples hétérosexuels stériles comme seuil naturel d'infertilité et donc d'équité avec leur type de couple ce qui déconstruisait la prétendue importance de la procréation. Ceci aurait permis d'étoffer notre analyse non seulement sur le fait que l'adhésion à l'institution du mariage des couples de même sexe visait à garantir l'accès à des avantages et privilèges d'ordre économique mais également que le mariage dans ses fondements originels étaient une institution mise en place pour des préoccupations hétérosexuelles dont la protection et la garanti des droits et avoirs des enfants issus de ces relations.

De ne pas avoir présenté cet aspect, nous conduit à reconnaître que nous n'avons assez insisté sur le passage des sociétés traditionnelles aux sociétés modernes et l'envergure des changements qu'il impliquait. Le recul des valeurs et principes que sont la procréation et le mariage sont des marqueurs temporels illustrant le passage d'une de ces sociétés à l'autre<sup>70</sup>. En faisant état de quelques uns des principes et valeurs qui prévalaient dans les sociétés traditionnelles occidentales, nous aurions pu y montrer l'importance de principe tel que le mariage. Nous aurions pu ainsi mettre en exergue les conséquences de la déconstruction de

---

<sup>70</sup> Les sociétés et ères auxquelles nous faisons allusions sont comprises dans l'intervalle fin du 19<sup>e</sup> siècle, période à laquelle le fait homosexuel est diagnostiqué comme une pathologie par la psychanalyse, et la fin de la Seconde guerre mondiale qui est la période pendant laquelle s'amorcent les revendications de l'ordre des droits humains les revendications d'ordre de droits humains et dont le corollaire servira à la revendication à propos du mariage gai quelques décennies plus tard. Nous considérons que cette période correspond à celle qui voit émerger les sociétés modernes contemporaines parce que les valeurs et principes qui y sont édifiés à bien des égards sont en rupture profonde avec celles qui prévalaient dans l'ancien ordre organisationnel.

Les sociétés traditionnelles étant celles qui se situent avant la fin de la Seconde guerre mondiale; du moins dans les pays occidentaux développés.



ces normes hétérosexistes<sup>71</sup> qui se fondaient notamment sur des préceptes de la religion chrétiennes. Le recul de la religion a engendré un vide référentiel qui a favorisé la formation de l'individualisme<sup>72</sup> au sein de ces sociétés. Ceci a créé les conditions favorables à l'émergence de revendications de l'ordre des droits humains puisque le citoyen avait désormais la possibilité de se penser dans une optique moins collective donc plus autocentrée sur des préoccupations propres à ses besoins et attentes. Nous aurions alors clairement établi que des revendications telles que le mariage gai ne sont possible que dans la mesure où l'état limitant le droit de contestation de certaines communautés s'effrite<sup>73</sup>. Pour mieux comprendre cette dynamique, il aurait fallu montrer que de nombreuses normes des sociétés traditionnelles permettaient de canaliser les élans contestataires de certains membres de la population dans la mesure où les normes qui y prévalaient, imposaient le conformisme et ne permettaient pas l'épanouissement des citoyens en fonction de leurs préoccupations propres<sup>74</sup>. Étudier cette dimension nous aurait permis de mieux appréhender les démocraties occidentales et la nécessité qui s'est peu à peu imposée de rendre ces sociétés plus concrètement démocratiques, c'est-à-dire de permettre aux citoyens de percevoir le cadre national comme un réel contrat social. Des Hommes remettant la gestion de leurs droits naturels à une entité jugée supérieure afin de garantir la protection et le bien être de chacun d'eux; marquant l'impératif dans le contexte post-guerre froide de donner gain de cause à certaines revendications populaires.

Après pareille analyse, il est difficile de percevoir l'importance du mariage gai au sein de la canadienne. Il est vrai que sa légalisation crée un précédent mais, même dans cette optique, il faudrait voir dans quelle mesure et à propos de quels faits elle en crée un. Nous pensons qu'il n'est pas vraiment possible de prétendre qu'il s'agit d'une avancée en matière de droits humains parce que toute victoire suite à des luttes menée sous cette bannière est une avancée

<sup>71</sup> Dans les sociétés traditionnelles, l'organisation de la société, les valeurs et principes qui y prévalaient s'articulaient autour de la religion et de nombreuses normes qu'elle édictait.

<sup>72</sup> L'individualisme est à percevoir comme la capacité pour les membres de la nation à faire leur propre choix sans être contraint de se conformer aux préceptes de la religion.

<sup>73</sup> L'individualisme des démocraties occidentales n'est pas à percevoir comme de l'égoïsme généralisé mais le recours à son libre arbitre. Il est à considérer comme l'occasion pour certains lésés d'être entendus en manifestant leur singularité.

<sup>74</sup> Les sociétés traditionnelles occidentales bien qu'en principe démocratiques et devant fonctionner selon ces normes se sont pendant longtemps conformées à des dogmes religieux (chrétiens généralement) qui étaient assez éloignés desdits principes démocratiques.

dans la mesure où elle devrait permettre l'amélioration des conditions de vie des requérants. Ce que nous tentons de dire c'est qu'il n'y a pas d'avancée ou encore d'impact quelconque sur la notion de droits humains. Le principe en lui-même ne prend pas d'envergure nouvelle suite à cette lutte.

En poussant notre réflexion de la sorte sur la notion de droits humains relativement au mariage gai, nous aurions pu pousser l'analyse à propos de la dimension prise dans les démocraties occidentales dans l'ère post-guerre froide des revendications de ce type. Durant les décennies qui précèdent cette époque ces revendications faisaient référence à des luttes pour des droits essentiels tels que l'indique la dénomination qui y fait allusion. Il semble que ce type de revendication ait fait place à une ère d'instrumentalisation des principes de droits humains. Les requérants à des droits et avantages "se victimisent" afin d'obtenir gain de cause. Nous ne nions pas le fait que les requérants subissent des discriminations qui interfèrent sur leur qualité de vie. Nous pensons que plutôt que de parler de discrimination il faudrait parler de *vide juridique*<sup>75</sup>.

En effet, dans le cas de nombreuses revendications telles que le mariage gai, il s'avère que les couples de même sexe étaient victimes des limites constitutionnelles relativement à l'étendue de leurs droits. Ils ont opté comme moyen de les dépasser, l'accès à une institution déjà existante. Par souci d'avoir gain de cause, les requérants instrumentalisent les valeurs et principes contenus dans la Charte. Il peut être dit qu'ils utilisent les outils juridiques à leur disposition. Il n'en demeure pas moins que les véritables raisons ou enjeux ne sont pas ceux qui sont affichés comme principales moteurs d'impulsion de ces revendications. Nous avons déjà énoncé le clivage qui a éloigné les sphères politiques et certains membres de la population. Énoncer qu'il y a quelque peu "usurpation de maux" pour parvenir à leurs fins de la part de certains membres de cette minorité met en évidence un certain manque de confiance à l'égard du pouvoir judiciaire tout autant qu'à l'égard du politique, des dirigeants politiques. Il semble que les citoyens des sociétés modernes vivent dans une certaine insécurité ce qui pourrait expliquer la prolifération des revendications qui doivent se solder

---

<sup>75</sup> Une sorte de discrimination involontaire.

en promulgation et adoption de lois qui seules garantissent véritablement leurs droits et libertés.

Il va de soit que par souci de concision nous avons dû sélectionner les informations à utiliser dans le cadre de notre recherche. Ce choix aura certainement imprégné notre étude d'une teinte laissant penser qu'elle manquait à quelques égards de nuances. Notre objectif était de faire émerger de notre analyse du sujet les principaux enjeux qui avaient pu entouré cette revendication afin de mieux comprendre l'écart d'intérêt dans les médias durant la période de militantisme et celle ayant suivi l'adoption de la loi C-38 permettant l'accès des couples de même sexe à l'institution du mariage. Pour y parvenir, nous avons dû mettre l'accent sur les points étudiés et manquer quelque peu de les nuancer afin de ne pas faire perdre l'essence et l'envergure des idées avancées.

En procédant de la sorte, il nous a semblé que les enjeux principaux étaient des enjeux cachés tant au sein du camp gai et lesbien que dans celui des pouvoirs décisionnels. L'énoncé réel des principaux enjeux pour les requérants LGBT à solliciter des pouvoirs publics le droit au mariage égal ne sont pas ceux qui ont été clamés sur la scène publique nationale. A la lumière de ce point, nous pouvons à juste titre nous demander au terme de notre étude, si les citoyens canadiens dans leur quête de justice et d'équité sociale ont réellement confiance aux recours légaux prévus par la loi.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages généraux

- Akoun, André. 1979. *Dictionnaire de politique : le présent en question*. Paris : Librairie Larousse, 351p.
- Bonte, Pierre et Michel Izard. 2004. *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*. Paris : Quadrige/PUF, 842p.
- Boudon, Raymond et al. . 2003. *Dictionnaire de la sociologie*. Paris : Larousse, 279p.
- Busnel, François et al. . 1995. *Les mots du pouvoir : Précis de vocabulaire*. Paris : Éditions Vinci, 266p.
- Courouve, Claude. 1985. *Vocabulaire de l'homosexualité masculine* ». Paris : Payot, 248p.
- Dekeuwer-Delosse Françoise. 1985. *Dictionnaire juridique des droits des femmes*. Paris : Dalloz, 458p.
- Éribon, Didier (sous la dir.). 2003. *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*. Paris: Larousse, 548p.
- Evans, G. and J. Newham. 1990. *The Dictionary of World Politics: a reference guide to concepts, ideas, and institutions*. Londres : Simon and Schuster, 449p.
- Girre, Claire et Xavier. 2001. *Vocabulaire des idées politiques*. Collection Principes Studyrara 505. Studyrara : Levallois-Perret, 256 p.
- Godin, Christian. 2004. *Dictionnaire de Philosophie*. Paris : Fayard : Éditions du temps, 1534p.
- Hermet, Guy et al. . 2005. *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*. Paris : Armand Colin, 404p.
- Larousse. 2003. *Le petit Larousse grand format 2003*. Paris : Larousse 2002, 1885 p.

## Ouvrages spécialisés

- Abelove, Henry, Michèle A. Barale & David M. Halperin (dir.). 1993. *The Lesbian and Gay Studies Reader*. New-York : Routledge, 1666p.
- Adam, Barry. 1999. «Moral Regulation and the Disintegrating Canadian State». In *The Global Emergence of Gay and Lesbian Politics*, edited by Barry Adam and André Krouvel, p. 12-29. Philadelphie : Temple University Press.
- Adams, Marie-Louise. 1997. *The Trouble with Normal: Postwar Youth and Making of Heterosexuality*. Coll. «Studies in gender and history series». Toronto: University of Toronto Press, 224p.
- Aldrich, Robert. 2006. «Histoire gay et lesbienne». In *Une histoire de l'homosexualité*, sous la dir. de Aldrich, Robert, p. 07-27. Paris : Éditions du Seuil.
- Anatrella, Tony. 1998. *La différence interdite. Sexualité, éducation, violence : trente ans après Mai 68*. Paris : Flammarion, 327p.
- Aron, Raymond. 1984. *Paix et guerre entre les nations*, 8<sup>e</sup> éd. . Paris : Calman-Lévy, 8<sup>e</sup> édition, 794p.
- Artières, Philippes et Zancarini-Fournel, Michèle (sous la dir.). 2008. *68, une histoire collective : 1962-1981*. Coll. «Cahiers libres». Paris : Découverte, Cahiers libres, 847p.
- Baird, M. Robert et Stuart E. Rosenbaum. 2004. «The Marriage Amendment». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum (dir.), p. 189-194. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Banque Mondiale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement. 1997. *Rapport sur le développement dans le Monde 1997 (Résumé): L'État dans un monde en mutation*. Washington : Banque internationale pour la reconstruction et le développement/BANQUE MONDIALE, 17p.
- Bernard, André. 1995. *Les institutions politiques au Québec et au Canada*. Collection «Boréal Express». Montréal : Boréal, 122p.
- Berube, Allan. 1991. *Coming Out Under Fire: The History of Gay Men and Women in World War Two*. New-York: Plume Books, 400p.
- Beemyn, Brett (dir.). 1997. *Creating a Place for Ourselves: Lesbian, Gay and Bisexual Community Histories*. New-York : Routledge, 320p.
- Beemyn, Brett. 2006. «Les Amériques : de l'époque colonial au XX<sup>e</sup> siècle». In *Une histoire de l'homosexualité*, sous la dir. de Aldrich, Robert, p. 145-165. Paris : Éditions du Seuil.

- Blasius, Mark et Shane Phelan. 1997. *We are Everywhere. A Historical Source of Gay and Lesbian Politics*. New-York: Routledge, 856p.
- Bologne, Jean-claude. 1997. Histoire du mariage en Occident. Collection «Pluriel». Paris : Hachette, 478p.
- Bontems, Claude (sous la dir.). 2001. *Mariage-Mariages : actes du second colloque international organisé par l'Association française d'anthropologie du droit en collaboration avec l'Université Paris-Sud XI, Paris-Sceaux, 9 et 10 mai 1997*. Paris : Presses universitaires de France, 633p.
- Borillo, Daniel. 2000. *L'Homophobie*. Collection «Que Sais-je?». Paris : Presses Universitaires de France, 121p.
- Borillo, Daniel. 1999. Homosexualités et droit : de la tolérance sociale à la reconnaissance juridique. Collection «Les Voies du droit». Paris : Presses universitaires de France, 335p.
- Boulad-Avoub Josiane et Luc Bonneville (sous la dir.). 2003. *Souverainetés en crise*. Collection «Mercure du nord». Paris : L'Harmattan, 569p.
- Bourassa, Kevin Bourassa et Varnell, Joe. 2003. *Gays, gays, marions-nous!* Montréal : Stanké, 378p.
- Brodie, Ian and F.L. Morton. 2004. «Do the Haves Still Come Out Ahead in Canada? In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*», edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 199-221. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Brooks, David. 2004. «The Power of Marriage». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 87-88. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Cant, Bob and Susan Hemmings (dir.). 1988. *Radical Records: Thirty years of Lesbian and Gay History: 1957-1987*. Londres : Routledge, 266p.
- Casswell, Donald G. . 1996. *Lesbians, gay men and Canadian law*. Toronto : E. Montgomery Publications, 675p.
- Chevallier, Jacques. 1992. *L'État de droit*. «Collection Clefs». Paris : Montchrestien, 160p.
- Collin, Thibaud. 2005. *Le mariage gay : Les enjeux d'une revendication*. Paris : Eyrolles, 2005, 155p.
- Comaille, Jacques et al. . 2000. *La juridicisation du politique : Leçons scientifiques*. Collection «Droit et société. Recherches et travaux. Série politique». Paris : L.G.D.J., Maison des Sciences de l'Homme, 254 p.

- Cox, Barbara J. . 2004. «A (Personal) essay on same-sex marriage». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 111-113. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Crews, Ron. 2004. «No Court Ruling Can Change the Fact That Marriage Is about One Man and One Woman». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 99-100. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Cruikshank, Margaret. 1992. *The Gay and Lesbian Liberation Movement*. Coll. «Revolutionary though/radical movements». New-York: Routledge, 225p.
- De Coste, F.C. . 2005. «Mais quel est le rapport avec la Charte? ». In *Le mariage attaqué*, sous la dir. de Cere, Daniel et Douglas Farrow, p. 125-137. Montréal: Éditions des Oliviers.
- D'Émilio, John (a1). 1983. «Capitalism and gay identity». In *Powers of Desire: The Politics of Sexuality*, edited by Ann Snitow, Christine Stansell and Sharon Thompson, p. 100-113. New York: Monthly Review Press.
- D'Émilio, John(b2). 1983. *Sexual Politics, Sexual Communities: the Making of a Homosexual Minority in The United Sates 1940-1970*. Chicago: University of Chicago Press, 257p.
- D'Émilio, John and Estelle B. Freedman. 1997. *Intimate matters: a history of sexuality in America*. Chicago: University of Chicago Press, 446 p.
- Demczuk, Irène et Frank Remiggi (dir.). 1998. *Sortir de l'ombre. Histoire des communautés lesbienne et gaie de Montréal*. Coll. «Des hommes et des femmes en changement». Montréal : VLB éditeur, 409p.
- Derbyshire, John. 2004. «The Abolition of Sex Don't Worry – Only in the law. Only ! ». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 103-105. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Duberman, Martin, Martha Vicinus & George Chauncy Jr. (dir.). 1989. *Hidden from History. Reclaiming the Gay and Lesbian Past*. New York: New American Library, 579p.
- Dufour, Frédérick Guillaume. 2004. «Réalisme classique». In *Relations internationales théories et concepts*, sous la dir. Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, p. 189-193. Montréal : Athéna éditions.
- Dreyfus-Armand, Geneviève. 2000. «L'espace et le temps des mouvements de contestation». In *Les années 68 : le temps de la contestation*, sous la dir. de G. Dreyfus-Armand et A. de Baeque, p. 25-30. Paris : Institut d'histoire du temps présent.

- Egan, Jim. 1998. *Challenging the Conspiracy of Silence: My Life as a Canadian Gay Activist*. Toronto: Canadian Lesbian and Gay Archives; Toronto: Homewood Books, 159p.
- Eribon, Didier. 2004. *Sur cet instant fragile : carnets, janvier-août 2004*. Coll. «Histoire de la pensée». Paris: Fayard, 254p.
- Ettelbrick, Paula L. . 2004. «Since when is marriage a path to liberation? ». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 257-262. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Farrow, Douglas (a). 2005. «Droits et reconnaissance». *Le mariage attaqué*, sous la dir. de Daniel Cere et Douglas Farrow, p. 99-123. Montréal: Éditions des Oliviers.
- Farrow, Douglas (b). 2005. «Faire face à la réalité». *Le mariage attaqué*, sous la dir. de Daniel Cere et Douglas Farrow, p. 161-180. Montréal: Éditions des Oliviers.
- Fassin, Éric. 2005. *L'inversion de la question homosexuelle*. Paris : Éditions Amsterdam, 202p.
- Foucault, Michel. 1997. *Il faut défendre la société : cours au collège de France (1975-1976)*. Paris: Gallimard ; Paris : Éditions du Seuil, 283 p.
- Fournier, Pierre. 1990. *Autopsie du lac Meech: la souveraineté est-elle inévitable?* Montréal : VLB éditeur, 214p.
- Franck, Robert. 2000. «Introduction». In *Les années 68 : le temps de la contestation*, sous la dir. de G. Dreyfus-Armand et A. de Baecque, p. 13-24. Paris : Institut d'histoire du temps présent.
- Gagnon, G. Alain (sous la dir.). 2006. *Le fédéralisme canadien contemporain : fondements, traditions, institutions*. Collection «Paramètres». Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 559p.
- Garapon, Antoine. 1996. *Le Gardien des promesses : le juge et la démocratie*. Paris: O. Jacob, 281p.
- Gluckman, Amy and Reed, Betsy (dir.). 1997. *Homo Economics. Capitalism, Community and Gay Life*. New-York : Routledge, 283p.
- Gomez-Wiuckstern, Marcelo. 1999. «Le gai porte-monnaie». In *Orientations*, sous la dir. de Associations des Universités et collèges du Canada, p. 8-12. Ottawa : Division de recherche, politique et planification, Décembre.



- Hamington, Maurice. 2004, «Embodiment, Care Ethics and the Same-Sex Marriage Controversy». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 217-228. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Hekma, Gert. 2006. «Le monde gay, de 1980 à nos jours». In *Une histoire de l'homosexualité*, sous la dir. de Aldrich, Robert, p. 333-363. Paris : Éditions du Seuil.
- Herman, Didi. 1994. *Rights of passage: struggles for lesbian and gay legal equality*. Toronto: University of Toronto Press, 198p.
- Higgins, Ross. 1999. *De la clandestinité à l'affirmation*. Montréal: Comeau & Nadeau, , 198p.
- Hogg, Peter W. and Allison A. Thornton. 2001. «The Charter Dialogue between Courts and Legislatures». In *Judicial Power and Canadian Democracy*, edited by Paul Howe and Peter H. Russell, p. 94-110. Montreal: Published for the Institute for Research on Public Policy by McGill-Queen's University Press.
- Howe, Paul and Peter H. Russel (sous la dir.). 2001. *Judicial Power and Canadian Democracy*. Montreal: Published for the Institute for Research on Public Policy by McGill-Queen's University Press, 327 p.
- Hupperts, Charles. 2006. «L'homosexualité en Grèce et à Rome». In *Une histoire de l'homosexualité*, sous la dir. de Aldrich, Robert, p. 29-55. Paris : Éditions du Seuil.
- Knafo, Samuel. 2004. «État». In *Relations internationales théories et concepts*, sous la dir. de Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, p. 73-75. Montréal: Athéna éditions.
- International Monetary Fund, Publication Services. 1997. *Good governance: The IMF's Role*. Washington: International Monetary Fund, Publication Services, August, 20p.
- Jackson, Derrick Z. 2004. «Weddings once forbidden : Obstacles to Gay Marriage Evoke Mixed-Marriage Bans». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 101-102. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Jobert, Bruno. 2000. «Les nouveaux usages du droit dans la régulation politique». In *La juridicisation du politique : Leçons scientifiques*, sous la dir. de J.Commaille; L.Dumoulin et C. Robert, p. 125-134. Paris : L.G.D.J.
- Jonas, Nicolas. 2007. *La Famille*. Collection «Thèmes & débats. Sociologie». Rosny: Bréal, 124p.

- Jordan, Jeff. 2004. «Contra Same-Sex Marriage». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 163-180. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Jürgens, Ralf. 1992. *Discrimination : The Other Epidemic – Report of the Inquiry into HIV and AIDS Related Discrimination*. Sydney: New South Wales Anti-Discrimination Board, 127p.
- Kelly, James B. . 2005. *Governing with the Charter: legislative and judicial activism and framers' intent*. Collection «Law and society series». Vancouver: UBC Press, 323p.
- Kinsman, Gary. 1987. *The Regulation of desire: Sexuality in Canada*. Montréal: Black Rose Books, 233 p.
- Knoff, Rainer. 2001. «Courts Don't Make Good Compromises». In *Judicial Power and Canadian Democracy*, edited by Paul Howe and Peter H. Russell, p. 87-93. Montreal: Published for the Institute for Research on Public Policy by McGill-Queen's University Press.
- Kristof, Nicholas. 2004. «Marriage: Mix and Match». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 91-92. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Kurtz, Stanley. 2004. «The libertarian question: Incest, Homosexuality and Adultery». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 263-268. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Lacroix, Bernard. 1983. «Les jeunes et l'utopie : transformations sociales et transformations collectives dans la France des années 1968». In *Religion, société et politique, mélanges en hommage à Jacques Ellul*, sous la dir. de Etienne Dravasa, p. 719-742. Paris: Presses universitaires de France.
- Laforest, Guy. 1992. *Trudeau et la fin d'un rêve canadien*. Sillery (Québec) : Septentrion, 265p.
- Lapalme, Georges-Emile. 1988. *Pour une politique: le programme de la Révolution tranquille*. Collection «Études québécoise», no 5. Montréal : VLB Éditeur, 348p.
- Langlois, Simon (sous la dir.). 1990. *La société québécoise en tendances : 1960-1990*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 667p.
- Larocque, Sylvain. 2005. *Mariage Gai : Les coulisses d'une révolution sociale*. Montréal : Flammarion, 337p.
- Lasch, Christopher (sous la dir.). 2006. *Les femmes et la vie ordinaire*. Paris : Climats, 249p.

- Le Goff, Jean-Pierre. 2002. *Mai 68, l'héritage impossible*. Collection «Découverte/Poche». Paris : Éditions La Découverte/Poche, 485p.
- Loiseau, Hugo. 2004. «Puissance». In *Relations internationales théories et concepts*, sous la dir. de Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, p. 185-188. Montréal: Athéna éditions.
- Maguire, Daniel. 2004. «The Morality of Homosexual Marriage». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 147-162. Amherst (New-York): Prometheus Books..
- Mandel, Michael. 1996. *La Charte des droits et libertés et la judiciarisation du politique au Canada*. Montréal : Boréal, 383p.
- Marie, Jean-Louis, Philippe Dujardin et Richard Balme. 2002. «Ouverture». In *L'ordinaire*, sous la dir. de Marie, Jean-Louis; Philippe Dujardin et Richard Balme, p. 11-20. Paris : L'Harmattan.
- Marie, Jean-Louis. 2002. «Pour une approche pluridisciplinaire des modes ordinaires de connaissance et de construction politique». In *L'ordinaire*, sous la dir. de Marie, Jean-Louis; Philippe Dujardin et Richard Balme, p. 23-68. Paris: L'Harmattan.
- McGarry, Molly & Fred Wasserman (dir.). 1998. *Becoming Visible. An Illustrated History of Lesbian and Gay Life in Twentieth-Century America*. New-York: Public Library/Penguin Studio, 304p.
- McLeod, Donald W. 2003. *A Brief History of Gay : Canada's First Gay Tabloid, 1964-1966*. Toronto: Homewood Books, 96p.
- McLeod, Donald W. . 1996. *Lesbian and Gay Liberation in Canada: A Selected Annotated Chronology, 1964-1975*. Toronto: ECW Press/Homewood Books, 302p.
- Mendès-Leite, Rommel (dir.). 1994. *Sodomites, invertis, homosexuels : perspectives historiques*. Collection «Université» no 5. Lille: Editions Gai Kitsch Camp, 193p.
- Mendes-Leite, Rommel and Busscher, Pierre-Olivier de. (dir.). 1993. *Gay Studies from the French Cultures: Voices from France, Belgium, Brazil, Canada and The Netherlands*. New-York: Haworth Press, 339p.
- Miller, Neil. 1995. *Out of the Past: Gay and Lesbian History from 1869 to the Present*. New-York: Alyson Books, 2006, 677 p.
- Minton, Henry. 2002. *Departing from Deviance: A History of Homosexual Rights and Emancipatory Science in America*, Chicago: University of Chicago Press, 344p.

- Newman, Stephen L. (sous la direction). 2004. *Constitutional Politics in Canada and the United States*. Albany: State University of New York Press, 282p.
- Morton, F.L (Ted). 2005. «Prendre l'article 33 au sérieux». ?». In *Le mariage attaqué*, sous la dir. Daniel Cere et Douglas Farrow. Montréal : Éditions des Oliviers, p139-160.
- Norcau, Pierre. 1993. *Droit préventif : Droit au-delà de la loi*. Montréal: Thémis, 200p.
- O'Brien, Dennis. 2004. «A more Perfect Union: Reservations about Gay Marriage». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert Baird and Stuart E. Rosenbaum, p. 23-68. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- OCDE, Organisation de Coopération et de Développement Economiques. 1993. *Orientation du CAD sur le développement participative et la bonne gestion des affaires publiques*. Paris : Comité d'aide au développement/OCDE, 24p.
- Orban, Edmond. 1994. *La dynamique de la centralisation dans l'État fédéral : un processus irréversible?* Montréal : Québec/Amérique, 526p.
- Patrick, James, Abelson, and Lusztig, Michael (dir.). 2002. *The Myth of the Sacred: The Charter, the Courts, and the Politics of the Constitution in Canada*. Montreal: McGill-Queen's University Press, 256p.
- Paye, Olivier. 2000. «Approche socio-politique de la production législative : le droit comme indicateur de processus de décision et de représentation politiques». In *La juridicisation du politique : Leçons scientifiques*, sous la dir. de J. Commaille, L. Dumoulin et C. Robert, p. 221-250. Paris : Réseau Européen de Droit et de Jurisprudence.
- Peacock, Anthony. 2002. «Judicial Rationalism and Therapeutic Constitution: The Supreme Court's Reconstruction of Equality and Democratic Process under the Charter of Rights and Freedoms». In *The Myth of the Sacred: The Charter, the Courts, and the Politics of the Constitution in Canada*, edited by Patrick, James, Abelson, and Lusztig, Michael (dir.), p. 17-66. Montréal: McGill-Queen's University Press.
- Pierceson, Jason. 2005. *Courts, liberalism and Rights: gay law and politics in the United States and Canada*. Collection «Queer politics, queer theories». Philadelphie : Temple University Press, 256p.
- Plummer, Kenneth (dir.). 1981. *The Making of the Modern Homosexual*. Totowa, N.J.: Barnes & Noble Books, 280p.
- Randa, Philippe. 2004. *Homosexualité*. Collection «B.A-BA». Puisseaux : Éditions Pardès, 128p.

- Reid, Darrel et Janet Epp Buckingham. 2005. «Droits et libertés pour qui ?». In *Le mariage attaqué*, sous la dir. de Daniel Cere et Douglas Farrow, p. 83-97. Montréal: Éditions des Oliviers.
- Richard, Louis & Seguin, Marie-Thérèse. 1988. *Homosexualités et tolérance sociale*. Moncton (New-Brunswick) : Éditions d'Acadie, 194p.
- Rifkin, Jeremy. 2000. *L'âge de l'accès : Survivre à l'Hypercapitalisme*. Paris : Éditions La Découverte & Syros; Montréal : Éditions du Boréal, 395p.
- Rizzo, Domenico. 2006. «L'action politique gay et la sphère publique après la Seconde Guerre mondiale». In *Une histoire de l'homosexualité*, sous la dir. de Aldrich, Robert, p. 197-221. Paris : Éditions du Seuil.
- Rose, Dudley. 2004. «Same-Sex Marriage : The Theology Can Vary». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert and Stuart E. Rosenbaum, p.195-198. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Ross, Kristin. 2005. *Mai 68 et ses vies ultérieures*. Bruxelles : Éditions Complexe, 248p.
- Rupp, Leila. 1999. *A Desired Past: A short History of Same-Sex Love in America*. Chicago: University of Chicago Press, 1999, Chicago, 232p.
- Schulman, Sam. 2004. «Gay marriage—and marriage». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert and Stuart E. Rosenbaum, p. 229-238. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Smith, Miriam. 1999. *Lesbian and Gay Rights in Canada. Social Movements and Equality-Seeking: 1971-1995*. Toronto: University of Toronto Press, 211p.
- Spencer, Colin. 1998. *Histoire de l'homosexualité : de l'Antiquité à nos jours*. Paris: Le Prés aux clercs, 472p.
- Sullivan, Andrew. 2004. «Virtually Normal». In *Same-sex marriage: The Moral and Legal debate*, edited by Baird, M. Robert and Stuart E. Rosenbaum, p. 205-210. Amherst (New-York): Prometheus Books.
- Tamagne, Florence. 2006. «L'âge de l'homosexualité, 1870-1940». In *Une histoire de l'homosexualité*, sous la dir. de Aldrich, Robert, p. 167-195. Paris : Éditions du Seuil.
- Tamagne, Florence. 2001. *Mauvais Genre? Une histoire des représentations de l'homosexualité*. Collection «Les reflets du savoir». Paris : Ed. LM, Martinière, 286p.
- Tamagne, Florence. 2000. *Histoire de l'Homosexualité en Europe : Berlin, Londres, Paris 1919-1939*. Collection «Univers historique». Paris : Éditions du Seuil, 691p.

- Taylor, Charles. 1997. *Multiculturalisme : différence et démocratie*. Paris : Flammarion, 144p.
- Troper, Michel. 2003. «La démocratie comme État de droit». In *Souveraineté en crise*, sous la dir. de Josiane Boulad-Ayoud et Luc Bonneville, p. 55-68. Sainte Foy (Québec) : Les Presses de l'Université Laval.
- Troper, Michel. 2003. «La démocratie comme État de droit». In *Souveraineté en crise*, sous la dir. Josiane Boulad-Ayoub et Luc Bonneville, p. 55-68. Sainte Foy (Québec) : Les Presses de l'Université Laval.
- Trudeau, Pierre-Elliott. 1967. *Le fédéralisme et la société canadienne-française*. Collection «Collection Constantes». Montréal : Editions HMH, 227 p.
- Welzer-Lang, Daniel. 1994. «L'Homophobie : la face cachée du masculin». In *La peur de l'autre en soi : Du sexisme à l'homophobie*, sous la dir. de Michel Dorais, Daniel Welzer-Lang et Pierre Dutey, p. 13-88. Montréal : VLB éditeur.
- Woehrling, José. 2006. «Les conséquences de l'application de la Charte canadienne des droits et libertés pour la vie politique et démocratique et l'équilibre du système fédéral». In *Le fédéralisme canadien contemporain : fondements, traditions, institutions*, sous la dir. Gagnon, G. Alain, p251-279. Collection «Paramètres». Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

### Articles de périodiques

- Amar, Akhil Reed et Catharine A. MacKinnon. 2000. «The Supreme Court, 1999 Term». *Harvard Law Review*, Vol. 114, no 1 (November), p. 23-177+179-408.
- Beatty, M. David. 1996. «The Canadian Conception of Equality». *The University of Toronto Law Journal*. Vol. 46, no 3 (Summer), p. 349-374.
- Bernstein, Mary. 2002. «Identities and Politics: Toward a Historical Understanding of the Lesbian and Gay Movement». *Social Science History*, Vol. 6, no 3 (Autumn), p. 531-581.
- Boonin, David. 1999. «Same-Sex Marriage and the Argument from Public Disagreement». *Journal of Social Philosophy*, Vol. 30, no 2 (Summer), p. 251-259.
- Briskin, Linda. 1990. «Identity Politics and the Hierarchy of Oppression: A Comment». *Feminist Review*, no 35 (Summer), p. 102-108.

- Cardinal, Linda. 1993. «Les mouvements sociaux et la Charte canadienne des droits et libertés». *Revue Internationale d'études canadiennes*, nos 7-8 (Printemps-Automne), p. 137-152.
- Carrington, Paul D. 1998. «Judicial Independence and Democratic Accountability in Highest State Courts». *Law and Contemporary Problems. Judicial Independence and Accountability*, Vol. 61, no 3 (Summer), p. 79-126.
- Chamberland, Line. 1997. «Du fléau social au fait social. L'étude des homosexualités». *Sociologie et sociétés*, Vol. 29, no 1, 1997, p. 5-20.
- Chenier, Elise. 2003. «The Criminal Sexual Psychopath in Canada: Sex, Psychiatry and the Law at Mid-Century». *Canadian Bulletin of Medical History / Bulletin canadien d'histoire de la médecine*, Vol. 20, no 1, p. 75-101.
- Chevrier, Marc. 2000. «Le Juge et la conservation du régime politique au Canada». *Politique et Sociétés*, Vol. 19, nos 2-3 (2000), p. 65-87.
- Cloutier, Édouard. 1976. «Les conceptions américaine, canadienne-anglaise et canadienne-française de l'idée d'égalité». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, Vol. 9, no 4 (Autumn), p. 581-604.
- Cooper, Peggy Davis and Carol Gilligan. 2002. «Reconstructing Law and Marriage». *The Good Society, The Pennsylvania State University, University Park, PA*, Vol. 11, no 3, p. 57-67.
- Demers, Robert. 1984. «De la lex scantina aux récents amendements en droit criminel : homosexualité et droit dans une perspective historique». *Les Cahiers de droit*. Vol. 25, no 4, p. 777-799.
- Dostie-Goulet, Eugénie. 2006. «Le mariage homosexuel et le vote au Canada». *Politique et Sociétés*, Vol. 25, no 1, p. 129-144.
- Epstein, Richard A. . 1994. «Caste and the Civil Rights Laws: From Jim Crow to Same-Sex Marriages». *Michigan Law Review, Symposium, Visions of Equality: The Future of Title VII*, Vol. 92, no 8 (Aug., 1994), p. 2456-2478.
- Ermisch, John. 1994. «Economie, politique et changement familial». *Population (French Edition) : L'enfant dans la famille vingt ans de changements*, 49e Année, no 6 (Novembre-Décembre), p. 1377-1387.
- Eskridge, William Jr. . 1993. «A History of Same-Sex Marriage». *Virginia Law Review, Symposium on Sexual Orientation and the Law*, Vol. 79, no 7 (October), p. 1419-1513.

- Eskridge, William Jr. . 1997. «A Jurisprudence of "Coming out": Religion, Homosexuality, and Collisions of Liberty and Equality in American Public Law». *The Yale Law Journal, Symposium Group Conflict and the Constitution: Race, Sexuality, and Religion*, Vol. 106, no 8 (June), p. 2411-2474.
- Eskridge, William N. Jr. . 1993. «A History of Same-Sex Marriage». *Virginia Law Review, Symposium on Sexual Orientation and the Law*, Vol. 79, No 7 (October), p1419-1513.
- Gallagher, Maggie et Baker, K.. Joshua. 2006. «Demand for Same-sex Marriage: Evidence from the United States, Canada, and Europe». *Imapp Policy Brief, Institute for Marriage and public Policy*, Vol. 3, no 1, April 26, p. 1-12.
- Helly, Denise; Barsky, Robert et F., Foxen, Patricia. 2003. «Social Cohesion and Cultural Plurality». *Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, Special Issue on Social Cohesion in Canada, Vol. 28, no 1 (Winter), p. 19-42.
- Hitchings, Emma. 2000. «Mv H and Same-Sex Spousal Benefits». *The Modern Law Review*, Vol. 63, no 4 (July), p. 595-607.
- Hongju Koh, Harold. 2004. «International Law as Part of Our Law». *The American Journal of International Law*, Vol. 98, no 1 (January), p. 43-57.
- Howard-Hassman, Rhoda. 2001. «Gay Rights and the Right to a family: Conflicts Between Liberal and Illiberal Belief Systems». *Human Rights Quarterly*, Vol.23, no 1 (February), p. 73-95.
- Hongju Koh, Harold. 2004. «International Law as Part of Our Law». *The American Journal of International Law*, Vol. 98, no 1 (January), p. 43-57.
- Hudon, Raymond. 1984. «Intégration et Diversité : Les dilemmes du Fédéralisme Canadien». *International Political Science Review/Revue internationale de science politique*, Vol.5, no 4, p. 455-472.
- Hurley, Mary C. . 1997. «Orientation sexuelle et garanties juridiques». Collection Bulletin d'actualité / Canada, Bibliothèque du Parlement ; 92-1F. ISSN 1493-3799 Bib. Nat. C-00-4716892. Ottawa : Bibliothèque du Parlement Ottawa, 29p.
- Koppelman, Andrew. 1997. «Review: Three Arguments for Gay Rights». Reviewed Work(s): *Sexual Orientation and Human Rights: The United States Constitution, the European Convention and the Canadian Charter* by Robert Wintemute, *Michigan Law Review*, Survey of Books Relating to the Law, Vol. 95, no 6 (May), p. 1636-1667.
- Karmis, Dimitrios Karmis et Gagnon, Alain. 1996. «Fédéralisme et identités collectives au Canada et en Belgique: des itinéraires différents, une fragmentation similaire».



- Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, Vol. 29, no 3 (Septembre), p. 435-468.
- Laflamme, Simon. 1985. «La politique fédérale canadienne au singulier et au pluriel» in *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, Vol. 18, no 4 (Décembre), p. 697-713.
- Lavau, Georges. 1969. «Partis et systèmes politiques: Interactions et fonctions» in *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, Vol. 2, no 1 (Mars), p. 18-44.
- Lemieux, Vincent. 1991. «L'utilité politique des rivaux» in *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, Vol. 24, no 4 (Décembre), p. 735-753.
- Letellier, Louis. 1993. «Homosexualité et droit : la quête de l'égalité». *Le médecin du Québec*. Vol. 28, no 9 (septembre), p. 105-115
- Morris, Anne and Susan M. Nott. 2005. «Marriage Rites and Wrongs: Challenges to Orthodoxy». *Journal of Social Welfare and Family Law*, Vol. 27, no 1 (March), p. 43-57.
- Pearson, Wendy. 2004. «Interrogating the epistemology of the Bedroom : Same-Sex Marriage and Sexual Citizenship in Canada». *Discourse*, Vol. 26, no 3 (Fall), p. 136-165.
- Perret, Virgile. 2003. «Les discours sur la société civile en relations internationales : Portée et enjeux pour la régulation démocratique de la mondialisation» in *Revue internationales*, Vol. XXIV, no 3 (Septembre), p381-399.
- Robinson, Daniel J. & David Kimmel. 1994. «The Queer Career of Homosexual Security Vetting in Cold War Canada». *Canadian Historical Review*, Vol. 75, no 3, p. 319-345.
- Sauzay, Martine. 1989. «Trois âges du mariage en un siècle». *Vingtième siècle. Revue d'histoire, Numéro spécial : Les générations*, no 22 (April-June), p. 63-66.
- Schaffner, Brian et Senic, Nenad. 2006. «Rights or benefits? Explaining the sexual identity Gap in American Political Behavior». *Political Research Quarterly*, Vol. 59, no 1 (March), p. 123-132.
- Severance, Mary. 2000. «Sex and the Social Contract». *ELH - Volume 67*, no 2 (Summer), p. 453-513
- Smith, C. Lynn. 1992. «Adding a Third Dimension: The Canadian Approach to Constitutional Equality Guarantees». *Law and Contemporary Problems, Comparative United States/Canadian Constitutional Law*, Vol. 55, no 1 (Winter), p. 211-233.

- Smith, Miriam. 2005. «Social Movements and Judicial Empowerment: Courts, Public Policy, and Lesbian Gay Organizing in Canada». *Politics and Society, Sage Publications*, Vol. 33, no 2 (June), p. 323-353.
- Smith, Miriam. 2000. «Political Activism, Litigation and Public Policy: The Charter Revolution and Lesbian and Gay Rights in Canada, 1985-1999». *International Journal of Canadian Studies*, no 21, p. 81-109.
- Smith, Miriam. 1998. «Social Movements and Equality Seeking: The Case of Gay Liberation in Canada». *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, Vol. 31, No. 2 (June), p. 285-309.
- Vetta, Attam et Daniel Courgeau. 2003. «Comportements démographiques et génétique du comportement». *Population (French Edition)*, 58<sup>e</sup> Année, no 4/5 (Juillet-Octobre), p. 457-488.
- Woolley, Alice. 1995. «Excluded by Definition: Same-Sex Couples and the Right to Marry». *The University of Toronto Law Journal*, Vol. 45, no 4 (Autumn), p. 471-524.

### Sites Internet :

- Action travail des femmes. 1999. *Mémoire préparé pour le Comité de Révision de la loi canadienne sur les Droits de la Personne* (Décembre), 76p. [en ligne] [www.nawl.ca/ns/fr/documents/Pub\\_Brief\\_CHRA99\\_fr.doc](http://www.nawl.ca/ns/fr/documents/Pub_Brief_CHRA99_fr.doc)
- ANFD. 2006-2007. «ANFD en bref», p1-4 [en ligne] <http://www.nawl.ca/ns/fr/about-fr.html>
- . 2005. «Mariage, homophobie et égalité véritable». *Jurisfemme*, Vol. 23, no 3 (Printemps), p7-13 [en ligne] [http://www.nawl.ca/ns/fr/jf\\_spring05\\_fr.html](http://www.nawl.ca/ns/fr/jf_spring05_fr.html)
- . 2004. «Les féministes devraient-elles avoir à cœur le droit égal au mariage pour les couples de même sexe». *Jurisfemme*, Vol. 23, no 2, p5-7 (Automne), [en ligne] [http://www.nawl.ca/ns/fr/jf\\_fall04\\_fr.html](http://www.nawl.ca/ns/fr/jf_fall04_fr.html)
- . 2003 (a). *Submissions of the National Association of Women and the Law on Marriage and the Legal Recognition of Same-Sex Unions to the Standing Committee on Justice and Human Rights*, (April), p1-9 [en ligne] [http://www.nawl.ca/ns/en/documents/Pub\\_Brief\\_Same-sex03\\_en.pdf](http://www.nawl.ca/ns/en/documents/Pub_Brief_Same-sex03_en.pdf)

- . 2003 (b). «Walsh c. Bona», in *Jurisfemme*, Vol. 22, No 1 (Hiver) 2003, p14-17 [en ligne] [http://www.nawl.ca/ns/fr/jf\\_winter03\\_fr.html](http://www.nawl.ca/ns/fr/jf_winter03_fr.html)
- . 2003 (c). «Audiences sur les couples de même sexe». *Jurisfemme*, Vol. 22, no 2 (Été), p4-6 [en ligne] [http://www.nawl.ca/ns/fr/jf\\_summer03\\_fr.html](http://www.nawl.ca/ns/fr/jf_summer03_fr.html)
- . 2002 (a). «L'union civile et les nouvelles règles de filiation au Québec : de l'ignorance à la reconnaissance juridique de la famille homoparentale», in *Jurisfemme*, Vol. 21, no 3 (Automne), p3-7 [en ligne] [http://www.nawl.ca/ns/fr/jf\\_fall02\\_fr.html](http://www.nawl.ca/ns/fr/jf_fall02_fr.html)
- . 2002 (b). «Les causes-types sur les droits économiques et sociaux en vertu de la convention américaine relative aux droits de l'homme : une voie à explorer?», in *Jurisfemme*, Vol. 21, no 2 (Été), p 13-15 [en ligne] [http://www.nawl.ca/ns/fr/jf\\_summer02\\_fr.html](http://www.nawl.ca/ns/fr/jf_summer02_fr.html)
- . 2000. «L'importance de respecter les droits des lesbiennes à l'égalité matérielle», in *Jurisfemme*, Vol. 19, no 2 (Hiver), p1-3 [en ligne] [http://www.nawl.ca/ns/fr/jf\\_winter00\\_fr.html](http://www.nawl.ca/ns/fr/jf_winter00_fr.html)
- CCDEM. 2006. *Plus de 12000 couples de même sexe déjà mariés*, (Novembre), 2p. [en ligne] [http://www.equal-marriage.ca/res\\_f.php?id=533](http://www.equal-marriage.ca/res_f.php?id=533)
- (a). 2005. *Droit égal au mariage : Q et R.28*, (Janvier), 2p. [en ligne] [http://www.equal-marriage.ca/res\\_f.php?id=158](http://www.equal-marriage.ca/res_f.php?id=158)
- (b). 2005. *Droit au mariage civil des couples de même sexe : Messages clés*, (Janvier), 2p. [en ligne] [http://www.equal-marriage.ca/res\\_f.php?id=159](http://www.equal-marriage.ca/res_f.php?id=159)
- (c). 2005. *Argumentaire sur le droit au mariage des couples de même sexe*, (Février), 21p. [en ligne] [http://www.equal-marriage.ca/res\\_f.php?id=140](http://www.equal-marriage.ca/res_f.php?id=140)
- (d). 2005. *Vote historique, le débat sur l'égalité sur l'égalité du mariage est fini*, (Mai), 2p. [en ligne] [http://www.equal-marriage.ca/res\\_f.php?id=418](http://www.equal-marriage.ca/res_f.php?id=418)
- (a). 2004. *Le Gouvernement retarde l'égalité : Il est temps que le premier ministre charge et appuie la législation pour le mariage*, (Janvier), 2p. [en ligne] [http://www.equal-marriage.ca/res\\_f.php?id=55](http://www.equal-marriage.ca/res_f.php?id=55)
- (b). 2004. *Le renvoi concernant le mariage : une question de droits de la personne et d'égalité – La Charte protège tous les Canadiens*, (Octobre), 2p. [en ligne] [http://www.equal-marriage.ca/res\\_f.php?id=111](http://www.equal-marriage.ca/res_f.php?id=111)
- (a). 2003. *Canadiens et Canadiennes pour le droit égal au mariage* (Octobre), 1p. [en ligne] <http://www.mariageegal.ca/info/ccdem.pdf>

- (b). 2003. *La Cour Suprême décrète que le droit pour les couples de même sexe de se marier est dorénavant irréversible chez plus de 50 % de la population canadienne*, (Octobre), 2p. [en ligne] [http://www.equal-marriage.ca/res\\_f.php?id=32](http://www.equal-marriage.ca/res_f.php?id=32)
- (c). 2003. *Le droit au mariage égal au Canada : la motion de l'alliance*, (Septembre), 2p. [en ligne] [http://www.equal-marriage.ca/res\\_f.php?id=15](http://www.equal-marriage.ca/res_f.php?id=15)
- (d). 2003. *Les groupes contre le mariage des couples de même sexe s'adressent à la Cour Suprême en désespoir de cause : Ils refusent d'accepter, les décisions des cours, du gouvernement et du parlement*, (Octobre), 2p. [en ligne] [http://www.equal-marriage.ca/res\\_f.php?id=43](http://www.equal-marriage.ca/res_f.php?id=43)
- (e). 2003. *Message à l'intention du nouveau gouvernement : Ne niez pas aux couples de même sexe, le droit égal au mariage*, (Décembre), 2p. [en ligne] [http://www.equal-marriage.ca/res\\_f.php?id=51](http://www.equal-marriage.ca/res_f.php?id=51)
- Condition Féminine Canada (CFC). 2003. *La reconnaissance des couples lesbiennes : un droit sans équivoque. Inclusion des couples de même sexe dans les programmes canadiens de soutien du revenu* (Mai), 226p. [en ligne] [http://www.swc-cfc.gc.ca/pubs/pubspr/0662312813/200201\\_0662312813\\_f.pdf](http://www.swc-cfc.gc.ca/pubs/pubspr/0662312813/200201_0662312813_f.pdf)
- Egale Canada. 2008. *Énoncé de Mission d'Egale*. (Juin), 29p. [en ligne] <http://www.egale.ca/index.asp?lang=F&menu=2&item=470>
- . 2005. *About Egale Canada*, (April), 2p. [en ligne] <http://www.egale.ca/index.asp?lang=F&menu=2&item=1152&version=EN>
- . 2004. *Le gouvernement retarde l'égalité. Il est temps que le premier ministre prenne charge et appuie la législation pour le mariage égal*, (Janvier), 2p. [en ligne] <http://www.egale.ca/index.asp?lang=F&menu=30&item=921>
- (a). 2003. *Canadiens et Canadiennes pour le droit égal au mariage*, (Octobre), 2p. [en ligne] <http://www.egale.ca/index.asp?lang=F&menu=56&item=2059>
- (b). 2003. *Lancement d'une coalition pan-canadienne pour soutenir le mariage des couples de même sexe et les valeurs canadiennes*, (Septembre), 2p. [en ligne] <http://www.egale.ca/index.asp?lang=F&menu=30&item=809>
- (c). 2003. *Le droit égal au mariage civil*, (Octobre), 7p. [en ligne] <http://www.egale.ca/index.asp?lang=F&menu=30&item=769>
- (d). 2003. *Mariage égal pour les couples de même sexe : Le problème des partenariats enregistrés*, (Août), 4p. [en ligne] <http://www.egale.ca/index.asp?lang=F&menu=30&item=122>

- (e). 2003. *Prise de position d'Égale sur le droit au mariage pour les couples de même sexe*, (Janvier), 3p. [en ligne] <http://egale.ca/index.asp?lang=F&menu=30&item=41>
- (f). 2003. *Trousse de lobbying pour le mariage égal*, (Janvier), 2p. [en ligne] <http://www.egale.ca/index.asp?lang=F&menu=30&item=73>
- (g). 2003. *Who we are and what we do?* (Juin), 2p. [en ligne] <http://www.egale.ca/index.asp?lang=F&menu=2&item=762&version=EN>
- (a). 2000. *Droits des gais et lesbiennes : certains partis ont préféré ne pas se mouiller*, (Novembre), 2p. [en ligne] <http://www.egale.ca/index.asp?lang=F&menu=30&item=204>
- (b). 2000. *Le partage des pouvoirs et l'analyse des compétences en matière de mariage*, (Juin), 109p. [en ligne] <http://dsp-psd.communication.gc.ca/Collection/JL2-14-2000F.pdf>
- Jürgens, Ralf. 1995. «Focus sur les gais: la discrimination entrave la lutte contre le sida». In *Bulletin canadien VIH/sida et droit*, Vol.1, no 4 (Juillet), p3-6 [en ligne] <http://www.aidslaw.ca/publications/interfaces/downloadFile.php?ref=681>
- Jurisclope. 1996. *Les aspects matrimoniaux de l'union libre et les couples homosexuels au canada*, (Décembre), 14p. [en ligne] <http://www.jurisclope.org/publications/etudes/pdf-aspc/OK-CAN.pdf>
- Ministère de la Justice Canada. *Charte canadienne des droits et libertés*, 7p. [en ligne] <http://lois.justice.gc.ca/fr/charte/index.html>
- . *Le code criminel*, 15p. [en ligne] [http://laws.justice.gc.ca/fr/showdoc/cs/C-46//20080522/fr?command=search&caller=SI&fragment=code%20criminel&search\\_type=all&day=22&month=5&year=2008&search\\_domain=cs&showall=L&statutyear=all&lengthannual=50&length=50&offset=1](http://laws.justice.gc.ca/fr/showdoc/cs/C-46//20080522/fr?command=search&caller=SI&fragment=code%20criminel&search_type=all&day=22&month=5&year=2008&search_domain=cs&showall=L&statutyear=all&lengthannual=50&length=50&offset=1)
- . 2005. *Loi sur le mariage civil Chap 33*, 2005, 3p. [en ligne] [http://laws.justice.gc.ca/fr/showdoc/cs/C-31.5/sc:3::sc:3\\_1/20080816?command=HOME&caller=SI&search\\_type=all&shorttitle=loi%20sur%20le%20mariage&day=16&month=8&year=2008&search\\_domain=cs&showall=L&statutyear=all&lengthannual=50&length=50&page=1](http://laws.justice.gc.ca/fr/showdoc/cs/C-31.5/sc:3::sc:3_1/20080816?command=HOME&caller=SI&search_type=all&shorttitle=loi%20sur%20le%20mariage&day=16&month=8&year=2008&search_domain=cs&showall=L&statutyear=all&lengthannual=50&length=50&page=1)
- . 2002. *Mariage et reconnaissance des unions de conjoints de même sexe*, (Novembre), p1-31 [en ligne] <http://canada.justice.gc.ca/fra/min-dept/pub/mar/notes.html>
- Morris, J. Lara. 2003. «Le cas Walsh c. Bona». *Jurisfemmes*. Volume 22, no 1 (Hiver), p14-17 [en ligne] [http://www.nawl.ca/ns/fr/jf\\_winter03\\_fr.html](http://www.nawl.ca/ns/fr/jf_winter03_fr.html)